LA THÉORIE

DE LA

POPULATION EN ITALIE

DU XVIe AU XVIIIe SIÈCLE

(LES PRÉCURSEURS DE MALTHUS)

LA THÉORIE

DE LA

POPULATION EN ITALIE

DU XVIe AU XVIIIe SIÈCLE

(LES PRÉCURSEURS DE MALTHUS)

PAR

Pierre REYNAUD
Docteur en Droit.

LYON
A. REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR
Rue Gentil, 4

PARIS
LIBRAIRIE A. ROUSSEAU
14, Rue Soufflot

1904



A MES ONCLES

J.-F. REYNAUD ET E. GACHOD

Je dédie cette étude en témoignage de mon affection et de mon respect.

Lyon, le 21 Janvier 1904

PRÉFACE

On rencontre, dans l'histoire de la pensée humaine, un certain nombre d'hommes, qui ont eu le privilège de reléguer dans l'ombre leurs précurseurs. Soit que ces hommes aient su jeter une lumière particulièrement éclatante sur la question dont ils se sont emparés, — parfois après beaucoup d'autres ; — soit qu'ils aient eu la chance heureuse de venir au moment où les esprits étaient mieux préparés, par les circonstances de fait, ou le développement de la doctrine, à s'intéresser à cette question, — il est arrivé que leur nom reste attaché depuis, d'inséparable manière, au sujet qu'ils ont ainsi fait leur, et que tout ce qui a été écrit avant eux est tombé dans un oubli plus ou moins profond.

On peut dire que, pendant longtemps, Adam Smith, a de cette manière, fait tort à ses prédécesseurs français, et notamment à cette grande école physiocratique, à laquelle on commence seulement à rendre justice, — timidement chez nous[1] *et plus franchement à l'étran-*

[1] *Il serait injuste cependant de ne pas rappeler la part qu'a prise, par la parole et par l'écrit, à cette réhabilitation de la physiocratie, M. Deschamps, professeur d'histoire des doctrines économiques à la Faculté de Paris.*

ger[1]. *Mais le domaine où Smith avait établi sa royauté était, néanmoins trop vaste pour que celle-ci fût incontestée sur tous les points; le territoire trop étendu pour que l'ombre d'un grand nom y obscurcît entièrement le souvenir des précurseurs.*

Malthus, au contraire, en faisant porter le principal de son effort doctrinal sur une théorie spéciale, dans l'étude de laquelle il a d'ailleurs fait preuve d'une maîtrise incontestable, a concentré sur son Essai l'attention de la postérité, qui s'est détournée presque complètement des travaux antérieurs.

M. Reynaud a voulu élever contre cet oubli une protestation modérée et juste. Il a cru bon de rappeler les origines latines de cette théorie économique de la population, dont on est trop porté à faire honneur uniquement à des penseurs anglo-saxons. Il aurait pu faire porter ses recherches sur les précurseurs français de Malthus; il a préféré s'attacher aux économistes italiens du XVIe *et du* XVIIIe *siècle, si peu connus chez nous*[2] *et pourtant parfois si dignes de l'être, et parmi lesquels, presque seule, la curieuse et sympa-*

[1] *Voyez notamment la préface de la belle édition des œuvres de Quesnay, par M. A. Oncken, et le procès fait par l'auteur à la critique « hautement arbitraire » et pourtant considérée si longtemps comme définitive, de la physiocratie par Adam Smith.*

[2] *Dirai-je que M. Reynaud a dû, pour bien des auteurs, couper les pages des volumes de la collection Custodi, qui, — depuis un siècle, — demeuraient vierges de lecture, dans quelques-unes de nos plus importantes bibliothèques?*

thique figure de Galiani semble avoir jusqu'ici attiré l'attention de nos jeunes historiens économistes. Désormais, il faut l'espérer, une place un peu plus large sera faite dans l'histoire des doctrines économiques en général, et dans l'histoire des théories de la population à Ricci, Beccaria, Briganti, Filangieri, et surtout à cet étrange Ortès, dont M. Loria nous signalait naguère la modernité très réelle à certains points de vue.

Une caractéristique générale frappera peut-être chez la plupart des auteurs italiens qui ont écrit sur la Population. C'est que ces auteurs, qui ont souvent envisagé comme possible le développement de celle-ci jusqu'à la limite des subsistances, et l'obstacle mis par cela même à un développement poussé plus loin, acceptent généralement sans grandes alarmes une telle situation, et ne semblent pas redouter, comme Malthus, une pression croissante, intense, et douloureuse de la population sur les subsistances. Peut-être, avec la finesse italienne, ont-ils escompté, plus largement que ne l'a fait l'auteur anglais, le jeu des phénomènes psychologiques, qui sont intervenus effectivement, pour modérer l'élan prolifique, chez les peuples modernes, à mesure que ceux-ci approchent du plein de population, et qui, chez certains d'entre eux, la France ou les Etats-Unis de l'Est par exemple, balancent, au delà même de ce qui est nécessaire et désirable, l'instinct de procréation.

Quoi qu'il en soit, et malgré peut-être une timidité

un peu trop grande dans les aperçus généraux, — qui fait, à tout prendre, honneur à la prudence scientifique de l'auteur, — l'ouvrage de M. Reynaud sera consulté utilement par ceux qu'intéresse l'histoire des doctrines économiques et surtout cette partie encore plus mal connue, d'un domaine imparfaitement exploré, — l'histoire des théories de la Population. C'est à ce titre que nous nous sommes permis de le signaler à l'attention des lecteurs, et que la tentative de M. Reynaud nous a paru devoir être soulignée.

René GONNARD.
Professeur agrégé à la Faculté de Droit de Lyon.

ERRATA

Page 20, note, *au lieu de* 55 et 55, *lire* 55 et 56.
— 22, ligne 14, *au lieu de* Giovani, *lire* Giovanni.
— 35, note, *au lieu de* sous le nom de l'auteur, *lire* sans le nom.
— 58, ligne 14, *au lieu* d'un point, *mettre* une virgule.
— 69, note ligne 1, *supprimer* potrebbe.
— 72, note 1, *au lieu de* s'applique, *lire* s'expliquer.
— 92, ligne 6, *au lieu de* tient, *lire* vient.
— 98, ligne 27, *supprimer* la virgule.
— 112, note, *au lieu de* 4, *lire* 1111.
— 128, ligne 3, *au lieu de* « dernier », *lire* troisième.
— 128, ligne 19, *au lieu de* « Camerade », *lire* camerale.
— 186, note 2, in fine, *au lieu de* revues choisies, *lire* œuvres choisies.
— 187, note 2, *au lieu de* page 188, *lire* page 186.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages.

FRANCE.

Bouvy (Eugène), *Le Comte Pietro Verri*, thèse doctorat ès lettres, Paris, Hachette, 1889.

Gonnard (René), *La dépopulation en France*, thèse Lyon, 1898.

Levasseur, *La population française*, 3 vol., Paris, 1889-92.

Mirabeau (le Marquis), *L'ami des hommes ou traité de la population*, Avignon, 1762.

ITALIE. *Ouvrages généraux.*

C. Cantu, *Histoire des Italiens*, traduction Lacombe, Paris, Firmin Didot, 1861, 12 vol.

L. Cossa, *Histoire des doctrines économiques*, traduction Bonnet, Paris, 1899, 1 vol.

Custodi, *Scrittori classici Italiani di Economia politica*, Milano, 1803-1816, 50 vol.

Gius. Pecchio, *Storia dell'Economia pubblica in Italia*, traduction Gallois, Paris, 1830.

Ouvrages spéciaux.

Beccaria, *Elementi di Economia pubblica*, Custodi, XI et s.

Botero, *Della ragione di Stato, e nel fine tre libri della grandezza delle città*, Torino, 1596.

Briganti, *Esame Economico del sistema civile*, Custodi, 28 et 29.

Filangieri, *Scienza della legislazione*, t. II. (Custodi, t. XXXII. Traduction française, Paris, chez Cuchet, 1786.

N. Machiavelli, *Œuvres politiques*, traduction Periès, Charpentier, Paris, 1872. — *Le Istorie Fiorentine*, Torino, Cugini Pomba e comp., 1853.

G. Ortes, *Œuvres*. — *Custodi*, t. XXI, XXII, XXIII, XXIV.

L. Ricci, *Riforma degl'istituti pii della città di Modena*, 1787. — Custodi, 48.

ANGLETERRE.

Malthus, *An Essay on the principle of population*, trad. Prevost, Paris, 1845.

Revues.

FRANCE.

Revue d'Economie politique, 1902-1903 (Dépopulation et législateurs, par M. Gonnard).

Revue de Sociologie, février 1903 (La loi de population, par M. Cauderlier).

ITALIE.

Archivio Giuridico, vol. XXVI, année 1881 (La teoria Economica della popolazione in Italia, par M. Achille Sinigaglia).

Filosofia delle Scuole Italiane, vol. XXIII, année 1881 (Il precursore di Malthus, par G. Jandelli).

Riforma sociale, 1902 (Della modernità di G. Ortes, par M. Achille Loria).

LA THÉORIE

DE LA

POPULATION EN ITALIE

DU XVI[e] AU XVIII[e] SIÈCLE

(LES PRÉCURSEURS DE MALTHUS)

INTRODUCTION

La question de la population est un problème d'actualité qui préoccupe vivement l'opinion publique, en France surtout. En effet, notre pays a le triste privilège d'être la seule nation européenne dont la population n'augmente plus, ou n'augmente que d'une manière insignifiante.

Certaines années même, il y a eu excédent de décès sur les naissances. De plus, depuis un siècle, quelques-unes de nos provinces se dépeuplent d'une façon lente, mais continue. La Normandie en est un frappant exemple.

On a soutenu qu'en cette matière de population, comme en bien d'autres, les doctrines avaient influé sur les faits, et que le Malthusianisme n'avait pas été étranger à la dépopulation de la France depuis un siècle. Sans doute,

la doctrine malthusienne n'avait pas causé tout le mal, n'avait pas créé non plus certaines causes de ce mal, mais elle avait mis ces causes en lumière, elle les avait légitimées, approuvées même. Par là, elle avait développé des habitudes jusqu'alors peu répandues, donné libre essor aux instincts égoïstes.

Etant donné ce problème délicat, qui donnerait une importance si considérable à Malthus, s'il était résolu par l'affirmative, il nous a paru intéressant de rechercher s'il y avait eu du Malthusianisme, et dans quelle proportion, avant Malthus.

Nous croyons qu'on peut en trouver des traces sensibles chez les économistes antérieurs. Malthus lui-même a signalé ce fait en ce qui concerne les Anglais. Après avoir rappelé la théorie grecque de Platon et d'Aristote, il cite Franklin, J. Steuart, Arthur Young, Townsend (p. 2, trad. Prevost). Il reconnaît que le même sujet a été traité par quelques économistes français, comme le marquis de Mirabeau (p. 460).

Nous allons essayer d'entreprendre ce travail, en nous cantonnant, en nous bornant à rechercher quelles théories développèrent les auteurs italiens avant Malthus, et si certaines d'entre elles n'ont pas de rapports avec celle du célèbre économiste anglais.

Nous ne croyons pas que ce sujet ait été traité en France. Il nous a paru intéressant, en raison de l'importance de ces auteurs de l'Italie du XVI[e] et du XVIII[e] siècle, importance justement signalée par M. Sinigaglia (*Archivio giuridico. La teoria economica della popolazione in*

Italia, vol. XXVI, anno 1881) et par M. Gonnard, dans son ouvrage sur la dépopulation (1) (p. 16 à 20).

Nous étudierons donc ces théories de la population avant Malthus. Nous nous bornerons à l'étude des auteurs italiens, car entreprendre une histoire générale des théories de la population, serait au-dessus de nos forces. Outre le temps considérable qu'il faudrait, il serait encore nécessaire de posséder plusieurs langues étrangères.

En effet, depuis que le monde existe, depuis que les hommes font partie d'un groupement social, depuis qu'il y a des nations, des peuplades, des tribus distinctes les unes des autres, on s'est occupé du principe de population. Législateurs, politiques, moralistes, philosophes, économistes, tous ont bâti des théories nombreuses. Et les opinions les plus opposées, les plus diverses, les plus hardies ont été soutenues.



Les livres sacrés des Juifs et des Hindous, le Zend Avesta de Zoroastre, les coutumes Perses, considèrent l'accroissement de la population comme un bien. C'est l'opinion en faveur chez tous les peuples primitifs.

Les Grecs furent les premiers à se préoccuper de l'excès de population.

Les territoires de leurs républiques étaient, en effet,

(1) M. Gonnard, *La dépopulation en France*, thèse de doctorat, 1898.

assez restreints. De plus, les philosophes de l'Hellade avaient trop le sentiment de la mesure, de l'ordre, de l'harmonie, pour ne pas considérer la multitude comme une inélégance et comme un véritable fléau.

Aussi Platon (1) et Aristote (2) veulent-ils un état stationnaire, statique, avec un équilibre constant entre les différentes classes. A cet effet, ils proposent des mesures effrayantes de tyrannie et de cruauté.

L'union des sexes n'est autorisée qu'à certains âges. On exposera les enfants chétifs ou difformes. On provoquera les avortements, si la population dépasse la limite fixée. Car une trop grande population rend l'ordre difficile à maintenir, comme le gouvernement.

Les Romains, au contraire, étaient une nation militaire qui avait avant tout besoin de soldats et aussi de contribuables. D'où les célèbres lois « Julia » et « Pappia Poppea », qui semblent n'avoir pas été inefficaces, quoi qu'en ait dit le sceptique Horace dans son vers célèbre :

Quid leges sine moribus
Vanæ proficiunt ?

Avec le Christianisme, la question de la population se complique. Elle était sociale. Elle devient de plus morale. Les théologiens considèrent que le célibat est l'état de perfection, mais qu'il ne convient qu'à un petit nombre d'âmes. Aussi ils exaltent les unions fécondes, et ennoblissent le mariage en le rendant indissoluble.

(1) Platon, *République*, liv. V. — *Lois*, liv. IV, *passim*.
(2) Aristote, *Politique*, liv. IV, notamment chap. IV.

Saint Thomas, Egidio Colonna de Rome (*De regimine principum*) font l'éloge des nombreuses familles.

Au xve siècle, Francesco Patrizii (1), de Sienne, évêque de Gaëte (1412-1494), conseille l'émigration, dans le cas où il se produirait un excès de population.

Précédant Malthus de cinq siècles, l'auteur du *Songe du Verger*, prévoit une surpopulation, et l'insuffisance des moyens de subsistance. Il faudra alors recourir à l'abstention. Il est donc sage d'user de modération dès à présent.

Arrivent les temps modernes, et la théorie romaine reprend le dessus. Tous les souverains d'Occident cherchent à multiplier le nombre de leurs soldats et de leurs contribuables.

Louis XI préférait « sacrifier 10.000 écus que la vie d'un archer ». Un édit de Henri IV, sur le desséchement des marais (8 avril 1599), contient cette phrase significative. « La force et la richesse des rois et princes souverains, consistent en l'opulence et nombre de leurs sujets. »

(1) Franciscus Patricius de Senis. *De institutione reipublicæ*, lib. IX, Paris, éd. Œg. Gorbinus, 1569.

Voici ce qu'en dit V. Brants (*l'Economie politique au moyen âge*, Louvain, 1895, pp. 236-237 : « Francisco Patrizii de Sienne, à la fin du xve siècle, après avoir énuméré les devoirs des parents envers les enfants, ajoute : « On ne peut « pas en diminuer le nombre. Cela est contraire à la nature « et Aristote a mal parlé. Il ne faut pas autoriser ce qui « n'est pas honnête. S'il y a dans la patrie trop peu de place « pour s'épanouir, qu'on cherche une autre patrie où la race « puisse se propager plus librement. »

Louis XIV et Colbert exemptent d'impôts les familles nombreuses roturières et leur accordent des pensions, si elles sont nobles.

Frédéric II exempte d'impôts les familles de plus de six enfants et, après la révocation de l'édit de Nantes, peuple le Brandebourg de protestants français.

Beaucoup de petits princes allemands, les princes de Hesse notamment, sont des populationnistes d'autant plus ardents, qu'ils ne rougissent pas d'exercer une honteuse traite, et de vendre des soldats aux autres puissances.

La plupart des écrivains sont partisans aussi d'une nombreuse population.

En France, Bodin fait l'éloge des lois caducaires. Vauban (*Projet d'une dîme royale*. 1707), Melon (*Essai politique sur le commerce*, Amsterdam, 1734), disent qu'un Etat prospère doit avoir une nombreuse population. Montesquieu professe les mêmes idées.

Au XVIIIe siècle cependant, la question devient très débattue, en France, en Angleterre, en Italie.

Quesnay veut qu'on soit moins attentif à l'augmentation de la population qu'à l'accroissement des revenus. (Maxime 26.)

Le marquis de Mirabeau, dans l'*Ami des Hommes*, (1752, page 22, tome Ier) dit : « Les hommes multiplient comme les rats dans une grange, s'ils ont les moyens de subsister. » Et un peu plus loin (page 23) : « Les batailles et massacres ne nuisent point à la population, si d'ailleurs elles ne nuisent pas à l'agriculture. » Ces deux ci-

tations sont prises dans le Chapitre II, qui a pour titre : *La mesure de la Subsistance est celle de la Population.* Partisan de l'accroissement de la population, il voit cependant, avec beaucoup de justesse, la relation qu'il y a entre cet accroissement et celui des subsistances, idée que répandra plus tard Malthus, avec le retentissement que l'on sait.

En Allemagne, tous les Caméralistes sont populationnistes convaincus.

Bielfeld estime que la vraie force de l'Etat consiste dans la multitude des habitants. Justi dit qu'accroître la population, c'est accroître le patrimoine de l'Etat. Sonnenfeld pense de même. Süssmilch est d'avis que, pour un prince, le peuplement rationnel de l'Etat est un devoir primordial.

Le concubinage, la polygamie, les unions temporaires sont préconisés par Pfeiffer.

En Angleterre, Locke et Temple, sont également populationnistes déterminés. James Steuart, dans son ouvrage : *An inquiry into the principles of political economy* (London, 1767), reconnaît le rapport qu'il y a entre la population et les subsistances et écrit : « The fundamental principle of the multiplication of all animals, and consequently of man, is generation, the next is food : generation gives existence, food preserves it. » Il est contraire aux stimulants artificiels de la population et estime que les enfants n'accroissent la puissance de l'Etat que quand leurs parents peuvent les élever. Sinon, ils sont à charge de la nation, qui n'en retire aucun avantage. C'est assu-

rément le plus remarquable précurseur de Malthus en Angleterre. Mais il s'en éloigne cependant, lorsqu'il recommande à l'Etat de pourvoir à l'entretien des enfants de ceux qui manquent de travail.

Hume et Wallace s'occupent de la population à un autre point de vue. Ils discutent tous les deux, si les Etats anciens étaient plus ou moins peuplés que les Etats modernes.

David Hume, dans ses *Essays and treatises on several subjects*, London 1753, soutient que chez les anciens, la population était moins nombreuse que chez les modernes (*Essay*, XI). Wallace, qui soutient la thèse contraire, voit l'opinion publique se rallier à sa cause.

Enfin, en 1798, parut la première édition de l'*Essay on the principle of population*, de Th. R. Malthus.



De tous les auteurs qui ont écrit sur ce sujet et traité de la population, c'est sans contredit le plus connu et celui qui a soulevé les critiques les plus violentes et les plus injustes. Car on cite son nom plus souvent qu'on ne lit ses ouvrages, et la plupart du temps on l'accuse sans le connaître. Aussi, s'est-il créé une légende du Malthusianisme, légende qui est, sur certains points, le contrepied de l'histoire. Bon père de famille, philanthrope sincère, économiste distingué, Thomas-Robert Malthus était un pasteur doux et affable dont les principes ne sont ni cruels, ni immoraux (1). Et sa théorie économique de la

(1) C'est à l'âge de trente-deux ans qu'il écrivit son premier

population est vraiment magistrale. Le reproche d'immoralité peut être adressé aux néo-Malthusiens, c'est-à-dire aux disciples incompétents qui ont déformé ses idées et ont tiré de fausses conséquences de ses principes, mais non à son œuvre qui est inspirée par un sentiment de responsabilité et de dignité humaine que l'on doit louer.

L'ouvrage de Malthus est trop connu, son exposé a été trop souvent fait pour que nous nous attardions à le refaire. Bornons-nous à en donner une très brève analyse.

Toute sa doctrine peut se ramener, comme le fait remarquer M. Gonnard (1), à une constatation de faits (ou du moins à une observation qui se prétend telle) et à une règle de conduite.

La constatation de faits, c'est que les êtres vivants tendent à s'accroître plus vite que les moyens de subsistance. Quand la population n'est arrêtée par aucun obstacle, elle va doublant tous les vingt-cinq ans et augmente de période en période, en proportion géométrique, tandis que, même dans les circonstances les plus favorables à l'industrie et à l'agriculture, les moyens de subsistance ne s'accroissent que selon une proportion arithmétique.

Ce sont les deux fameuses progressions, si connues, si souvent combattues.

Essai sur la population. C'était une sorte de pamphlet antisocialiste, pour répondre à un article que William Godwin avait fait paraître dans l'*Inquirer*, article où les riches étaient accusés d'aggraver, par leur égoïsme, la misère des pauvres. En 1817, l'ouvrage eut sa forme complète et définitive. C'était la cinquième édition.

(1) M. Gonnard, *La dépopulation en France*, thèse, p. 21.

Population..................	1	2	4	8	16	32	64
Moyens de subsistance.....	1	2	3	4	5	6	7

Voilà l'enveloppe pseudo-mathématique de sa doctrine. Il est inutile d'essayer de la discuter. Peu importe, en effet, au fond (1) « de déterminer exactement de combien la population tend à s'accroître plus vite que les moyens de subsistances. Il suffirait, pour la thèse de Malthus, que cette tendance, en elle-même, soit démontrée, alors même qu'il serait impossible de donner des chiffres précis ».

La règle de conduite, c'est que l'homme doit restreindre le nombre de ses enfants, s'il veut éviter la misère et la famine. C'est le « preventive check ». Il est excellent quand il empêche l'homme de se marier et de fonder une famille, lorsqu'il n'a pas les moyens de la faire vivre. C'est alors la chasteté, « the moral restraint ». Mais quand il a sa source dans le vice et le libertinage, il est détestable et on doit le repousser.

Si l'homme n'emploie pas le « preventive check », s'il ne pratique pas « the moral restraint », les fléaux naturels agiront à sa place, et feront les vides nécessaires. C'est alors le « positive check ». C'est la misère, les privations, les morts prématurées, les épidémies, les famines, les guerres (2).

(1) M. Gonnard, *op. cit.*, p. 21.

(2) Tout ce que nous venons de dire, Malthus le résume et l'établit dans les trois propositions suivantes :

I. — La population est nécessairement limitée par les moyens de subsistance.

« La seule circonstance qui soit laissée à notre choix, dit Malthus (1), est la détermination de l'obstacle le moins préjudiciable à la vertu et au bonheur. »

Et Malthus appuie sa thèse par des exemples pris dans l'antiquité, et chez les peuples modernes, européens ou sauvages.

Puis, il termine son livre par une minutieuse critique de l'émigration, de la petite propriété (en tant que remèdes à la surpopulation), et des systèmes de communisme et de charité légale, qui ne sont que des excitants à l'augmentation de la population, au delà des limites que marquent les moyens de subsistances.

L'émigration n'est qu'un palliatif médiocre. Les vides qu'elle fait sont vite comblés par les naissances. Quant à la petite propriété, elle encourage l'accroissement excessif de la population.

Enfin, la charité légale est mauvaise, comme toute charité faite sans discernement, car elle entretient et multiplie les indigents. Seule la charité privée peut produire de bons résultats. Et encore faut-il qu'elle soit faite à bon escient.

II. — La population croît invariablement partout où croissent les moyens de subsistance, à moins que des obstacles puissants et manifestes ne l'arrêtent.

III. — Ces obstacles particuliers et tous ceux qui, arrêtant le pouvoir prépondérant, forcent la population à se réduire, au niveau des moyens de subsistance, peuvent tous se rapporter à trois chefs, la contrainte morale, le vice et le malheur. *Essai*, chap. II, *in fine*.

(1) *Essai*, chap. III.

Il ne faut pas croire pour cela que Malthus n'aime pas les ouvriers et les pauvres. Au contraire, il éprouve pour eux une vive sollicitude et leur souhaite des salaires élevés. C'est à cet effet qu'il les engage à ne pas multiplier trop rapidement, ce qui produirait entre eux une concurrence désastreuse.

Telles sont, en leurs très grandes lignes, les théories de Malthus sur la population. Leur critique a été souvent faite, leur éloge aussi. Nous n'avons pas à nous en occuper, pas plus que nous avons à examiner les autres idées économiques de Malthus, qui fut aussi un économiste de valeur et qui tient une place importante dans l'école libérale anglaise.

Nous allons maintenant étudier les auteurs italiens qui ont traité de la population. Nous les classerons, les diviserons en plusieurs groupes. Nous rechercherons si certains d'entre eux ne sont pas des précurseurs de Malthus.

Nous commencerons par le XVIe siècle, où nous trouverons deux noms : Machiavel et Botero.

Le XVIIe siècle ne nous offrant aucun auteur intéressant pour notre sujet, nous passerons au XVIIIe, qui nous retiendra longuement. Après avoir passé en revue les écrivains populationnistes, dont les uns admettent et légitiment les stimulants artificiels, que les autres repoussent, nous étudierons plus longuement les auteurs que nous considérons être, à certains points de vue, des précurseurs de Malthus. Ce sera notre deuxième et dernière partie.

Peut-être est-il présomptueux et téméraire d'aborder une étude de cette importance, alors qu'elle n'a pas encore été faite en France ? Aussi, nous permettons-nous de demander la plus grande indulgence.

PREMIÈRE PARTIE

LA THÉORIE DE LA POPULATION EN ITALIE

CHAPITRE PREMIER

XVIe SIÈCLE

Au XVIe siècle, l'Italie devint le champ de bataille où luttèrent les ambitions et les intérêts du monde chrétien. C'est d'elle que venait la secrète impulsion qui dirigeait la politique européenne. La civilisation y avait fait de grands progrès. De même que les dévots de toute l'Europe venaient à Rome, capitale papale, centre de la catholicité, de même les lettrés et les savants allaient en Italie s'inspirer et prendre des exemples.

L'amour des lettres était profond et en honneur. Après la prise de Constantinople, un grand nombre de Grecs s'étaient réfugiés en Italie. Ils y avaient apporté de nombreux manuscrits de l'antiquité, et y avaient reçu le meilleur accueil. Ces manuscrits augmentèrent encore la vogue des auteurs anciens. Mais une tendance nouvelle apparaît cependant à cette époque. C'est une tendance pratique. On commence à ne plus suivre si rigoureusement le sillage des Grecs et des Romains, à ne plus s'in-

quiéter autant de l'opinion de Platon et d'Aristote. On cherche à faire des œuvres plus pratiques, d'un esprit plus moderne. C'est alors qu'apparaît la philosophie politique qui inspira Machiavel et Botero.

Tous deux eurent quelques idées sur la population, et l'on ne peut les passer sous silence dans une étude sur ce sujet. Ni l'un, ni l'autre n'ont fait des travaux systématiques. Mais on trouve, en lisant leurs œuvres, quelques fragments épars qui sont intéressants, qui contiennent des idées neuves et remarquables pour l'époque.

Le prince des politiques italiens, Nicola Machiavelli, étudie à fond les problèmes politiques ; mais leur côté économique ne l'intéresse guère. Il est peu au courant des questions « de laine et de soie ». Il a cependant des vues souvent très exactes sur la population.

Il a, en effet, fort bien compris le rapport étroit qu'il y a entre la productivité du sol et le nombre des habitants qu'il peut nourrir.

Aussi, dans ses « discorsi » (1), quand il discute sur les origines, la création des villes, il recommande aux fondateurs de nouvelles cités, de choisir des sites fertiles, pour que la population puisse croître nombreuse et, partant, puisse se défendre contre les agressions dont elle pourrait être l'objet.

« Il y a à examiner, dit-il, s'il ne serait pas plus avantageux de choisir, pour asseoir l'emplacement d'une ville, des lieux stériles, où les hommes contraints à se livrer à l'industrie, moins adonnés à l'oisiveté, vivraient plus unis et comme attachés à la concorde par la pauvreté et

(1) *Discours sur la première décade de Tite-Live*, liv. I, chap. I, p. 128, trad. Periès.

leur situation, ainsi que le prouve l'exemple de Raguse, et d'une foule d'autres villes bâties dans de semblables contrées. Mais, comme ils ne peuvent assurer leur sort que par une véritable puissance, il est nécessaire de fuir ls pays trop stériles et de se fixer dans des contrées fécondes où la richesse du sol leur permette de s'agrandir, où ils puissent se défendre contre ceux qui les attaqueraient et réprimer quiconque voudrait s'opposer à leur agrandissement. Quant à la mollesse que pourrait inspirer le pays, il faut que les lois imposent les travaux auxquels le sol ne contraindrait pas. »

De ce chapitre, il résulte donc que Machiavel pose deux principes très importants :

I. Une cause physique limite l'augmentation indéfinie de l'espèce : la productivité du sol.

II. La population peut augmenter en nombre, quand les vivres ne font pas défaut.

Mais ce rapport entre la population et les moyens de subsistance peut ne pas toujours exister. Il peut y avoir surpopulation. Machiavel l'a fort bien vu et croit que le fait peut se produire. Il en parle dans plusieurs de ses œuvres et estime que c'est un bien que l'on doit désirer, et non un mal qu'il faut chercher à éviter. Une population qui croît rapidement, augmente les forces de l'Etat et le met à l'abri des attaques. Si, à force d'augmenter, l'Etat n'a plus assez d'aliments pour nourrir la population qui se presse sur son territoire, la population superflue ira fonder des colonies. Et Machiavel fait une longue apologie des colonies qui exercent la plus heureuse influence sur le bien-être et la tranquillité sociale. Les colonies débarrasseront la mère patrie de son excès de population

et la métropole pourra toujours néanmoins s'en servir et en user, quand cela sera nécessaire (1).

Les colonies seront utiles dans les trois hypothèses qui peuvent se présenter :

a) L'Etat envoie des colonies dans un pays nouvellement conquis. Les colons tiendront les vaincus en respect et les colonies seront une forteresse, et une sentinelle pour maintenir les nouveaux sujets dans un état de fidélité, pour empêcher toute tentative de rébellion de leur part.

b) L'Etat envoie des colonies dans un pays désert. Le pays se peuplera ainsi de sujets fidèles à la métropole, sujets qui se propageront vite, car ils auront l'espace devant eux et de grands moyens de subsistance.

c) L'Etat envoie des colonies dans un pays malsain. Elles assainiront le pays, car la culture débarrassera la terre de ses miasmes, et les feux que feront les nouveaux habitants purifieront l'air. C'est ainsi que la ville de Vinegia, située dans un lieu marécageux et malsain, devint salubre par les nombreux habitants qui s'y rendirent en même temps. La même chose arriva pour Pise. Cette ville était peu peuplée, à cause de la malignité de l'air qu'on y respirait. Quand Gênes et ses environs furent ravagés par les Sarrazins, un grand nombre de Génois se rendirent à Pise, qui devint une ville saine et peuplée.

La métropole voit donc son influence et ses sujets augmenter par les colonies, en même temps qu'elle se débarrasse de son trop plein, trop plein qu'elle ne peut nour-

(1) *Istorie fiorentine*, libro secondo, I, p. 55 et 55, Cugini Pomba, Torino, 1853.

rir et qui l'embarrasse, trop plein qui, de par les lois naturelles, ne peut subsister longtemps, et dont les fléaux comme la famine, la peste, les inondations auraient fatalement raison, s'il ne se déversait pas dans les colonies.

« Que ces déluges (1), ces famines, ces pestes aient plusieurs fois exercé leurs ravages, je ne crois pas qu'on puisse en douter, tant les diverses histoires sont pleines de pareils désastres, et tant il est naturel qu'ils arrivent. La nature, en effet, ressemble à tous les corps simples qui, lorsqu'ils renferment des humeurs superflues, les rejettent d'eux-mêmes, et recouvrent ainsi la santé. Il en est de même dans le corps composé de la société humaine. Lorsque les nombreux habitants d'un empire surchargent tellement le pays, qu'ils ne peuvent y trouver leur subsistance, ni aller ailleurs, parce que les autres lieux sont également pleins d'habitants, lorsque la mauvaise foi et la méchanceté des hommes sont montées à leur dernier degré, il faut nécessairement que le monde soit purgé par un de ces trois fléaux (famine, peste, déluge), afin que les hommes, frappés par l'adversité et réduits à un petit nombre, trouvent enfin une existence plus facile et redeviennent meilleurs (1). »

Telles sont les idées de Machiavel sur la population. Il s'est rendu très bien compte que son sort était lié étroitement avec les moyens de subsistance.

Une nombreuse population est cependant souhaitable, car elle augmente la force de l'Etat et permet de fonder des colonies. Sans colonies, la surpopulation peut se

(1) *Discours sur Tite-Live*, liv. II, chap. v, p. 319. — C'est le *positive check* de Malthus.

produire, et c'est alors les fléaux naturels qui se chargeront de la faire disparaître.

Pour être complet, terminons en disant que l'auteur du *Prince* exagère beaucoup l'importance du climat sur la population (1), mais que, par contre, il voit très bien l'influence qu'y exerce la liberté, et cite comme exemple Sparte, pauvre d'habitants au temps de Lycurgue (2), parce qu'il n'y avait aucune liberté pour faire le commerce avec les étrangers (*Discorsi*, libro II, cap. III, p. 310 et 311).



Botero nous retiendra plus longtemps, car il a des vues plus personnelles, plus intéressantes, et, à certains endroits, sera vraiment un précurseur de Malthus.

Giovani Botero, surnommé Benisius, naquit à Bene (Piémont), en 1540, et mourut à Turin en 1617. Il voulut se faire jésuite, mais il y renonça, après avoir commencé son noviciat. C'est alors qu'il devint secrétaire de saint Charles Borromée. Il fut ensuite chargé d'une mission diplomatique à Paris ; puis il voyagea dans différents pays pour la congrégation de la propagande. Enfin, en 1599, Charles-Emmanuel lui confia l'éducation de ses enfants.

Son principal ouvrage fut la *Ragione di Stato* (3) 1re édi-

(1) *Istorie Fiorentine*, lib. primo, I, p. 16, où il parle des Germains, qui, nés dans une région saine et « generativa », devinrent si nombreux qu'une partie d'entre eux dut émigrer et détruisit finalement l'Empire romain.

(2) C'est surtout après Lycurgue que Sparte se dépeupla.

(3) *Della ragione di stato*, libri dieci, del sig. Giovanni Bo-

tion in-8°, Milan, 1583), où il se montre en général adversaire de Machiavel. Son opuscule sur les *Cause della grandezza e magnificenza della città* (1589, in-4°), est un petit chef-d'œuvre trop peu connu en France.

Ce sont ces deux ouvrages qui contiennent ses théories sur la population (1).

Celui qui a pour titre : *Delle cause della grandezza e magnificenza della città*, est un opuscule de 70 pages que Botero a fait pour éclaircir certains points de sa : *Ragione di Stato*, et qui lui fait suite dans la plupart des éditions. Cette observation est nécessaire pour comprendre le sens exact qu'il faut donner à ce petit livre.

« Città » doit être pris dans le sens ancien, c'est-à-dire société civile, Etat. « Città » peut s'appliquer aussi bien à un vaste empire qu'à une petite ville libre.

Par « grandezza della città », il ne faut pas entendre l'espace qu'occupe la « città », mais le nombre des habitants et leur « possanza ». Donc, les causes de la « grandezza » et de la « magnificenza » d'une « città », sont celles qui

tero, Benese. Di nuovo, in questa quarta edizione, dell'istesso autore, in alcuni luoghi mutati, e accresciuti di diversi discorsi, et altre cose memorabili, e nel fine tre libri della grandezza delle cità, del medesimo autore.

Al sereniss. Filippo Emanuel, prencipe di Piemonte... In Torino appresso. Gio. Dominico Tarino. M. D. XCVI, 1596.

On a encore de Botero : *de Sapientia regis* et les *Relazioni universali*, puis deux poèmes : 1° *La Primavera*, en italien ; 2° *Otium honoratum*, en latin (1590).

(1) Il existe une traduction anglaise de R. Peterson, Londres, 1606. Nous ne croyons pas qu'il y en ait eu de française, quoi qu'en dise C. Cantu, *Histoire des Italiens*, vol. IX, p. 377, dans la note.

augmentent le nombre et la « possanza » des citoyens, c'est-à-dire leur puissance, leur force, leur richesse.

Comme Machiavel, Botero vante les avantages d'une population nombreuse. C'est la source à laquelle les gouvernements doivent puiser pour se procurer les moyens nécessaires à l'administration de l'Etat. De plus ,pour sa défense, il est indispensable d'avoir beaucoup de soldats, donc beaucoup de sujets. Aussi les hommes d'Etat devront s'efforcer de favoriser l'augmentation de la population. C'est ce qu'ils feront en protégeant l'agriculture et l'industrie.

L'agriculture, car elle est « il fondamento della propagazione ». Il faudra dessécher les marais, creuser des canaux, défendre qu'on fasse un emploi inutile des terres, etc., etc.

Mais l'industrie, pour arriver à ce but, est encore préférable à l'agriculture. Car les choses produites par la main de l'homme (c'est-à-dire les objets manufacturés), sont plus nombreuses, dit-il, et d'une valeur beaucoup plus grande que les choses produites par la nature.

A ce propos, reportons-nous aux pp. 220 et 221 de la *Ragione di Stato*, liv. VIII, et nous y trouverons la formule du Colbertisme donnée par avance.

« Le prince, qui veut rendre peuplés ses Etats, doit y introduire une grande variété d'industries et de corps de métiers, ce qu'il fera en amenant des ouvriers habiles de l'étranger, en leur donnant certains avantages, en

Ach. Sinigaglia, La teoria economica della popolazione in Italia (*Archivio Giuridico*, 1881, vol. XXVI, p. 137). Voir aussi: G. Jandelli, Il precursore di Malthus (*Filosofia delle Scuole Italiane*, 1881, vol. XXIII, pp. 147-160).

tenant compte des beaux génies, en stimulant les inventions et les œuvres originales et rares, en accordant des récompenses à la perfection et à l'excellence. Mais surtout il est nécessaire que le prince défende l'exportation des matières premières : laine, soie, bois, métaux, etc. En effet, avec ces matières premières, partent aussi les ouvriers, et le commerce des objets facturés occupe plus de monde que celui des matières premières. »

Botero veut donc une population nombreuse. Il recherche, bie navant Hume et Wallace, dont il est aussi un précurseur, si les Etats de l'antiquité étaient plus peuplés qu'aujourd'hui, si les anciens étaient favorables ou hostiles à l'accroissement de la population. C'est l'objet de son troisième livre sur les *Cause della grandezza della Città,* livre très court, car il n'a que huit pages, et que nous allons résumer.

Les Grecs Lycurgue, Solon, Aritoste, voulaient une population peu nombreuse, car dans un Etat doit régner l'ordre et la discipline, et ils remarquaient avec raison que « la gran moltitudine d'huomini partorisce confusione ». Mais les Romains, au contraire, voulaient une très nombreuse population, car ils étaient toujours en guerre, avaient pour but principal la conquête. Donc, grand besoin de soldats.

Botero préfère la théorie romaine à la théorie grecque, car l'expérience prouve que la force prime le droit, « forza prevale alla ragione ». Aussi, une petite perte d'hommes ruinait-elle les cités grecques, tandis que les Romains, de plus en plus nombreux, se ruaient à la conquête du monde, malgré les pertes énormes que leur causaient certaines guerres (Pyrrhus, Carthage, Spartacus, etc.).

Cependant, un doute prend notre auteur, doute qui pourrait le ramener vers la théorie grecque. Il remarque que les Etats n'augmentent pas de population d'une façon continue et proportionnelle. Il croit que, depuis trois mille ans, la population du monde est stationnaire. Il en cherche alors le pourquoi et se demande « onde sia que le città non vadano crescendo a proporzione ». Il prend Rome comme exemple. D'après Denys d'Halycarnasse, sous Romulus, la ville avait 3.300 guerriers, et 80.000 sous Servius Tullius. Elle arriva vite à 450.000, mais ce chiffre ne fut jamais dépassé. De même Milan et Venise ont la même population aujourd'hui (c'est-à-dire 1588), qu'il y a quatre cents ans (1188).

Pourquoi cet arrêt, comment s'explique-t-il ? Est-il dû aux guerres ? aux famines, à la peste ? Non, car ces fléaux ont toujours existé, plus même autrefois qu'aujourd'hui. Est-ce la volonté de Dieu, modérateur de toutes choses ? Non, car pourquoi Dieu aurait-il permis un tel accroissement depuis Adam et Eve, et aurait-il empêché toute augmentation depuis trois mille ans.

Et alors, Botero nous expose les raisons de cet arrêt, dans l'accroissement de la population, d'une façon magistrale. Cet accroissement du nombre des habitants d'un Etat vient de deux causes :

I. Puissance générative de l'homme qui est illimitée, mais sans doute toujours la même, au moins depuis trois mille ans jusqu'à présent.

II. Puissance nutritive de la « città » : *Virtu nutritiva della Città* (p. 73).

Cette deuxième cause n'est pas indéfinie, et a pour limite la productivité du sol que l'on habite.

Les pays étrangers peuvent, sans doute, envoyer des vivres, mais il faut compter avec leur stérilité et, s'ils sont fertiles, avec les difficultés de transport, les guerres. (*Ragione di Stato*, p. 225.)

C'est pour cela que, « quoique les hommes fussent aussi propres à la génération au comble de la grandeur romaine, que dans son commencement, néanmoins le peuple ne crût pas à proportion, parce que la puissance nutritive de la ville n'augmentait plus, et que les habitants, n'ayant plus de grandes commodités de se procurer des subsistances, ou ne se mariaient pas, ou, s'ils se mariaient, leurs enfants mouraient, ou cherchaient un meilleur sort hors de leur patrie ». (*Grandezza della Città*, lib. III.)

Les lois caducaires étaient donc inutiles, et Botero ne les admet pas, quoiqu'il soit partisan absolu de l'intervention de l'Etat en matière économique. « Quoique le genre humain ne puisse multiplier sans l'union de l'homme et de la femme, le nombre des mariages n'est pas la seule cause de multiplication. Il faut encore que les enfants soient élevés et nourris facilement, sinon, ils mourront jeunes ou seront inutiles et de peu de secours pour leur patrie. (*Ragione di Stato*, p. 223.)

Tout se ramène donc à la facilité de se procurer des subsistances. Tous les maux dont souffre l'humanité viennent de leur peu d'abondance. Les invasions barbares, les razzias des Tartares et des Arabes, les féroces coutumes des anthropophages du nouveau monde (Brésil, Saint-Domingue, etc.), la traite des nègres et des Péruviens, tout cela « vient de la misère et de l'impuissance à élever et nourrir la progéniture ». C'est le man-

que de vivres, l' « inopia », qui fait naître la multitude des voleurs et des assassins. L'étroitesse des bornes suscite les différends et les procès. Les bornes, les fossés, les haies, toute espèce de limite, de même que les forteresses, les armes, les guerres, « que veulent-ils conclure, sinon que le monde est trop étroit pour ce qui nous est nécessaire ou pour notre cupidité ? »

Si on ajoute à toutes ces causes : les famines, les maladies contagieuses, les tremblements de terre, les inondations et autres fléaux semblables, on comprendra que le nombre des hommes ne peut croître immodérément.

C'est ici qu'apparaît l'utilité des colonies qui absorbent la partie exubérante de la population. « De même que, pour se propager, des essaims d'abeilles quittent les ruches (s'ils restaient, ils mourraient de faim ou de maladie contagieuse), de même, beaucoup de personnes périraient faute d'aide et de soutien, si elles restaient dans leur patrie, ou ne se marieraient pas et ne laisseraient pas de progéniture, par pauvreté ou pour quelque autre cause. Mais si on les envoie dans les colonies, si on leur donne des terres et des habitations, elles vivent, se marient et ont une nombreuse famille. » (*Ragione di Stato*, p. 226, lib. VIII, cap. Delle colonie.) Et Botero cite plusieurs exemples à l'appui, pris chez les Romains, les Espagnols et les Portugais.

Il faut donc une nombreuse population, mais qui ne dépasse pas les moyens de subsistance. Si ce fait se produisait, et si les colonies n'enlevaient pas le trop plein, ce serait la misère, la famine, « the struggle for life » inévitable, le retour en arrière. Les Etats «città» doivent donc une fois arrivés à un certain degré de « grandezza », s'oc-

cuper de sa conservation. Ils ne doivent pas chercher à augmenter cette « grandezza », mais la maintenir par la justice, la paix, l'abondance des moyens de subsistance.

Toute cette dernière partie de l'œuvre de Botero est vague, imprécise, très courte. On dirait qu'il a eu peur des conséquences des principes qu'il a posés, et qu'il s'arrête sans conclure, à dessein.

En somme, Botero peut être considéré comme précurseur de :

a) Hume et Wallace, au sujet des recherches sur la population de l'antiquité.

b) Malthus :

Il a prévu qu'un excès de population pourrait se produire, excès qui sera détruit par les mêmes obstacles que dans la théorie de Malthus : vice, misère, guerre, sauf le moral restraint dont Botero ne parle pas.

Tous deux ont étudié le même problème général, mais en un sens contraire. Malthus l'a étudié dans une forme négative, en cherchant les causes contraires au progrès humain, tandis que Botero recherche les causes favorables à la « grandezza della città ».

Voilà l'œuvre de Botero. Elle est intéressante et mérite d'être connue. Ce n'est pas un traité complet des faits relatifs au développement de la population. Ce n'est peut-être pas non plus un ouvrage d'observation très profonde. Son défaut est qu'il part de l'idée préconçue qu'une nombreuse population est absolument nécessaire. Aussi ne se préoccupe-t-il que du moyen de l'obtenir. Mais il faut lui reconnaître beaucoup d'idées justes, et il est supérieur à la plupart des politiques de son temps et du XVIIIe siècle.

Supérieur à Machiavel par sa méthode vraiment scien-

tifique, il l'est aussi à Bodin auquel « il est redevable, cependant, d'un grand nombre de maximes de politique économique et financière (1) ». En effet, il énumère d'une façon magistrale les obstacles à l'accroissement indéfini de la population, tandis que « Bodin enseignait (*La République*, 1576, liv. V, ch. II) que c'était une erreur de craindre une disette future, par suite de l'augmentation de la population ». Il est supérieur enfin aux politiques du XVIIe siècle, comme Chiaramonti, Zecchi, Zuccolo qui avaient bien entrevu que c'est de l'augmentation des subsistances que dépend l'accroissement de la population, mais sans approfondir cette question.

Tels sont les deux auteurs du XVIe siècle, dont nous avons cru devoir parler dans cet essai : Machiavel et Botero. Tous les deux croient qu'une nombreuse population est la base fondamentale de tout Etat prospère. Ils croient tous deux que l'équilibre entre la population et les moyens de subsistance peut se rompre, mais estiment que cet équilibre se rétablira vite et qu'il ne faut pas trop s'en préoccuper à cause des colonies, de l'agriculture et de l'industrie qu'on devra favoriser.

Ils n'ont, ni l'un, ni l'autre, exposé véritablement une théorie générale sur la population ; les idées que nous avons recueillies sont éparses dans leurs œuvres. Mais, pour l'époque où ils vivaient, il faut leur reconnaître beaucoup d'idées neuves, et il faut aussi leur savoir gré d'avoir évité beaucoup d'erreurs, dans lesquelles tomberont, à une époque bien postérieure, les nombreux écrivains qui traiteront de la population.

(1) Cossa, *Histoire des doctrines*, p. 181.

CHAPITRE II

XVIIIe SIÈCLE. — LES POPULATIONNISTES

En Italie, le XVIIe siècle ne nous offre aucun auteur intéressant sur le sujet de la population.

Peu d'économistes (1), du reste, et peu d'écrivains de talent. C'est l'époque de « l'avilissement », dit C. Cantu, pleine de ruines matérielles et morales. Une décadence intérieure frappe l'Italie. Les Italiens sont atteints de léthargie, et restent éloignés des idées qui grandissaient alors dans tout le reste de l'Europe. La brillante activité des autres peuples ne les stimule pas et ils ne contribuent nullement aux conquêtes de la civilisation générale. L'esprit s'éteint, et se jette dans le cercle des froides études. On se livre à une pâle imitation des anciens, sans montrer aucune initiative.

Le XVIIIe siècle, au contraire, est une période de tranquillité et de travail fécond, surtout la deuxième période qui s'écoule entre 1748 (paix d'Aix-la-Chapelle) et 1796 (invasion française). Ce n'est peut-être pas encore une troisième renaissance, comme certains l'ont affirmé un peu trop complaisamment, mais peut-être en est-ce le

(1) Il y a actuellement une réaction en faveur du XVIIe siècle, surtout de sa première moitié, où quelques auteurs ont traité de la monnaie avec assez d'ampleur et de talent.

prélude, la préparation. Et c'est certainement, pour l'économie politique italienne, l'époque la plus splendide, celle où elle atteint son complet développement. Un grand nombre d'ouvrages sont publiés, lus avec avidité, souvent traduits en langues étrangères.

L'économie politique devient véritablement une science spéciale ; la monnaie et le change, notamment, font l'objet de multiples monographies. Les écrivains sont nombreux, originaux et profonds.

Ils sont riches en idées neuves, en observations subtiles. A un savoir considérable, à un sens pratique très développé, ils ajoutent de longues et de patientes observations. Ce qui leur fait unir la théorie et la pratique, mêler l'abstrait au concret, et ce qui leur fera exercer l'influence la plus heureuse et la plus marquée sur toutes les réformes économiques qui eurent lieu à cette époque en Italie, sur l'initiative de princes éclairés, pénétrés de leurs devoirs, conscients du bien qu'ils peuvent causer, et désireux de faire le bonheur de leurs sujets.

Les œuvres de Melon, de Montesquieu, de Bielfeld étaient alors lues avec un très grand intérêt. Aussi, de nombreux économistes et politiques sont partisans d'une multiplication illimitée de l'espèce, et veulent que l'Etat intervienne de tout son pouvoir, pour favoriser cet accroissement. Il faut dire que les faits économiques qui se passaient à leur époque, étaient de nature à les engager dans cette voie.

En effet, outre les guerres nombreuses (guerre de Sept ans, succession d'Autriche, Pologne), qui décimaient souvent la population de l'Europe, les émigrations (surtout en Amérique) étaient fréquentes et causaient des vides

qui ne se comblaient que lentement. De plus, l'industrie prit, au XVIIIe siècle, un essor considérable et exigea un nombre de bras de plus en plus grand. Et non seulement les industries déjà existantes augmentaient, mais un grand nombre de nouvelles se créaient, résultats d'inventions fécondes, ou de besoins nouveaux. L'exploitation des mines prenait une grande extension : il en était de même des moyens de transport et de communications, qui facilitaient les déplacements, les encourageaient, et rendaient la population de certains pays de moins en moins stable.

Tous ces faits, toutes ces circonstances contribuaient à mettre en faveur les écrivains qui croyaient qu'une population nombreuse procurait le bien-être et la sécurité d'un Etat, car leurs théories répondaient à un fait palpable, le besoin d'augmenter la population, qui se faisait vivement sentir. De plus, les Etats les plus peuplés étaient alors les plus florissants et les plus prospères. Sans aller plus en avant, et sans rechercher si c'était exact, on attribuait cette prospérité à la population nombreuse. Notamment en Amérique, le besoin d'hommes était très grand, et les immigrants trouvaient un sol fertile qui les récompensait généreusement de leurs fatigues et de leurs travaux.

Et comme en Italie, on accueillait avec faveur l'intervention de l'Etat, même quand elle restreignait ouvertement la liberté individuelle, on réclamait cette intervention pour favoriser l'accroissement de la population et on ne doutait pas de son efficacité. Aussi, préconisait-on les recompenses aux pères d'une nombreuse famille. On voulait limiter la liberté d'émigrer et aggraver la situa-

tion des célibataires. Les immigrants devraient être comblés de faveurs, d'immunités, d'exceptions d'impôts et de service militaire. Le célibat ecclésiastique ne pourrait dépasser une certaine limite, la liberté d'exportation serait supprimée, etc., etc. En somme, toutes les mesures possibles pour obtenir le plus grand nombre d'habitants étaient préconisées.

Parmi les économistes partisans d'une population nombreuse et qui demandaient ce qu'on est convenu d'appeler les stimulants artificiels de la population, citons en premier lieu Antonio Genovesi (1).

L'abbé Antonio Genovesi (1712-1760), de Castiglione, résuma dans ses *Lezioni* (comme Forbonnais en France, Steuart en Angleterre, Justi en Allemagne, Sonnenfels en Autriche), la « communis opinio », sur la science du commerce, mélange de physiocratie, de mercantilisme et de socialisme d'Etat, voire même de communisme. D'une grande érudition, il fut le plus illustre et le plus modéré des mercantilistes italiens. Adversaire des vieux procédés agricoles et des prétentions du clergé, surtout au point de vue des biens, il sut combiner le protectionnisme agraire avec le protectionnisme industriel, mieux que les autres éclectiques de la chaire. Mohl (2) le classe parmi les précurseurs de Malthus, soutient qu'il pensait qu'il y avait une limite à l'augmentation de la population, et

(1) Ant. Genevosi, *Delle Lezioni di commercio ossia d'economia civile*, Napoli, 1765, 2 vol. Custodi, t. VIII, capo v.

Ragionamento sul commercio in generale. Custodi, t. X, cap. I, II, III, IV.

(2) Rob. von Mohl, *Geschichte und literatur der Staatswissenschaften.*

que, du reste, il parlait de « giusta popolazione ». Cette opinion doit résulter d'une lecture un peu superficielle des *Lezioni di economia civile*. Genovesi, en effet, dès la première page de son étude sur la population, pose comme principe qu'un Etat puissant et prospère doit avoir une nombreuse population. Puis il indique la manière dont il traitera ce sujet : En premier lieu, il recherchera les causes qui diminuent la population. Secondement, il indiquera les moyens qu'il croit utiles pour remédier à cet état de choses. C'est, croyons-le nous, on ne peut plus clair, et Justi, Sonnenfels, Bielfeld n'auraient pas dit différemment.

« Selon Genovesi, tous les corps civils, c'est-à-dire les

Nous citerons souvent le nom de Custodi, qui publia la première collection, incomplète, d'ailleurs, des *Economistes Italiens*. Pietro Custodi, publiciste italien, naquit à Galliate, près de Novare, en 1771. Il mourut en 1842. Il fut d'abord avocat, puis journaliste à Milan, et rédacteur de l'*Amico della Liberta Italiana*. Il devint conseiller d'Etat et baron du royaume d'Italie, continua la *Storia di Milano*, de Pietro Verri, et publia la grande collection des *Economistes Italiens*, en 50 volumes. Ce recueil comprend les écrits des principaux économistes italiens, de 1582 à 1784, précédés de biographies. Il fut publié à Milan, de 1803 à 1816, et comprend deux parties : parte antica, 7 vol., parte moderna, 42 vol., puis un volume pour la table des matières. La collection Custodi servit de base à deux esquisses historiques :

Ivan Vernadsky, *Recherches historico-critiques sur les Economistes italiens*, Moscou, 1849, th. doct. en russe.

N.-G. Pierson, *Bijtdrage tot de geschiedenis der Economische studien in Italie*, etc., Amsterdam, 1866. Traduction allemande sous le nom de l'auteur, par un certain Schwarzkopf, Strasbourg, 1872.

nations, sont entre eux dans l'état de nature. Et dans l'état de nature, l'homme est d'autant plus en sécurité qu'il est craint ; mais il est craint à proportion de ses forces. » Aussi traite-t-il longuement des causes de dépopulation, et les classe sous les neuf chefs suivants : 1° climat malsain ; 2° mauvais terrain ; 3° agriculture routinière et ignorante, commerce et industrie également routiniers ; 4° aversion pour l'exercice de ces métiers ; 5° impôts trop lourds ; 6° mœurs relâchées ou sauvages, qui éloignent du mariage ; 7° épidémies fréquentes ; 8° guerres continuelles ; 9° tout ce qui peut encourager au célibat. Pour chacune des neuf causes de dépopulation, il donne les remèdes nécessaires. Au sujet du relâchement des mœurs, il propose d'encourager les mariages, est partisan des lois caducaires, appliquées par Auguste. Il est également partisan des lois somptuaires, pour diminuer les dots trop fortes, et simplifier la pompe et le luxe qui accompagnent les cérémonies nuptiales. Quant au célibat, il propose de limiter le nombre des ministres du culte. Il considère, du reste, que cette limitation est conforme à l'Evangile.

Il termine en parlant de la surpopulation et estime qu'il est possible qu'elle se produise. Mais il croit qu'elle sera temporaire, durera très peu et sera facile à corriger. Ce sera vite fait pour les pays qui ont un vaste commerce maritime, de nombreuses colonies et une bonne marine. Quant aux autres, ils devront encourager l'agriculture et l'industrie, accroître les occupations.

Non seulement Genovesi croit qu'il est nécessaire dans certains cas de stimuler la puissance prolifique de l'homme, mais il est convaincu que les inconvénients qui

peuvent résulter d'une population trop nombreuse, sont toujours réparables sans graves secousses et dans un temps très bref.

Du reste, il ne s'est pas formé une idée bien juste de cette puissance prolifique de l'homme. Ce passage où il explique ce qu'il entend par « giusta popolazione » le prouve clairement :

« Un pays qui, par son étendue, son climat, la fertilité de ses terres, sa situation, le génie de ses habitants, peut nourrir cinq millions de personnes, est à moitié dépeuplé s'il n'en nourrit que deux. Il est dépeuplé des quatre cinquièmes, s'il n'en nourrit qu'un ; des deux cinquièmes s'il n'en nourrit que trois. Mais s'il lui arrive d'avoir six ou sept millions d'habitants, il sera peuplé au-dessus de ses forces, défaut aussi contraire et défavorable à son bonheur que la dépopulation. » (Ch. v, § 2.)

En effet, supposer qu'un pays, à terres fertiles et vastes, qui a un bon climat, des habitants énergiques et intelligents, puisse avoir une population insuffisante, c'est avoir une opinion inexacte de la puissance générative de l'homme, à moins que ce pays soit au lendemain d'une crise ou au début du peuplement. Quand un pays est prospère et fertile, la population s'accroît par l'augmentation des mariages et des naissances, comme par la diminution de la mortalité.

Néanmoins, l'œuvre de Genovesi n'est pas sans mérite. Partisan d'une population très nombreuse, très dense, il ouvre cependant la voie au doute que dans le nombre se tienne la félicité, et il montre qu'un manque d'équilibre entre la population et les moyens de subsistance peut se produire. Il insiste sur la nécessité de favoriser d'une ma-

nière spéciale l'agriculture et d'accroître la « somma dei mezzi di nutrizione ».

Il exerça une très grande influence en Italie. Beaucoup d'économistes adoptèrent ses doctrines, sans se donner la peine de les modifier, quand les rapides progrès de la science en montraient les défauts. Beccaria et Filangieri le suivirent littéralement dans ses parties bonnes, mais corrigèrent beaucoup de ses erreurs et construisirent des théories plus solides.

Galiani et Zanon (1) traiteront avec d'autres arguments, des principes identiques à ceux de Genovesi. Le célèbre abbé ne s'occupe qu'incidemment de la population, et d'une façon très brève. Il veut son accroissement rapide, énumère les causes qui la multiplient, engage les gouvernements à mettre tout en œuvre pour arriver à ce but, car, dit-il, un royaume « vale quanti uomini ha ; tanto è più forte quanto piu uomini in minor terreno ».

Ant. Zanon, commerçant et agriculteur à Udine, où le gouvernement vénitien avait créé une Académie agricole en 1768, vante l'utilité de ces Académies qui, encourageant l'agriculture et l'industrie, favorisent la population, ce qui doit être le but principal de tout bon gouvernement.

Tous ces économistes, Genovesi, Galiani, Zanon, sont donc partisans d'une population très nombreuse. Mais ils sont encore surpassés à ce sujet par les politiques, qui étudient ce qui peut accroître la prospérité d'un Etat,

(1) Custodi, vol. V.— F. Galiani, *Della moneta*, pp. 231-243, vol. XIX.— A. Zanon, *Trattato dell'utilità morale economica politica delle Accademie d'agricoltura.*

et attribuent un rôle prépondérant à la population qui est la cause principale du bien-être et de l'aisance d'un pays.

En premier lieu, il faut citer le comte Giuseppe Gorani (1), de Milan, qui eut ses biens confisqués, ses principes démocratiques ayant soulevé la noblesse contre lui. Dans ses *Ricerche sulla scienza dei governi*, il soutient que l'Etat, qui se trouve dans les meilleures conditions physiques, économiques, morales et intellectuelles, est celui qui a une nombreuse population. Comme Michele Azzariti Stella, au début du XIXe siècle *(Dei mali e rimedi politici*, lib. I, cap. III, XV, XVI et XVII), le comte Gorani attaque violemment les célibataires, et énumère minutieusement les immenses dangers auxquels le célibat expose les nations. Il veut la suppression de toutes les institutions qui le favorisent, institutions qu'il considère comme des monuments de cruauté et de misère. Pour lui, le plus grand obstacle à la population, est la répartition défectueuse des richesses sociales. Aussi, conseille-t-il au gouvernement de veiller à ce que la répartition des fruits de la production se fasse avec plus d'équité, qu'on évite l'accumulation de trop gros patrimoines aux mains de quelques propriétaires, et la misère des classes les plus nombreuses. Il combat comme obstacles à la population, la polygamie, les mariages entre parents, les mariages d'intérêt, et voudrait que le gouvernement édicte en ces matières des lois très sévères. Il est partisan du divorce, qui est nécessaire, pour que l'Etat ne soit pas privé des enfants que pourrait avoir un époux et qu'il ne peut avoir, par suite de la stérilité de son conjoint.

(1) Gorani, *Ricerche sulla scienza dei governi*, cap. IX et XXI, vol. II, Lausanne, 1768.

Il veut aussi quelques restrictions à l'autorité paternelle qui souvent s'oppose à des unions fécondes.

Enfin, il croit inutile à l'augmentation de la population, les récompenses aux pères de nombreux enfants, et les peines contre les célibataires. Il préfère les moyens indirects, qu'il estime plus sûrs et plus efficaces, spécialement les faveurs accordées à certaines industries, et l'abolition des institutions qui retardent et empêchent les mariages.

Dans une œuvre anonyme, intitulé : *Il vero despotismo,* il répète les mêmes idées, d'une façon plus concise, mais plus violente.

Plus bizarre et plus original est le jurisconsulte Filippo Villano (1). Dans son *Ozio autunnale,* il traite des sujets variés, économiques, politiques et juridiques, et fait preuve d'érudition et de subtilité. Malheureusement, il est souvent paradoxal.

En deux chapitres, il recherche ce qui pourrait rendre les mariages plus fréquents et plus égaux, ce qui rendrait la population plus nombreuse et améliorerait ses mœurs.

Il propose « avant tout de prohiber l'usage des dots parce que, dit-il, dans les contrées où l'on n'a pas l'habitude de donner des dots ou très peu, les mariages sont très fréquents, et la population devient très nombreuse ; tandis qu'elle manque dans les pays où on demande de grosses dots. » Villano croit nécessaire de favoriser les mariages par des récompenses et des lois spéciales comme les suivantes : Les frères qui ont des enfants peu-

(1) F. Villano, *L'ozio autunnale, ovvero discorsi economici politici,* Napoli, 1768.

veni prendre la part du patrimoine qui revient à ceux qui n'en ont pas. Le père peut avantager les enfants mariés, aux dépens de ceux qui sont inaptes au mariage.

Quelques années après Villano, Parrucca, de Milan, publie un ouvrage sur la population (1), où il soutient, avec un certain talent, qu'un bon politique doit avoir pour but principal, l'augmentation de la population.

« Celui qui se préoccupe de la prospérité générale, écrit-il, doit combattre le mieux qu'il peut, les causes qui produisent le dépeuplement, diminuer le célibat, encourager les bonnes mœurs, réprimer le luxe, réduire les prêtres nécessaires au service du culte, répandre dans le peuple l'instruction et l'éducation. »

Une œuvre beaucoup plus importante est l'essai d'économie politique de Marcello Marchesini, de la province d'Istrie, imbu des idées de Genovesi. Dans une bonne partie de cet essai, il recherche les moyens utiles pour favoriser et maintenir une nombreuse population. L'auteur recommande une grande vigilance aux gouvernements, pour rendre agréable aux sujets le séjour dans leur patrie. Dans ce but, il recommande de ne pas les charger d'impôts, de protéger avec beaucoup de soin leur vie, leur honneur, leur liberté, de procéder avec beaucoup de précautions, à l'abolition des plus odieux privilèges, d'éviter les guerres, dans la mesure du possible, de pourvoir aux années de disette par des réserves publiques de grains, de veiller avec soin à l'hygiène, d'empêcher, par des moyens directs et indirects, le libertinage et la corrup-

(1) *Altre idee sulla popolazione*, Firenze, 1773.
(2) *Saggio di Economia politica*, Napoli, 1793.

tion des mœurs, de favoriser le mariage et la procréation des enfants, en accordant des privilèges aux gens mariés, et des récompenses aux pères d'une nombreuse famille. Il recommande encore de diminuer le luxe par des lois somptuaires, appliquées par des censeurs, enfin de venir au secours de la mendicité par l'institution d'établissements publics destinés à procurer du travail à ceux qui en manquent, et à fixer, à un taux modique, le prix des produits les plus nécessaires.

Marchesini, partisan enthousiaste d'une population très dense, voudrait qu'on puisse en attirer du dehors, mais craint que les étrangers constituent un élément qui trouble la paix et la tranquillité publique. Aussi recommande-t-il de grandes précautions pour leur naturalisation, et conseille-t-il de n'employer des stimulants à l'immigration que dans les cas où il est absolument impossible de multiplier autrement la population de l'Etat. Il veut qu'on respecte le célibat catholique, parce que les avantages moraux qui en dérivent pour la prospérité des nations, sont bien plus grands que le dommage qu'il cause en retardant l'augmentation de l'espèce.

Marchesini a donc, lui aussi, comme on le voit, considéré la population comme un instrument de puissance et de prospérité pour l'Etat. Si quelquefois il semble s'occuper du bien-être individuel, c'est seulement parce qu'il peut devenir avantageux à la sécurité et à la tranquillité de l'Etat, à laquelle il n'est pas éloigné de sacrifier souvent la liberté et le bonheur de l'individu.

Un autre politique italien, professe les mêmes idées que Marchesini. C'est Giandomenico Brustoloni, auteur de l'*Uomo di Stato*, paru à Venezia, 1799.

Les quelques pages que Donandi delle Mallere (1) a consacrées au sujet de la population, sont moins importantes, mais non sans intérêt. Il était persuadé que l'homme, par son industrie, augmenterait les moyens de subsistance à l'infini, que par conséquent, plus la population sera nombreuse, plus les moyens de vivre le seront aussi. Aussi, il est tout naturel qu'un excès de population ne le préoccupe pas, et qu'il n'en ait pas peur.

Il soutient que la loi « Pappia Poppea », tombée depuis longtemps en désuétude, était en somme une mesure très sage et serait digne de figurer dans les législations actuelles. Il veut qu'on stimule et pousse la population à multiplier, car si on ne remédie pas, par des subventions nombreuses et généreuses, à la pauvreté des classes inférieures, les mariages se feront toujours de plus en plus rares, et la population diminuera forcément.

Il combat l'émigration et veut qu'une loi la limite. Il cite à l'appui de son idée, des édits et des statuts que firent jadis les princes de la maison de Savoie, et qui montrent combien ces opinions étaient alors accréditées, et avec quelle sollicitude on stimulait l'augmentation de la population.

Nicola Fiorentino exagère aussi beaucoup l'importance de la densité de la population, dans ses *Riflessioni intorno al commercio antico e moderno del regno di Napoli* (1760). Il en est de même pour Giuseppe Antonio Costantini (2), admirateur et disciple de J. François Me

(1) *Saggio di Economia civile*, Torino, 1776.

(2) G.-A. Costantini, *Massime generali intorno al commercio*, 1762.

lon, qui écrivit sous le pseudonyme de Giovanni Sapetti Cosentino, pour Carlo Maggi, de la célèbre famille des Maggi de Brescia, qui publia en 1789, un long discours académique, et pour le Piémontais Gaetano Nuytz.

Ces quatre auteurs, Fiorentino, Costantini, Maggi et Nuytz (1) répètent tous les arguments habituels à l'appui leur thèse, et sans aucune originalité.

(1) G. Nuytz, *Forza della moneta nella Societa*, pp. 304, 320 Milano, 1802.

CHAPITRE III

LES POPULATIONNISTES, QUI REPOUSSENT LES STIMULANTS ARTIFICIELS

Tous les économistes et politiques dont nous venons de parler sont partisans d'une très nombreuse population et veulent que les Gouvernements interviennent par tous les moyens pour en provoquer l'accroissement.

Au contraire, ceux dont nous allons nous occuper dans ce chapitre n'ont sans doute pas traité la question de la population d'une manière systématique, mais ont le mérite d'avoir soutenu ouvertement et énergiquement que l'accroissement de la race humaine se produit en vertu de lois naturelles, sans qu'il y ait besoin d'aucun stimulant artificiel. Il suffit d'écarter les obstacles qui nuisent à la population, de créer le milieu, l'ambiance dans lesquels elle pourra se développer librement, et la nature pourvoira au reste.

Mais en quoi font-ils consister cette ambiance ? Les uns pensent qu'il faut rendre l'industrie, l'agriculture, le commerce prospères, créer pour les habitants des occupations nouvelles et plus profitables. Les autres estiment qu'il faut surtout accroître la quantité des

vivres. Tous veulent favoriser et répandre l'aisance jusque dans les plus basses classes de la société.

En somme, chez tous ces auteurs, on trouve bien ce qui forme le fond de la théorie de Malthus, mais ce qui manque, c'est la formule concrète du principe de population, l'analyse particulière de ses effets et de ses conséquences. C'est ce dont nous allons nous rendre compte en examinant leurs œuvres. Comme dans le chapitre précédent, nous parlerons des économistes d'abord, des politiques ensuite.

Parmi les économistes, nous trouvons un des plus célèbres écrivains italiens du XVIII[e] siècle, le comte Pietro Verri (1).

(1) Eugène Bouvy, *le Comte Pietro Verri* (th. doct. ès lettres, Paris, Hachette, 1889).

Gabrièle Verri, intègre et austère magistrat, lettré, jurisconsulte et historien, homme de confiance de Marie-Thérèse, eut trois fils qui furent dignes de leur père : Carlo, le plus jeune, préfet, conseiller d'Etat, sénateur, Alessandro, avocat et littérateur, enfin Pietro, l'aîné, l'intime de Beccaria, économiste et littérateur éminent.

Né en 1728, après divers dissentiments avec son père, qui voulait le voir embrasser sa carrière, après diverses tentatives littéraires, Pietro Verri partit pour Vienne, en 1759, et entra comme capitaine au régiment autrichien du colonel Clerici, malgré l'opposition de sa famille. Il se trouva aux batailles de Sorau et de Maxen, en Saxe, et y fit preuve de courage. Il rencontra, dans les rangs de l'armée autrichienne, un officier, nommé Henri Lloyd, qui exerça une vive influence sur lui. C'était un de ces aventuriers philosophes comme il y en avait tant au XVIII[e] siècle. Esprit supérieur, les entretiens qu'il eut avec Verri poussèrent ce dernier à quit-

Pietro Verri considère la population comme un des facteurs de la richesse nationale : aussi recherche-t-il soigneusement les moyens les plus utiles à sa multiplication. Il répète quelques observations de Beccaria sur la puissance infinie de reproduction de l'homme et en tire la conséquence qu'il suffit d'accroître la somme des

ter l'armée, à se rendre utile à ses semblables et à contribuer à la rénovation morale et politique de sa patrie.

Rentré à Milan, fin décembre 1760, il collabora au journal *Il Caffé*, feuille dans le genre du *Spectateur anglais*, d'Addison, avec Beccaria, son frère Alessandro et d'autres écrivains milanais. Il s'occupa ensuite d'économie politique et d'administration.

Conseiller du Gouvernement en 1768, il fut élu vice-président de la Chambre des comptes, puis conseiller d'Etat et conservateur de la Société patriotique fondée à Milan pour l'agriculture, les arts et les manufactures. Lors de l'entrée des Français à Milan, il fut appelé à faire partie de la Municipalité. Il mourut d'une attaque, à l'Hôtel de ville de Milan, le 28 juin 1797.

Ses principales œuvres furent les *Elementi del commercio* (1765), les *Riflessioni sulle leggi vincolanti, principalmente nel commercio dei grani*, écrites en 1769 et publiées en 1796, les *Memorie sull'Economia pubblica dello stato di Milano* (1768) et enfin les *Meditazioni sull'Economia politica* (1771), plus claires et plus complètes que les *Elementi* de Beccaria.

Dans ces *Meditazioni*, il s'émancipe presque complètement de l'erreur physiocratique sur la non-productivité des industries, étudie à fond la production, le libre échange, émet une théorie importante sur la valeur et, enfin, dans les paragraphes 21-26, expose ses idées sur la population.

Les *Meditazioni* sont publiées dans la *Collection Custodi* (t. XV), de même que les *Memorie sull'Economia pubblica* (t. XVII).

biens « l'annua riproduzione » pour obtenir une nombreuse population. Il ne se préoccupe pas de la possibilité d'un accroissement excessif de celle-ci, car il est convaincu qu'avec la population doit croître toujours la richesse des nations, parce que la demande des produits s'augmente et, avec elle, l'encouragement à les produire.

Cette doctrine le conduit à deux conclusions contestables :

I. L'exportation peut devenir dangereuse pour la prospérité d'un Etat, quand elle lui enlève une partie des aliments qu'il produit.

II. Les colonies, en facilitant et en poussant à l'émigration, diminuent la puissance de l'Etat, à moins qu'elles ne provoquent un commerce actif entre les colonies et la métropole. Car, dans ce cas alors, la production annuelle croissant, la population augmente aussi et compense le vide produit par l'émigration.

A ce sujet, Ferrara *(Biblioteca dell' Economista*, vol. III, Introduzione, pag LXII) donne un jugement très flatteur sur Verri, et dit « qu'en peu de mots il exprima les plus justes idées sur la population » et, comme exemple, il cite « la belle comparaison qu'il fait pour montrer les avantages d'une population dense ».

Sinigaglia estime cet éloge exagéré (p. 163), mais reconnaît cependant que Verri n'est pas un partisan fanatique d'une population illimitée, qu'en de nombreux endroits il montre une grande aversion pour les stimulants artificiels, auxquels recourent souvent les écrivains de son époque ; qu'il a entrevu les lois qui gouvernent le développement de la population : a appré-

cie l'influence que ce développement exerce sur la prospérité sociale et qu'il mérite pour cela une place parmi les précurseurs de Malthus.

Il faut reconnaître cependant que Verri exagère l'efficacité de la population sur la richesse nationale, sans s'apercevoir que l'émigration est quelquefois une vraie nécessité, un réel bénéfice, en ce qu'elle soulage la nation d'un grand poids, celui d'avoir des citoyens sans travail, toujours prêts à s'agiter, et vivant du travail d'autrui. Il ne voit pas en outre que l'exportation est toujours utile à l'accroissement de l'espèce, parce qu'elle ne se produit que quand il y a dans la nation des biens qui trouvent un meilleur écoulement à l'étranger ; que, de plus, elle favorise le développement de l'industrie et, par suite, accroît la demande de travail.

Giuseppe Palmieri (1) est bien supérieur à Verri dans

(1) Giuseppe Palmieri naquit à Martignano (terre d'Otrante) en 1721. Tout jeune, il servit dans l'armée espagnole et prit part au siège de Messine. Il revint dans son pays natal en 1739, s'y lia avec plusieurs savants et s'adonna particulièrement à l'étude de la stratégie et de l'économie politique. Dans la suite, il reprit du service, devint lieutenant-colonel, se retira à Lecce, de 1761 à 1785, fut chargé de mettre en ordre les finances de sa province, puis alla remplir à Naples les fonctions de directeur général des finances. Il y mourut en 1793.

Ses œuvres principales sont : *L'arte della guerra* (Naples, 1761, 2 vol. in-4°) ; *Riflessioni sulla pubblica felicità relativamente al regno di Napoli* (Naples, 1788) ; *Pensieri Economici* (Naples, 1789) ; *Della richezza nazionale* (Naples, 1792). Palmieri s'occupe de la population dans les chapitres I-IV des *Riflessioni sulla pubblica felicità*, et dans les chapitres X-XI-XII de la *Richezza nazionale*.

ses deux importants ouvrages sur la richesse nationale et sur le bonheur public. Il se déclare ouvertement hostile à tout système qui vise à accroître artificiellement la population, en croyant augmenter ainsi la richesse nationale et écrit que « les hommes pouvant devenir bienfaisants ou malfaisants, leur plus grand nombre peut former ainsi le plus grand bonheur comme le plus grand malheur des nations ».

Il insiste sur une meilleure répartition des occupations et sur une plus grande activité industrielle qu'il estime être des moyens très efficaces pour favoriser l'augmentation de la prospérité sociale et beaucoup plus utiles qu'une augmentation de population. « La division des classes, dit-il, et la répartition des occupations, proportionnée aux besoins, contribuera plus au bonheur de la nation que l'augmentation de la population. *Un million d'hommes de plus vaut peut-être moins que le transport d'un nombre égal de personnes des classes stériles aux classes productrices.* » Aussi, ce qui accroît seulement la puissance nationale, c'est cet accroissement de population que favorise la meilleure répartition des occupations.

Parmi les causes qui produisent la dépopulation en certains pays, Palmieri énumère les causes physiques (climat, air), les causes morales (corruption des mœurs) et les causes sociales (mauvais gouvernement). Toutes ces causes diminuent la population, non tant par leur action destructive, que parce qu'elles tarissent les sources principales des subsistances. Aux causes physiques, l'homme peut remédier, et l'on voit des régions qui étaient stériles ou malsaines devenir peu à peu très peu-

plées et très fertiles. La corruption des mœurs est, au contraire, la plus puissante cause de dépeuplement.

Si on veut accroître la population, il faut donc avant augmenter les occupations. « Quand, écrit-il, on a procuré, au moyen d'une plus grande consommation de marchandises le plus grand nombre d'occupations, quand on a tout fait pour avoir le plus grand peuple qu'il convient pour la prospérité de la nation, et quand on fait tout ce qu'il faut pour rendre heureux les hommes qui y sont, il ne faut peut-être rien faire autre pour en avoir un plus grand nombre, parce que le bien-être engage les êtres humains à multiplier. Les colombiers (1) se peuplent ou se dépeuplent, suivant l'abondance ou le manque de nourriture. Aussi, tout ce que l'on fait pour procurer aux citoyens une existence plus sûre, plus tranquille et plus riche tend à en accroître le nombre. » Palmieri exprime ces idées dans le chapitre IV de ses *Riflessioni*, où il traite des Arts, et dans plusieurs endroits de son ouvrage sur la « Ricchezza nazionale », où il consacre un chapitre spécial (XII) au sujet de la population par rapport à la richesse nationale.

S'il déclare quelquefois que l'augmentation de population est un moyen d'accroître la richesse nationale, il y sous-entend toujours la condition que cette population soit nécessaire pour donner de l'essor à l'industrie et la rendre très productive. En somme, ces théories ne désavouent pas la théorie de la population de la science moderne ; elles préludent à des principes qui se sont

(1) Il y a analogie avec la garenne de Young et les rats du marquis de Mirabeau.

introduits postérieurement et peu à peu, en triomphant des idées et des systèmes auxquels ne semble pas avoir adhéré le célèbre économiste napolitain.

Palmieri s'est occupé aussi de la charité, sujet qui, à tant de points de vue, est si étroitement lié avec celui de la population. En cette matière, il est la plupart du temps en harmonie avec les principes de Malthus. Il redoute les subsides qui fomentent la misère et propose qu'on associe à la subvention l'obligation, pour celui qui est secouru, de faire un travail personnel, suivant ses forces et ses capacités.

Bien avant Palmieri, Antonio Bandini (1), dans son *Discorso sulla Maremma Sienese*, publié en 1775, mais écrit en 1737, exposa des idées très claires et très exactes sur la population. Il y a décrit la Maremme Siennoise, qui avait jadis une agriculture prospère, une nombreuse population et qui était alors dépeuplée et dans une condition malheureuse, surtout à cause du manque d'activité industrielle. L'origine de cette calamité est, selon lui, dans les gabelles, impôts très lourds et mal perçus, et dans l'avilissement du prix des denrées, spécialement par défaut de demande et parce que l'exportation en était prohibée. Cet état de choses entraîne avec lui, comme le fait justement remarquer Bandini, une très grande misère dans les classes inférieures, parce que le bas prix des denrées n'arrive pas à compenser l'avilissement du prix des marchandises. Si l'exportation

(1) Bandini (1677-1760) présenta son ouvrage, en 1740, au Gouvernement de Toscane, et l'empereur François I[er] et son fils, le grand-duc Léopold, en appliquèrent les idées les plus importantes.

avait été laissée libre, l'agriculture tirerait un plus grand profit de la vente de ses denrées, dont le prix augmenterait (ce sont les idées physiocratiques). Mais en compensation, la demande de bras serait plus active, plus grande, et le prix des marchandises atteindrait vite un taux plus élevé que celui qui suffirait à compenser le haut prix des vivres. La population bientôt multiplierait, l'agriculture se ranimerait et peu à peu la condition économique du pays s'améliorerait. Sur le dépeuplement et sur les causes qui le produisent d'ordinaire, il écrit : « Si ce vaste pays qui obéissait à l'Empire romain est devenu aujourd'hui dépeuplé des trois quarts, c'est-à-dire que 100 millions d'hommes occupent à présent l'espace occupé alors par 400 ; il ne s'ensuit pas qu'il faille moraliser sur la vieillesse du monde qui occasionne les diminutions des peuples, comme sur celle de l'homme pour la perte de ses cheveux. Les uns en accusent la religion qui recommande le célibat, les autres le luxe, d'autres encore les fidéicommis, ou l'usage des grosses dots et cent autres causes qui certainement engagent à la chasteté. Quoiqu'on admette que toutes ces causes soient vraies et efficaces, il ne semble pas qu'elles puissent jamais opérer en dehors de la sphère de leur activité, restreinte à la noblesse, à la bourgeoisie, aux arts les plus nobles et les plus civilisés, d'où il suit que si le plat pays se dépeuple, il faut revenir aux causes les plus populaires qui sont : la pauvreté, les fatigues, les peines, toutes choses très efficaces à rendre les campagnes désertes par les désertions et les maladies, comme cela se produit dans les armées. » Et Bandini conclut qu'il faut développer et favoriser l'in-

dustrie, améliorer l'état physique du pays, et qu'alors bientôt au dépeuplement succèdera une population prospère et nombreuse.

Le Tyrolien Giambattista Gherardo d'Arco (1) fit une longue dissertation (2), qui n'est pas sans importance pour une étude historique sur la population. Il traite de la juste proportion entre les habitants de la ville et ceux de la campagne, et de l'influence qu'exerce cette juste proportion sur le bien-être social. Il remarque la tendance des villes à absorber la population des campagnes et montre les dangereuses conséquences qui en dérivent, principalement la décadence de l'agriculture qui diminue la population en favorisant l'augmentation des biens qui servent au luxe, au détriment des denrées plus utiles qui servent à conserver et à multiplier la population. Ce sont donc les subsistances qui peuvent manquer à la population et non la population aux subsistances. Il propose « les moyens qu'il croit propres à rétablir l'équilibre et conclut :

« L'équilibre qui doit nécessairement exister entre la population et son territoire étant détruit par la concentration de la population et du commerce dans la cité, la

(1) D'Arco, publiciste et homme d'état, naquit à Arco, en 1739, et mourut en 1791. Intendant impérial à Mantoue, il y créa une école d'agriculture et plusieurs établissements utiles. Outre divers travaux d'érudition et de littérature, il a écrit plusieurs petits ouvrages et mémoires d'économie politique, où il demande le libre échange, la tolérance religieuse, le droit d'aînesse, etc.

(2) Dell'armonia politico economica della città e del suo territorio, 1771 (Custodi, vol. XXXI).

population, comme le commerce, et par là la force de l'Etat doit nécessairement diminuer : mais si on rétablit ce double équilibre, en portant au maximum possible les professions et les classes productrices, et en réduisant au minimum possible celles qui sont nuisibles à l'Etat ou qui, du moins, ne l'aident en rien, et après avoir ainsi, pour ainsi dire, diminué, divisé et réparti les patrimoines trop considérables et fait circuler les biens de la fortune entre un plus grand nombre de personnes, il arrivera forcément que la population, autant que le commerce et les forces de l'Etat, par voie de conséquence, s'accroîtra constamment et parviendra ainsi à une grande vigueur et puissance. »

D'Arco ne recourt pas aux stimulants artificiels pour obtenir une nombreuse et riche population, mais propose un meilleur usage des forces productives, une plus grande énergie industrielle. Le déchiqueture, comme il l'appelle, des patrimoines doit être la conséquence d'une organisation de l'industrie plus conforme aux besoins de la société et non pas d'une nouvelle assiette de la propriété. Si ces capitaux, que l'on dissipe inutilement en productions de luxe, en somptueux édifices, en parcs, en jardins, pouvaient être employés dans l'agriculture, celle-ci aurait une existence plus vigoureuse, les produits du sol se multiplieraient, la condition économique des classes laborieuses s'améliorerait et la population deviendrait vite très nombreuse. Comme on le voit, d'Arco est pénétré des idées physiocratiques. Il a aussi très bien compris la puissance indéfinie de multiplication de l'espèce et le lien qu'il y a entre l'augmentation des subsistances et celle

de la population. Au chapitre IV, § 1, il écrit : L'augmentation des hommes se proportionne à celle des moyens de subsistance ; où ceux-ci abondent, la population s'accroît et fait plus que doubler à chaque génération. » L'esprit même de son œuvre montre qu'il s'était formé des idées très justes sur la population. En effet, son intention principale était de montrer que, s'il y a un manque d'équilibre entre les agriculteurs et les autres classes sociales, la quantité des produits qu'on peut obtenir du sol diminue ; et, comme c'est d'elle que dépend la densité de la population, ce manque d'équilibre nécessairement doit entraîner avec lui la dépopulation.

Un autre économiste de cette époque est également digne de mention. C'est Giambattista Vasco (1), qui étudie les causes de la mendicité, arrive aux mêmes conclusions que Ricci, dont nous parlerons plus loin, et considère que la profusion des secours est la cause qui produit le plus grand nombre des pauvres. Aussi conseille-t-il une grande circonspection dans la distribution des secours, et surtout recommande-t-il que la charité soit faite de manière à ne pas donner aux pauvres cette certitude de secours qui les rend imprévoyants,

(1) *Mémoire sur les causes de la mendicité et sur les moyens de la supprimer, par* J.-B. Vasco.

Vasco (1733-1796) écrivit ce mémoire en français, à l'occasion d'un concours ouvert à Paris. Ce concours n'ayant pas eu lieu, l'auteur garda son mémoire jusqu'en 1788, époque à laquelle il l'envoya à la Société patriotique et académique de Valence, en Dauphiné, qui lui décerna un accessit.

Ce mémoire se trouve dans la *Collection Custodi*, partie moderne, t. XXXIII.

indolents, sans souci de l'avenir. Il est fermement convaincu que, là où les industries manufacturières ont pris un grand essor, la population dépasse toujours la quantité que l'agriculture nationale peut nourrir, et que c'est une des principales causes de misère, puisque si, par quelque malheureux accident, arrive une crise industrielle qui suspende l'échange des marchandises avec les denrées étrangères, la disette fait vite son apparition et bientôt multiplie prodigieusement le nombre de ceux qui doivent recourir à la bienfaisance pour vivre. Chez les nations agricoles, comme la population ne dépasse jamais l'extrême limite des subsistances, il n'y a pas à craindre de semblables ruptures d'équilibre. L'accroissement de l'espèce est contre-balancé par l'augmentation des produits du sol qu'on obtient facilement par une culture plus intensive.

Toutes ces idées de Vasco sont originales et dignes de remarque, quoique contenant de nombreuses exagérations.

En somme, il estime que la population s'accroît avec la demande de travail, mais qu'il est plus facile de la maintenir en juste proportion avec les aliments dans une nation exclusivement agricole que dans une nation industrielle. Ce qui est contestable. Mais ce qui est absolument faux, c'est qu'avec une culture plus intensive, on puisse toujours faire face à l'accroissement progressif de la population ; car le sol, quand une certaine limite est atteinte, se refuse à donner à l'homme la compensation qu'il lui offre ordinairement.

Vasco se préoccupe aussi du moyen de remédier à un excès de population possible. Il recommande vive-

ment qu'on laisse l'émigration libre, parce qu'elle contribue à améliorer la condition économique de ceux qui restent dans leur patrie et de ceux qui s'en vont.

Citons enfin G.-R. Carli (1). On trouve çà et là dans ses écrits quelques justes idées sur la population. Il ne considère l'augmentation de l'espèce comme utile que s'il y a conjointement un accroissement des moyens de subsistance.

Tels sont les économistes qui considéraient comme avantageuse une nombreuse population, tout en repoussant les stimulants artificiels. De nombreux écrivains politiques pensaient de même. Il ne faut pas s'étonner qu'ils s'occupent de population, car leurs œuvres embrassaient toutes les sciences sociales alors connues. (Droit, économie politique, finance, administration, politique) et toujours sous un point de vue plutôt pratique que scientifique. La question la plus grave qu'on agitait était de fixer les limites de l'action de l'Etat pour encourager l'accroissement de l'espèce. Les uns considèrent comme nécessaire le système des récompenses et des peines, veulent empêcher la libre exportation des denrées, l'émigration, le célibat ecclésiastique. Les autres, au contraire, veulent la liberté complète, la non-intervention de l'Etat, sinon pour protéger la propriété, favoriser et encourager l'industrie. Parmi ces derniers, il nous faut citer Rocco Pecori (2), qui mérite une mention spéciale

(1) Custodi, *Scrittori classici Italiani*, vol. XIV, notamment Relazione del censimento dello stato di Milano. Parte I.

(2) R. Pecori, *Riflessioni intorno ad alcuni punti legislativi giovevoli e dannosi alla popolazione*, Napoli, 1787.

Dans son petit ouvrage où il traite beaucoup de questions économiques, politiques et juridiques, il a très bien vu de quoi dépendent l'accroissement et la prospérité de la nation, et condamne d'une façon décisive tout stimulant artificiel.

« Le corps humain, écrit-il, page 7, chap. II, aura plus de grandeur si ses membres sont de meilleure structure, et le corps politique plus de vigueur s'il y a une plus grande population. » Mais il s'empresse d'ajouter que, pour avoir une plus grande population, il ne suffit pas ni il ne serait bon d'encourager les mariages. Il faut favoriser l'agriculture, l'industrie, le commerce, c'est-à-dire obtenir une plus grande production. L'homme n'a pas besoin de stimulant pour se marier, il y tend par nature (cap. XXII). En accroissant artificiellement le nombre des mariages, on ne fera qu'augmenter la pauvreté.

Quelques auteurs écrivaient que le royaume de Naples pourrait posséder une plus nombreuse population, si on avait employé des stimulants pour la multiplier. Ils appuyaient leurs assertions sur ce fait qu'en calculant le produit moyen qu'on pouvait retirer des terres du royaume et qu'en le divisant par la part moyenne de blé nécessaire pour nourrir un homme, on obtient un quotient beaucoup plus élevé que le chiffre total de la population existante.

Pecori fait observer à ces auteurs que leur calcul n'est pas exact, parce que la population ne croît pas en proportion du blé seul, mais de ce grain et d'autres produits qui sont nécessaires aux besoins de l'homme. Ce n'est pas par défaut de stimulants que la population du

royaume de Naples n'augmente pas, mais parce que le nombre de ses besoins s'accroît et que, par nécessité, on est de plus en plus prévoyant. Si l'on usait de ces stimulants artificiels, on n'aurait pas pour cela une plus grande population, mais au contraire la misère s'accroîtrait et deviendrait plus générale, la mortalité plus grande.

Nous arrivons à un ouvrage plus important pour notre étude que l'œuvre de Pecori. C'est un opuscule paru à Gênes en 1791, de l'abbé Francesco Plà (1), qui se propose de rechercher les moyens d'enrichir les Etats. Parmi les facteurs de cette richesse, il énumère la population, quand elle se tient dans un juste équilibre avec l'extension du territoire et sa puissance productive. Il croit néanmoins que tout stimulant artificiel, pour obtenir le nombre d'habitants nécessaires aux besoins de l'Etat, est inutile, parce que là où n'existent pas d'obstacles, la nature multiplie la population avec une énergie toujours croissant. Ce que le législateur doit donc se proposer, c'est d'écarter les obstacles qui retardent l'action des lois naturelles, et pour cela il doit favoriser d'une manière spéciale l'agriculture, « source perpétuelle des plus utiles productions. Quand ces productions abondent, les moyens de subsistance abondent aussi. Et cela seul suffit parce que dans l'Etat les familles vont en croissant et les hommes qui, d'après leur propre nature, tendent à la multiplication, se multiplient quand ils ne rencontrent pas d'obstacles qui s'y opposent » .

(1) F. Plà, *Il calcolo economico*, Genova, 1791.

Convaincu que la quantité de population dépend des produits de l'agriculture, F. Plà montre que l'État qui peut nourrir ses habitants avec les produits de son propre sol, se trouve dans une position relativement beaucoup plus avantageuse que l'Etat qui doit recourir à l'étranger pour s'en pourvoir.

Tous ces principes sont épars dans l'ouvrage de F. Plà, principes que peut accepter le plus pur des Malthusiens.

Les œuvres de Claudio Todeschi (1) et du comte Ascanio Bottone, de Castellamare (2), contiennent des idées analogues à celles de Pecori et de Plà. Tous les deux sont contraires aux stimulants artificiels de la population, tous deux sont convaincus que, pour la prospérité des Etats, il est nécessaire de conserver toujours un juste équilibre entre la population et les produits du sol.

Enfin, pour être complets, disons un mot de l'œuvre de Nicola Cosentino, les *Riflessioni sull'agricoltura del regno di Napoli* (1794). Dans ces « riflessioni », Cosentino s'occupe presque exclusivement d'agriculture et incidemment de quelques questions qui touchent au sujet de la population. Il démontre que la population peut se multiplier graduellement et prouve, avec des formules mathématiques, qu'elle peut doubler en un bref espace de temps (p. 117 et 188, note). Il observe qu'avec l'accroissement du nombre des hommes, l'agri-

(1) C. Todeschi, *Opere filosofiche, economiche, politiche*, t. II, Saggio I.

(2) A. Bottone, *Saggio sopra la politica e la legislazione romana*, Firenze, 1772.

culture se fait toujours plus intensive, mais il ne voit pas en cela une limite à l'accroissement de l'espèce. Il semble convaincu que, plus dense sera la population, plus grands seront les produits que l'on pourra retirer du sol. Il parle enfin de la mendicité et des causes qui la perpétuent, et conclut que le meilleur remède serait « de ne pas faire l'aumône aux mendiants ».

Pour ces deux chapitres (II et III), nous nous sommes servi de l'article de Sinigoglia. Dans beaucoup d'endroits, la traduction est littérale.

1881, *Archivio Giuridico*, pp. 162 à 172 et 215 à 222.

DEUXIÈME PARTIE

LES PRÉCURSEURS DE MALTHUS

Nous venons de parler des écrivains du XVIIIe siècle, partisans d'une nombreuse population. Les uns veulent favoriser son accroissement par des stimulants artificiels, les autres repoussent ces stimulants et soutiennent que les lois naturelles doivent agir seules et qu'il suffit de ne pas entraver ni gêner leur action. Leurs théories sont à la mode, presque universellement adoptées et mises en pratique avec beaucoup de suite par les Gouvernements de France et d'Allemagne. Des économistes italiens vont venir cependant les battre en brèche et vont soutenir, avant Malthus, la plupart des opinions et des principes du célèbre économiste anglais.

Ortès, dans son *Economia nazionale*, et dans un ouvrage spécial (*Riflessioni sulla popolazione delle nazioni per rapporto all'Economia nazionale*) traite longuement de la population, de ses rapports avec les subsistances. Il parle des lois naturelles qui les gouvernent, d'un manque d'équilibre entre elles qui pourrait se produire, et des moyens d'y remédier. Enfin il donne d'une façon précise l'une des deux célèbres progressions de Malthus, la progression géométrique de la population.

Ricci (*Riforma degl' istituti pii della città di Modena*), traite de la bienfaisance, du paupérisme et de ses rap-

ports avec la population. Il s'élève énergiquement contre les secours trop abondants donnés aux pauvres.

Beccaria, Briganti, Filangieri ont développé des points oubliés par Ortès, ont corrigé certaines de ses erreurs et ont complété le système.

Beccaria (*Elementi di Economia pubblica*, parte I, cap. II et III) démontre que la décroissante productivité de la terre est la vraie limite naturelle à l'accroissement de l'espèce, tandis qu'Ortès soutenait que c'était la limitation de l'espace (limitazione dello spazio).

Briganti (*Esame Economico del sistema civile*, Libro III, cap. I), montre que l'évolution historique des peuples, leurs transmigrations, leurs diverses conditions économiques dans le temps et dans l'espace sont la confirmation du principe de la population.

Filangieri (*Scienza della Legislazione*, lib. II, cap. VIII) s'occupe du problème de conserver l'équilibre entre l'accroissement de la population (accroissement qui n'a pas de limites définies) et celui des subsistances (qui ont des limites qu'on ne peut dépasser).

Si l'on faisait une synthèse des principales opinions de ces cinq écrivains : Ortès, Ricci, Beccaria, Briganti et Filangieri, on arriverait à constituer, dans ses grandes lignes, toute la théorie de Malthus. Bien entendu, il ne faudrait pas tenir compte des différences de détail. Il est donc intéressant de voir de près les travaux de ces cinq économistes sur la population et d'en faire une analyse détaillée, car ils sont peu — pour ne pas dire point — connus en France. Nous parlerons de ces écrivains dans les cinq chapitres qui termineront cette étude.

CHAPITRE PREMIER

ORTÈS [1]

C'est assurément une figure originale que celle de ce moine vénitien qui se posa en antagoniste de tous les

(1) *Custodi*. Les œuvres d'Ortès comprennent quatre volumes :

Tome XXI : Notizie, *Della Economia nazionale*, Libri sei. Les trois premiers :

I. Della diversità di persone e di occupazioni in una nazione.

II. De' beni che mantengono una nazione de' terreni che li producono.

III. Degli occupati e dei disoccupati in una nazione.

Tome XXII : Trois derniers livres de l'*Economia nazionale :*

IV. Dei beni confrontati coi terreni e colle occupazioni.

V. De' beni considerati come capitale e come rendite.

VI. Del danaro equivalente de' beni.

Tome XXIII : Lettere di G. Ortes sull'*Economia nazionale* (à propos de l'ouvrage précédent). 18 lettres, manquent les lettres 9 à 14. En plus, 3 lettres al sig. auditore Michele Ciani, *in* Firenze.

Tome XXIV : Riflessioni sulla popolazione. — Delle scienze utili e delle dilettevoli per rapporto alla felicità umana. — Calcolo sopra il valore delle opinioni e sopra i piaceri e i dolori della vita umana. — Lettere al conte Francesco Algarotti e al Sig. auditore Michele Ciani.

économistes de son époque, prétendit ériger un système nouveau et « entreprit d'arrêter tout seul le torrent de l'opinion. Les sciences morales trouvent souvent, dit le comte Pecchio (1), page 248, de ces chevaliers errants qui se postent à quelques passages et prétendent fermer la route à toute une armée... De la même manière, Jean-Marie Ortès voulut prouver dans son *Economie nationale*, que la science d'enrichir, enseignée aux nations par les autres auteurs, était une science trompeuse ou inefficace. »

En mars 1713, Giammaria Ortès naquit à Venise. Il entra dans les ordres et se fit moine Camaldule (2). Disciple de Guido Grandi, il publia sa vie : *Vita del padre D. Guido Grandi abate Camaldolese matematico dello studio Pisano, scritta da un suo discepolo*, Venezia, presso Giambattista Pasquali, 1744.

A la mort de son père, qui était un riche négociant en glaces, il dut s'occuper de la gestion de la fortune familiale. Ce qui lui fit quitter la vie monastique, quoiqu'il eût déjà prononcé ses vœux. Les sollicitations de sa mère qu'il aimait beaucoup furent sans doute la principale cause de cette résolution. Sa mère morte, il voya-

(1) Gius. Pecchio, *Storia dell'Economia pubblica in Italia*, Lugano, 1829, trad. française de L. Gallois, Paris, 1830.

(2) L'ordre des Camaldules fut fondé par Saint Romuald, en 1012, à Camaldoli, en Toscane. La règle, d'abord très sévère, s'adoucit vite. Il y eut une abbaye de cet ordre en France, à Grosbois, dans le Parisis. — Saint Jérôme Emilien, de Venise, fonda, en 1531, la Congrégation des Somasques, ou clercs de Saint-Maïeul, qui eut pour but l'éducation, surtout celle des orphelins. Elle tire son nom de la ville de Somasques, près Bergame.

gea en France et en Angleterre. S'occupant de la fortune de sa famille en homme de lettres, la déconfiture arriva vite et il dut recourir aux rentes viagères pour assurer une vie un peu plus aisée à ses deux frères cadets, Domenico, Somasque, et Giovanni, Camaldule. Les trois frères étaient en effet dans les Ordres.

Dans les derniers temps de sa vie, il se retira chez Urbano Bottazzi, où il mourut en 1790, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Les mathématiques, la métaphysique, les belles-lettres furent l'objet de ses études journalières. Outre la vie de Guido Grandi, ses premières œuvres furent les *Riflessioni sopra i drammi per Musica, con una nuova azione drammatica*, une traduction de l'anglais de l'*Essai sur l'homme*, de Pope ; puis deux opuscules publiés chez Pasquali, à Venise, en 1757 : *Saggio della filosofia degli antichi, esposto in versi per musica*, et le *Calcolo sopra il valore delle opinioni e sopra i piaceri e i dolori della vita umana*, qu'il traite de turlupinade (freddura) dans une de ses lettres « al sig. auditore Michele Ciani in Firenze ». En 1771, paraissent les *Errori popolari intorno all'Economia nazionale, considerati nelle presenti controversie fra i laici e i chierici in ordine al possedimento de' beni*, et en 1775, les *Riflessioni sugli oggetti apprensibili, sui costumi e sulle cognizioni umane per rapporto alle lingue*. L'*Economia nazionale* et les lettres qu'elle nécessita prirent dix ans à Ortès, de 1774 à 1784 environ. En 1784, un nouvel ouvrage : *Dei fidecommessi a famiglie e a chiese e a luoghi pii, in proposito del termine di Mani-Morte introdotto a questi ultimi tempi nell'Economia nazionale*.

Enfin, en 1785, le *Ragionamento sulle scienze utili e sulle dilettevoli per rapporto alla felicità umana*, et en 1790, les *Riflessioni sulla popolazione delle nazioni per rapporto all'Economia nazionale*, ouvrage dont nous parlerons longuement.

Malgré l'originalité de ses idées, Ortès fut peu connu de son vivant. Son *Economia nazionale* ayant été critiquée sévèrement par les journaux de Florence, il ne fit plus imprimer ses ouvrages, par orgueil ou par crainte, qu'à un petit nombre d'exemplaires, exemplaires qu'il ne distribua qu'à ses amis et qui se perdirent vite. Aussi Custodi eut beaucoup de peine pour rassembler ses œuvres, en partie manuscrites, et dut faire de nombreuses recherches. Avant la publication des *Scrittori chassici*, le nom d'Ortès était presque complètement inconnu en Italie. Beccaria et Arco sont seuls à le citer dans leurs œuvres. L'éloge exagéré qu'en fit Custodi le fit sortir de l'oubli. En 1865, Fedele Lampertico (1) lui consacra un ouvrage remarquable, dans lequel il mit en lumière la filiation naturelle qu'il y a entre les idées d'Ortès et le milieu dans lequel il vivait. Achille Loria (2), au contraire, a récemment signalé dans une brève étude, la *Modernità* de ses théories.

Il est très difficile de porter un jugement impartial sur G. Ortès. Ses idées sont toujours neuves, souvent fausses, étranges, inouïes : quelques-unes sont marquées au coin de la philosophie et du génie. Mais où il y a

(1) Fedele Lampertico, *Giammaria Ortes e la Scienza economica del suo tempo*, Venezia, 1865.

(2) Achille Loria, Della modernita di Giammaria Ortes (*Riforma Sociale*, 1902).

surtout à dire, c'est à propos de son style. Ses phrases sont d'une longueur démesurée, pleines de mots poétiques. Ses écrits sont prolixes et obscurs. La preuve en est qu'il a été obligé de commenter par ses « lettere » l'*Economia nazionale*, à laquelle ses amis et contemporains ne comprenaient souvent rien. Pour bien le comprendre, il faudrait fondre tous ses ouvrages en un ou deux volumes (comme le dit Pecchio, p. 266), c'est-à-dire les réduire des trois quarts. Il prête donc beaucoup à la critique, lui qui se posait en rénovateur de l'Economie politique, traitait les auteurs, ses contemporains, de charlatans et d'alchimistes, se séparait d'eux avec tant d'éclat, déclarait que dans ses écrits seuls la vérité résidait et prétendait réformer le monde (1).

« Mais parce que je diffère des auteurs, dit-il (Custodi, t. XXIV, p. 13), il ne s'ensuit pas que mes doctrines soient neuves. Elles n'ont pas encore été exposées, mais elles sont VIEILLES COMME LA VÉRITÉ qui naquit avec le monde et durera avec lui jusqu'à la fin des siècles. Ce langage pourra paraître orgueilleux et superbe, mais les auteurs que j'attaque disent bien que leur opinion est la vérité, et je n'ai pas motif de me croire plus vil ou moins raisonnable qu'eux. »

Ennemi mortel des protestants et de l'Angleterre, fanatique religieux et républicain, il était comme Savonarole, un ardent patriote et voulait le bien de sa patrie, Venise, qu'il voyait dans une profonde décadence. Il a des idées très libérales, il recherche le bien-être

(1) « Altri di quel che viè ; di quel che meglio, potrebbe
« Potrebbe esservi io scrivo »,

Telle était sa devise.

et la liberté des hommes. De plus, souvent, certaines de ses idées, qu'on trouve étranges et insensées, s'expliquent par le milieu dans lequel il se trouvait. Et à ce point de vue, on peut comparer très justement Ortès et Goldoni. « En effet, dit Achille Loria (1), de même que la comédie de Goldoni ne reflète pas l'humanité tout entière, mais plutôt cette très petite partie de l'humanité qu'on opprimait sous les Procuraties, à la fin du XVIII[e] siècle, de même la science d'Ortès, beaucoup mieux que les événements économiques de la société humaine, représente ceux de la république décadente. Et c'est seulement en ayant égard à ces conditions anormales et désiquilibrées, que peuvent s'éclaircir et se justifier de nombreux principes d'Ortès qui paraissent, pour un critique imprévoyant, des extravagances déraisonnables. »

Notre auteur était donc influencé par l'état malheureux de sa patrie, quand il exposait son système d'opposition à tous les auteurs. Dans ce système, ce qu'il y a certainement de meilleur, ce sont ses études sur la population. Sans doute, il y soutient quelques paradoxes étranges, en voulant toujours combattre tout ce qu'ont dit les autres, mais il a des idées neuves et intéressantes. C'est un véritable précurseur de Malthus, comme nous le verrons dans la suite de ce chapitre. De nations éloignées, de religions différentes, ils font, chacun de leur côté, les mêmes observations ; ils arrivent tous deux souvent aux mêmes conclusions. Et Ortès précéda Malthus de plusieurs années, sans pourtant

(1) *Riforma sociale*, 1902, p. 205.

que l'illustre Anglais ait entendu parler de l'illustre Vénitien, même de nom.

Ce sont ces théories d'Ortès sur la population que nous allons analyser et étudier.



Mais avant, il est nécessaire, pour bien comprendre les *Riflessioni sulla popolazione*, d'ouvrir l'*Economia nazionale* et d'en extraire les idées directrices du système particulier à Ortès, d'une façon aussi claire et aussi brève que possible. Du reste, l'*Economia nazionale* renferme des idées intéressantes sur la population.

De tout temps, dit Ortès, on a essayé de rendre l'inégalité des biens moins grande entre les personnes, de diminuer le nombre des pauvres, de ceux qui n'ont rien. Et on a essayé toujours en vain. Il faut donc en conclure que l'économie nationale ne peut être améliorée par les lois humaines et qu'il y a une loi naturelle qui s'oppose à ce que la richesse puisse augmenter chez les uns, sans qu'elle diminue chez les autres. Quand l'un s'enrichit, l'autre s'appauvrit. Ce que quelques-uns ont de superflu, c'est ce qui manque à plusieurs autres.

« Cela posé, dit Pecchio, page 252, Ortès établit que tous les biens consommables d'une nation (qu'il appelle capital national), soit pour la quantité ou la qualité, sont proportionnés à la nation, sans qu'il y ait moyen de jamais pouvoir l'augmenter chez une nation ou de la diminuer chez une autre. Ce capital sera double ou triple si la population est double ou triple. Il n'y a de différence que dans la distribution. Mais la quantité reste

toujours la même (1) et son rapport avec le nombre de la population est invariable. » La richesse totale est une fonction constante de la population.

Plus il y a de riches, plus il y a de pauvres (2). La quantité des biens est plus grande chez les grandes nations. C'est pour cela qu'elles ont de plus grands capitaux. Il est impossible d'enrichir les uns sans appauvrir les autres. Ainsi en Toscane, il y a une aisance universelle, mais peu de splendeur dans la capitale, parce que les biens sont plus distribués. Tandis qu'en France, les provinces sont malheureuses, et la capitale jouit d'une grande pompe. C'est pourquoi le peuple français accourt à Paris beaucoup plus pour lui demander de quoi vivre que pour réclamer la justice. En Toscane, c'est tout le contraire qui se produit.

Conclusion : La plus grande pauvreté existe dans les capitales les plus riches. Exemple : Londres.

Voilà pour la quantité des biens, c'est vrai aussi pour leur qualité.

Il s'ensuit que plus la qualité sera pour quelques-uns « raffinée et exquise, plus elle sera mauvaise pour les autres, et plus dans une nation on s'applique à améliorer les biens pour les riches, plus sont détestables

(1) Ce principe bizarre, que la vue de la France contemporaine détruit complètement, peut s'appliquer, par la situation de Venise, à la fin du XVIII[e] siècle. Le gaspillage, l'indolence, les mœurs relâchées rendaient impossible l'augmentation de la richesse nationale. La population, d'autre part, restait stationnaire.

(2) Idée très moderne, développée par Henry George dans *Progress and poverty*.

ceux destinés aux pauvres, n'étant pas possible que quelques-uns consomment des biens d'une meilleure qualité sans que les autres n'en consomment une qualité pire. Ainsi, pendant qu'en France (1741), on s'applique plus qu'en Toscane, à rendre les biens plus exquis pour les riches, on s'applique non moins à faire consommer par les pauvres des biens plus vils et plus mauvais. Ortès tire de toutes ces observations le décourageant corollaire que les arts et le commerce n'améliorent jamais les biens pour quelques personnes sans les dégrader ou les laisser pire pour les autres » (1).

En résumé, le « capitale nazionale » est toujours proportionné à la population qui en est la mesure. De ce principe, Ortès tire les conséquences suivantes « qui seraient importantes si elles étaient vraies » :

I. Toute intervention de l'Etat doit être condamnée, quand il veut accroître le « capitale nazionale » sans accroissement corrélatif de la population. Car les lois humaines ne peuvent aller à l'encontre des lois naturelles, et ne pourront que changer la distribution de la richesse, la prendre chez certains pour la donner à d'autres. « C'est donc une entreprise inutile que celle de détruire les fidéicommis, les mainmortes, les couvents, le célibat, avec le vain espoir d'obtenir ce qui a toujours été tenté sans jamais avoir été obtenu. »

II. Le commerce doit être libre entre les nations. Le protectionnisme vient de ce qu'on croit qu'une nation peut s'enrichir aux dépens d'une autre, qui s'appauvrit par là même. C'est qu'on a comparé les nations aux parti-

(1) *Pecchio*, pp. 253 et 255.

culiers, ce qui est une erreur. En effet, un particulier peut très bien s'enrichir aux dépens d'un autre qu'il appauvrit, mais non une nation. Car chaque nation est indépendante des autres par sa subsistance et a ce qui lui est nécessaire, « puisque les nations subsistent toutes de leur travail, de leur capital et de leur industrie, et non du travail, du capital et de l'industrie des autres, ainsi que cela arrive pour les individus. De là dérive une autre vérité, c'est que chaque nation ne donne à l'une ni plus ni moins de ce qu'elle en reçoit, avec une égale indépendance, suivant les exigences respectives et les respectifs besoins de chacune, soit réels, soit capricieux ; ce qui fait que l'une ne profite de l'autre pas davantage que celle-ci ne profite de celle-là ». (*Pecchio*, p. 255.)

III. Les désœuvrés et les mendiants sont des meubles inaliénables et nécessaires aux nations (Custodi, tomo XXIII, p. 83, lettera III à Monsignor NN.)

Ortès pose ici la théorie de la « disoccupazione » permanente, et affirme que la somme des produits consommables par une population déterminée n'est jamais que le résultat du travail d'une moitié seulement de cette population. Il est donc fatal qu'il y ait une classe inoccupée, égale à la moitié de la population. Cette moitié est excessive au point de vue du travail et non au point de vue des subsistances.

Ortès, le premier, a affirmé cette nécessité d'une population excessive vis-à-vis de la demande du travail, et d'une façon beaucoup plus logique que Ricardo et Sismondi qui attribuent ce fait aux machines. Cette théorie de la « disoccupazione » permanente lui est donc absolument propre. Les auteurs qui parlent de l'inoccupation et de la

mendicité, les considèrent comme dues à la paresse ou au vice, comme des faits accidentels. Jamais ils ne s'élèvent à une considération théorique, jamais ils n'ont vu l'influence d'une cause constante et nécessaire, toujours ils considèrent comme un phénomène purement transitoire, le fait d'une population excessive, indépendamment du manque de moyens de subsistance. Malthus reconnaît bien que ce fait peut se produire, quand le marché ne peut absorber qu'une partie des marchandises produites. Mais pour lui ce fait est particulier aux périodes exceptionnelles de crises commerciales, où la production est accidentellement en excédent. Ces idées montrent la modernité d'Ortès qui s'occupe de la surpopulation non au point de vue de la production, mais de la répartition. C'est le point de vue socialiste.

Il faut arriver, pour trouver une théorie comparable à celle d'Ortès, à Karl Marx (1).

Marx soutient qu'une quantité croissante d'ouvriers est exclue du travail, par suite « de la décroissance dans la quantité absolue du capital salaire ou de sa proportion au capital total » (A. Loria, *Riforma sociale*, p. 209), et qu'un excédent de population se produit ; que cette population en excès est inoccupée d'une façon permanente et est un élément inévitable de l'organisme social. Toutefois, il y a deux différences essentielles entre Ortès et Karl Marx.

a) Pour Ortès, la désoccupation est le résultat de la limitation des besoins humains et est, par suite, liée aux phé-

(1) Karl Marx. *Le Capital*, résumé par Gabriel Deville. Paris, Marpon et Flammarion, pp. 285 et 286.

nomènes de la consommation. Pour Marx, au contraire, elle est liée aux phénomènes de la production, et est produite par l'emploi incessant et progressif du capital technique.

b) Pour Ortès, cette désoccupation a toujours existé et existera toujours.

Pour Marx, elle est historique, spéciale à la société capitaliste et disparaîtra avec l'évolution de la vie sociale.

Malthus paraît avoir ignoré cette théorie fondamentale qu'expose Ortès au sujet de la charité, et que nous allons voir de près en reprenant l'analyse de l'œuvre de l'économiste vénitien :

Il y a forcément, dans une nation, la moitié des habitants qui sera inoccupée (pauvres et oisifs). C'est la conséquence inévitable de ce qu'il y a des riches et des travailleurs. Car ceux qui travaillent, qui s'occupent, acquièrent et les biens qui leur sont destinés et ceux qui sont destinés aux autres. Les inoccupés ne sont donc plongés dans la paresse et dans l'indolence que par l'excessive avidité des individus occupés. Selon Ortès, il y aura toujours des inoccupés, mais leur nombre peut se réduire un peu, en diminuant le nombre des heures et des jours de travail. Et c'est précisément, à son avis, le rôle économique des jours fériés (idée également très moderne), qui accroissent le nombre des personnes qu'on peut occuper, en diminuant la quantité de travail de chaque individu. Les distinctions des personnes et des occupations, la division de la nation en ordres fixes aideront encore à diminuer cette inoccupation, car elles limiteront le travail de chacun et on pourra moins s'enrichir, mais mieux s'occuper des pauvres.

Mais toutes ces mesures ne pourront jamais supprimer cette désoccupation, élément intégrant de la société. Il faut donc conserver la mainmorte, les fidéicommis aux institutions pieuses, car ils assurent une assignation de biens permanente aux pauvres et aux inoccupés. Il faut donc pourvoir à la conservation des pauvres. Et de ces prémisses auxquelles il y a sans doute pas mal de critiques à faire, qui montrent une alliance très curieuse du féodalisme et du socialisme du XIX[e] siècle, et qui traduisent trop les idées préconçues d'Ortès, la nécessité des institutions charitables est une conséquence logique qui découle naturellement.

Malthus ici est bien inférieur à Ortès, car il reconnaît qu'il peut y avoir une population inoccupée, dans les crises commerciales. Cette population est donc digne d'intérêt, puisqu'elle voudrait travailler, mais ne le peut pas, et doit être secourue, puisque les subsistances abondent, car il y a crise, due justement à une trop grande quantité de marchandises qui encombrent le marché. La charité légale devrait donc être considérée comme inévitable. Malthus, au contraire, la repousse. Son erreur vient de ce que, dans sa théorie, il tient compte de deux formes d'excès de population : le premier, par rapport aux subsistances ; le deuxième, par rapport au travail, à l'occupation. Or, dans ses conclusions pratiques, quand il condamne les institutions charitables, il ne pense qu'à la première forme de l'excès de population et oublie la deuxième. Et on ne peut pas dire que dans le deuxième cas, la charité légale encourage une procréation imprévoyante, car du moment que la population ne dépasse pas les vivres, elle ne peut causer aucun danger et au

cune famine. Il faut donc conclure qu'Ortès est ici plus logique et plus juste que Malthus.

Telles sont les principales théories de l' « economia nazionale », souvent abstraites, bizarres, difficiles à comprendre et à saisir. Mais on ne peut nier que, çà et là, il y a des passages d'une haute envergure et qui prouvent le génie d'Ortès d'une façon indiscutable.

***

Nous avons vu dans l'*Economia nazionale*, des idées originales sur la population, dont Ortès ne parle qu'accessoirement, qu'en passant.

C'est dans les *Riflessioni sulla popolazione* (Custodi, tome XXIV, pp. 1 à 111) qu'il expose ses vues sur ce sujet, d'une façon complète. Et c'est assurément son ouvrage le mieux fait et qui prête le moins à la critique. Dans le parti pris qu'il semble avoir eu, de dire le contraire de tous les autres économistes, il a pris le contre-pied de leurs théories, toutes résolument populationnistes. Ce qui lui a fait développer des vérités neuves et des raisonnements souvent identiques à ceux de Malthus.

Dans la « prefazione », Ortès se pose nettement en adversaire des théories populationnistes.

« Mes idées sur la population, s'éloignent beaucoup de celles des autres écrivains qui ont traité de cette matière jusqu'à ce jour. Ceux-ci, en effet, ont coutume d'enseigner que l'accroissement de la population favorise beaucoup une nation, et supposent qu'avec cet accroisse-

(1) *Riflessioni sulla popolazione* (Custodi, t. XXIV, p. 7).

ment, s'accroîtra aussi la richesse et par suite la « grandezza e potenza nazionale » qui en dépendent. Moi, au contraire, je prétends que la population d'une nation quelconque, doit se contenir entre certaines limites, ni plus restreintes, ni plus larges que celles qui sont suffisantes pour que la nation pourvoie par elle seule à sa subsistance, sans recourir aux autres. Si elle dépasse ou n'atteint pas ces limites, elle ne peut se dire ni libre, ni sûre, ni indépendante des autres nations pour sa subsistance. »

Il est bien difficile de trouver un plan quelconque dans un ouvrage de notre auteur. Nous croyons toutefois que l'on peut diviser ses *Riflessioni sulla popolazione delle nazioni per rapporto all' economia nazionale*, en deux parties, comme l'a fait M. Sinigaglia.

Première partie. — Exposition des lois naturelles qui président au développement de la population et à l'accroissement des moyens de subsistances.

Deuxième partie. — Plan idéal où Ortès décrit les limites assignées à l'accroissement de la population, pour qu'elle puisse avoir le plus de bien-être possible. Exposition des motifs pour lesquels on n'observe pas ces limites en pratique, effets d'une semblable transgression.



Voyons donc maintenant l'exposition des lois naturelles en vertu desquelles la population et les moyens de subsistances se développent.

Dès le premier chapitre des *Riflessioni* (p. 23), Ortès expose que la puissance générative de l'homme est illimitée, quand il n'y a aucun obstacle.

Il suppose une famille de sept personnes, deux hommes et deux femmes de vingt ans, deux parents de ces quatre personnes, un aïeul. Les quatre personnes de vingt ans formeront deux couples. De chacun d'eux, en l'espace de vingt ans, supposons que naissent moyennement six enfants, dont deux meurent, avec leur bisaïeul, avant d'arriver à vingt ans. Supposons encore que ces enfants soient trois garçons et trois filles. Supposons ensuite que tous ces enfants nés en ces vingt ans d'union de ces deux mariages, soient aptes à s'unir environ trente ans après les noces de leurs parents. Il arrivera qu'au bout de ces trente ans il y aura de vivants : deux grands parents, quatre parents et huit enfants tous aptes à se marier. Supposons que ces huit enfants forment quatre couples. Avec le même raisonnement, il y aura dans les vingt ans qui suivront, vingt-quatre enfants de nés, dont huit mourront, ainsi que leurs arrière-grands parents, et après trente ans des deuxièmes unions et soixante ans des premières, il y aura de vivants quatre grands parents, huit parents et seize enfants propres à marier. Mariés ensemble, ces seize enfants formeront huit ménages qui auront quarante-huit enfants, dont seize mourront avec leurs arrière-grands parents, etc., etc.

En procédant ainsi de suite, et en comptant une nouvelle génération tous les trente ans, et six enfants par mariage, comme moyenne des plus stériles aux plus féconds, on aura la progression suivante :

Années		Personnes vivantes
0	1+2+4	= 7
30	2+4+8	= 14
60	4+8+16	= 28
90	8+16+32	= 56
120	16+32+64	= 112
150	32+64+128 etc.	= 224 etc.

On voit par ce tableau qu'en laissant opérer la nature, sept personnes, au bout de cent cinquante ans, arrivent à avoir deux cent vingt-quatre descendants. Donc, les temps croissant arithmétiquement, et les hommes géométriquement, ces sept multiplient dans le cours des siècles de la façon suivante :

	Années		Personnes vivantes
	0		7
Progression arithmétique	150	**Progression géométrique**	224
	300		7.168
	450		229.376
	600		7.340.032
	750		234.881.024
	900 etc.		7.516.192.768 etc.

La progression de Malthus est également géométrique, mais dans Ortès, la population double tous les trente ans au lieu de tous les vingt-cinq ans. Cela n'a pas d'importance, les théories restent les mêmes. D'après cette progression d'Ortès, au bout de neuf cents ans, les sept personnes arriveront à un chiffre qui dépassera de beaucoup tous les habitants de la terre. La même progression peut

s'appliquer aux animaux irraisonnables. Il est bien vrai que cette progression marche très vite, mais elle n'est pas cependant telle qu'elle aboutisse à l'infini.

En réalité, il n'en est pas ainsi, parce que chez les animaux, cette progression est arrêtée par la force, chez les hommes par la raison (« moral restraint » de Malthus).

Les animaux, en effet, voient leur nombre s'arrêter à certaines limites, par la force qu'exercent sur eux ou l'homme ou d'autres animaux.

Pour les animaux domestiques, l'homme règle leurs unions, leurs rapprochements. Il en mutile un grand nombre, et surtout en fait sa nourriture, avant qu'ils aient pu procréer. Il mange jusqu'aux œufs des volatiles.

Les animaux sauvages, les oiseaux, les poissons, non seulement sont détruits par l'homme qui leur donne la chasse, et leur tend des pièges, mais encore ils se battent et se dévorent entre eux.

Aucun être irraisonnable n'est à l'abri dans son nid ou son repaire. Il doit toujours s'attendre à être attaqué par un plus fort que lui. Et le plus fort de tous l'est moins qu'un nombre multiplié de faibles. La nature a donc inspiré à tout animal d'une part une invincible propension à la génération et, d'autre part, une invincible animosité et aversion contre les autres animaux, surtout quand ils sont d'espèces différentes. D'autant plus qu'elle n'a donné à de nombreux animaux d'autre nourriture que la dépouille d'animaux d'autres espèces. Tous les carnivores sont dans ce cas. Et ce fait peut servir d'excuse à l'homme qui mange la chair des animaux, car la nature ne peut dénier à l'homme un droit qu'elle concède aux animaux.

Toutes ces destructions des animaux par les hommes

ou par leurs semblables, expliquent pourquoi la progression géométrique de la génération ne peut se produire chez les êtres irraisonnables (bruti). En effet, il est certain qu'un tiers à peine des « bruti » périt de mort naturelle, les deux autres tiers sont détruits par la force.

Les hommes, au contraire, sont limités par la raison et non par la force. Car si leur accroissement suivait la progression géométrique, depuis six mille ans — nombre d'années qu'on a coutume de compter depuis la création du monde — il y aurait sur terre un nombre tel de personnes, qu'elles ne pourraient non seulement respirer sur la terre et s'y nourrir, mais encore être contenues dans toute la superficie du globe terraqué, alors même qu'elles seraient « encaquées et serrées comme des harengs morts et desséchés dans leurs tonneaux ».

Il est donc nécessaire qu'il y ait une limite à laquelle s'arrête la progression de la population. La nature, inspirant la raison à l'homme, lui fit connaître cette limite, et lui fit comprendre que, pour se soutenir et subsister, il lui faut une certaine quantité de produits représentés par des biens « configurati in beni ». Ces produits consistent en aliments, vêtements, habitations, du règne animal ou végétal, et ne peuvent s'extraire que de la terre et des animaux qui l'habitent. Or, ces terres et animaux étant limités, les produits qu'on en extrait le sont forcément.

Par conséquent, quand une population arrivera à absorber tous ces produits, autrement dit quand la population égalera les moyens de subsistance, la raison humaine la rendra stationnaire et l'empêchera de passer outre.

La terre pouvant nourrir trois milliards d'habitants, la

progression devrait s'arrêter, si jamais elle arrivait à ce nombre. Ce qui se produirait au bout de huit cent quarante ans avec les sept personnes de notre exemple. Si la progression ne s'arrêtait pas, les enfants devraient être tués ou mangés, à moins que la terre ne se gonfle comme un ballon et ne double de superficie à chaque génération.

L'espèce humaine pourra donc progresser jusqu'à trois milliards, mais non aller au delà. Actuellement, elle a à peine un peu plus d'un milliard, et elle n'arrivera jamais au maximum de trois milliards, car les riches, trop avares, n'aiment pas diviser leurs richesses entre plusieurs enfants, et les pauvres n'ont pas les moyens d'en élever. La nature a donc limité les moyens de subsistances de l'homme, mais néanmoins l'a laissé libre de se propager comme il le voudrait, s'il était moins avare.

Pour se propager, l'homme doit s'unir à la femme. C'est le mariage, sans lequel l'espèce humaine s'éteindrait. Mais si tous les êtres humains se marient, Ortès croit à tort que la progression géométrique se réalisera et que, pour éviter cet excès, le célibat est nécessaire.

De ces deux états, mariage et célibat, les économistes et politiques parlent beaucoup, mais sans discernement. Les politiques surtout, voyant certaines provinces dépeuplées, voudraient augmenter les mariages. Mais au lieu de les favoriser chez les riches qui peuvent nourrir une famille, ils l'encouragent tout au contraire chez les pauvres, par des primes et des récompenses. Il en résulte qu'on accroît la misère et non la population. Ces politiques le font, parce qu'ils estiment qu'on peut accroître sans limite la population d'une nation, ce qui est faux, car elle ne croît que tant qu'elle y peut vivre.

Une population placée sur un territoire donné, augmentera tant que les terres pourront lui fournir des subsistances, et tant que le souverain et les riches n'enlèveront pas aux autres les biens qui les font vivre (1). Nos sept personnes croîtront suivant la progression géométrique. Supposons que le territoire puisse nourrir un million d'habitants. La population pourra croître jusqu'à 917.504, ce qui arrivera au bout de cinq cent dix ans, et sera ainsi composée :

	131.072	grands parents
	262.144	parents.
	524.288	enfants.
Total	917.504	

Arrivée à ce chiffre de 917.504 habitants, la population ne pourra plus s'accroître et devra recourir au célibat.

Pour que cette population reste stationnaire, il suffira qu'il y ait autant de gens mariés que de célibataires. On aura alors la formule suivante :

Années					Personnes vivantes
510	131.072+262.144+524.283				= 917.504
540		131.072+262.144+524.288			= 917.504
570			131.072+262.144+524.288		= 917.504
600				131.072+262.144+524.288	= 917.504
etc.				etc.	

C'est donc un fait certain que, dans n'importe quelle

(1) Toujours le même principe économique d'Ortes : L'un s'enrichit aux dépens de l'autre.

nation, la population se conserve la même par l'égalité du mariage et du célibat. Seuls les catholiques enseignent que le célibat est une vertu. Cependant, lui seul conserve les mariages dans les limites convenables, empêche l'extrême pauvreté et l'excès de population. Sans lui, il faudrait recourir aux modes d'incontinence des nations barbares, qui rendent l'espèce humaine semblable à celle des bêtes.

Résumons ces quelques principes posés par Ortès : La population tend à croître géométriquement et double tous les trente ans. Elle dépasserait vite ainsi les moyens de subsistance qui sont limités. Mais elle sera arrêtée par la raison (la force chez les animaux), qui justifiera le célibat.

Ici, notre auteur est inférieur à Malthus, car il croit que la production agraire ne peut pas dépasser une certaine limite, ni alimenter en aucun cas plus qu'une population déterminée. Malthus, au contraire, voit très bien que cette production agraire peut toujours augmenter, mais qu'après une certaine limite, elle augmente d'une façon décroissante, et que c'est justement cette décroissance qui est l'obstacle à l'augmentation de population. Ortès n'a pas vu cette loi de la productivité décroissante du sol, n'a pas compris qu'on passerait d'une culture extensive à une culture intensive, si la population s'accroissait beaucoup. Toutefois, il a bien vu le rapport qu'il y a entre la population et les moyens de subsistances, et il en a tiré de justes conséquences qui lui ont fait rejeter la théorie alors en honneur sur la population. Il se hâte, du reste, d'affirmer que, rarement, la population dépassera les subsistances, à cause des impôts et des riches qui em-

pêcheront les pauvres d'avoir les moyens nécessaires pour fonder une famille.

***

L'exposition de ces lois naturelles une fois achevée, Ortès, s'appuyant sur les principes de son *Economie nationale* expose, en un plan idéal, les limites que devrait observer une population pour jouir du plus grand bien-être possible.

L'état social est naturel à l'homme. Il doit donc vivre en société. Car s'il vivait à l'état sauvage, sa situation serait semblable à celle des bêtes. Ne possédant rien, il serait toujours en lutte avec les animaux et les autres hommes, chaque fois qu'il voudrait s'approprier une chose quelconque. La propriété est donc nécessaire et c'est un droit naturel à l'homme. Chacun doit respecter celle des autres pour qu'ils respectent à leur tour la sienne. Or, cela suppose la vie sociale, c'est-à-dire des relations qui s'établissent entre les hommes, ce qui réalisera une utilité commune à tous, grâce à l'échange et à la division du travail. Les uns seront agriculteurs, les autres commerçants, industriels, les uns feront des transports de marchandises, les autres seront soldats, fonctionnaires, et assureront à tous la libre possession de leurs biens, le libre exercice de leurs droits. Toutes ces fonctions pourraient certainement aussi bien être exercées par les uns que par les autres, mais ne pourraient pas l'être par un seul, à cause des facultés diverses d'esprit et de corps qu'elles réclament et qu'un seul homme ne peut avoir toutes.

Voilà l'origine de la société, absolument nécessaire

pour l'homme, du moment que la nature l'a doué de raison. De cette façon (1), « les occupations des uns sont échangées avec celles des autres, chacun s'occupe d'une seule manière pour les autres, comme les autres s'occupent pour lui de toutes les manières », ce qui n'arrive pas dans l'état sauvage. En effet, les animaux ne forment jamais un nid et un repaire durable, encore moins cultivent la terre, transforment ses produits, vivent en société comme l'homme. Ce qu'on raconte sur les républiques des abeilles, les cigognes et les fourmis est toujours équivoque, du reste cela n'a aucun rapport avec ce qu'on voit chez l'homme. » De cet état de société, dans lequel il vit, il résulte le « capitale de' beni », et, selon qu'il augmente, reste stationnaire, ou diminue, la population augmente, est stationnaire ou diminue, puisqu'elle en est la mesure ! Ce « capitale de' beni » peut s'étendre à tous les produits végétaux et animaux qu'il y a sur la terre, peut se représenter en vivres, vêtements, habitations, en usage chez les hommes pour vivre plus confortablement.

De tout cela, il résulte donc que les hommes doivent vivre en société, pour être tranquilles et commodément, le travail de chacun s'échangeant avec celui de cent autres. Mais cet échange d'occupations exige des conventions, établies par les lois, auxquelles tous sont tenus. De telles lois exigent un gouvernement, qui les fait observer et punit ceux qui les violent. Sans cela, toute société serait impossible. Or, de telles conventions, de tels pactes, de telles lois ne peuvent exister entre toutes les na-

(1) Page 45.

tions de la terre, car tout accord est impossible entre des peuples si disparates et si divers. Il est donc nécessaire que ces pactes ne s'établissent qu'entre ceux qui ont des conformités de biens, de caractères et de tempéraments, par le peu de diversité de leurs terres et de leurs climats, car le sol et le climat influent autant sur les productions naturelles que sur les inclinations humaines. De là vient que la terre est divisée en plusieurs parties, en plusieurs sociétés humaines. Ce sont les nations, qui, par conséquent, doivent être multiples et diverses. Sans une telle division, chacun ne pouvant suppléer par lui seul à ses propres besoins, devrait, pour les satisfaire, dépendre de tous les hommes de la terre, et s'occuper lui-même, pour tous, comme tous s'occuperaient pour lui. Ce serait absurde ; aussi l'homme aime mieux dépendre de quelques-uns, s'occuper pour eux, et être libre et indépendant de tous les autres. Voilà l'origine des nations. C'est donc un contrat social, analogue à celui de Rousseau.

Cela montre que dans l'état social en genre et dans l'état national en espèce, les hommes ne sont pas destinés par nature à s'opprimer les uns les autres, mais que c'est le désir de la paix, c'est la bienveillance qui les conduit, persuadés qu'ils sont de la nécessité des échanges et de l'utilité de la propriété privée, car les biens doivent être possédés séparément par quelques-uns, pour qu'ensuite ils puissent être sans opposition obtenus par tous.

Les hommes doivent donc se diviser en nations, et dans chaque nation il devra y avoir un gouvernement qui fasse respecter les lois. De même le « capitale de' beni » doit être divisé en parties correspondantes à ces nations, pour que chacune d'elles possède une portion de ce capi-

tal, mesurée par sa population, pour subsister sans dépasser cette mesure, tout en l'atteignant, car l'excès serait inutile et le manque contradictoire, la population n'étant pas possible sans les produits (beni) qui la font vivre. Voilà donc une nouvelle utilité de la division de la société en nations : Division des biens ; chacun ne s'occupera et n'échangera plus que dans la limite des biens de la nation. Tout ceci est assez confus, assez vague.

Continuons l'analyse des *Riflessioni sulla popolazione* et nous verrons que la suite des idées conduira nécessairement Ortès à un concept qui ne sera pas très éloigné de celui de Platon et d'Aristote : La population ne doit pas dépasser un chiffre donné. C'est l'objet des chapitres VII et suivants :

Les nations en lesquelles se divisent les hommes, doivent remplir leur but : Pourvoir à la subsistance des habitants le mieux possible par la division du travail et les échanges. Une nation trop petite ne pourra pas correspondre à ce but, ni une nation trop grande. Il faudra donc (1) qu'une nation occupe autant de territoire qu'il en est nécessaire, pour que les produits de ce territoire puissent satisfaire tous les besoins des habitants pour leur commode et facile subsistance. Ces produits de toute espèce peuvent être divers suivant les climats et les temps, et suivant les désirs humains qui ne sont pas les mêmes partout. En Italie, par exemple, le sol national devra produire du vin, des grains, des légumes, du bois, du foin, des fruits, du lin, etc., et tout autre produit similaire. Il devra nourrir les animaux nécessaires pour fournir du

(1) Ceci peut aller loin et mener jusqu'à l'impérialisme anglais.

laitage, de la laine, des peaux, etc. Tous ces objets devront être modifiés, transformés et distribués dans la nation même, comme c'est le plus facile et le plus naturel. Tout ceci exige des agriculteurs, des commerçants, des artisans, des fonctionnaires qui travailleront huit heures par jour et formeront la moitié de la population (1) : l'autre moitié en étant exclue. (*Economia nazionale*, pp. 316 et s., Custodi XXI.)

Dans cette nation, Ortès croit que la population peut monter à une moyenne d'un million d'habitants environ, dont cinq cent mille agriculteurs, artisans, commerçants, soldats, fonctionnaires et prêtres, qui procureront ou feront procurer les vivres aux cinq cent mille autres. Pour obtenir tous les produits nécessaires, il suffira de quatre champs par habitant. Donc, il faudra quatre millions de champs, comptant ensemble cinq mille milles carrés de terrain, de la qualité moyenne de terres d'Italie. Si la nation avait moins de terrains et d'habitants, elle serait astreinte à recourir aux autres nations pour certains produits et, par suite, ne serait plus indépendante d'elles, comme cela est nécessaire. Si la nation avait plus de terres et de sujets, ce serait pour elle une cause d'embarras, et ça lui serait à charge.

Ce chiffre de la population d'une nation est donc le meilleur ; il est naturel, car la nature a établi les diversités de climats, de tempéraments, d'inclinations et de langues. Et on peut remarquer qu'un dialecte est le

(1) La journée de huit heures apparaît ici, ainsi que le principe de la « disoccupazione » permanente, dont nous avons déjà parlé.

même environ dans cinq mille milles carrés, au delà desquels il change et devient inintelligible.

Après toutes ces dissertations, qui rappellent la théorie grecque, Ortès est bien forcé de constater qu'en fait, il n'en est pas de même, mais il n'est pas embarrassé pour en trouver la cause. Cela tient de l'erreur des hommes qui croient qu'une nation est d'autant plus riche qu'elle a plus d'habitants et plus de « capitale de' beni » (p. 60). Ce qui fait que tous les Etats cherchent à s'agrandir. Erreur, car la plus grande richesse ne produira d'autre effet que celui d'engendrer une plus grande pauvreté chez les pauvres de la même nation, le capital des biens étant toujours mesuré par toute la population (1).

La nation normale (1 million d'habitants, 5.000 milles carrés) se suffira par son commerce intérieur et l'égalité de richesse s'établira entre les riches et les pauvres, tandis que le commerce extérieur enrichit les riches, mais appauvrit les pauvres. Et si chaque nation était égale et se suffisait à elle-même (système de l'*Economie nationale*), il n'y aurait aucun motif de discorde et de guerre entre les Etats.

Malheureusement, il n'en est pas ainsi sur notre planète. Les nations actuelles sont constituées plutôt selon le caprice et l'ambition particulière que suivant la raison. Elles cherchent à s'enrichir par le commerce extérieur, ne s'apercevant pas que la plus grande richesse qui en résulte chez les riches a pour résultat un plus grand ap-

(1) Ce passage nous paraît contradictoire. Car, si le capital est mesuré par la population, la fortune moyenne reste la même, quelle que soit la population, à moins qu'on introduise un second changement dans la distribution.

pauvrissement chez les pauvres. Si l'on parcourt la terre, on voit tantôt les hommes unis en petites bandes, sans terres, ni « capitale de' beni », vivant de rapines et de pillages, tantôt formés en populations très nombreuses, fixés sur des terres plus étendues qu'il ne le faut pour leurs besoins, sous le nom de monarchies et d'empires, tantôt fixés sur leurs propres terres, mais qui sont tellement petites qu'elles ne peuvent suffire à leurs subsistances. C'est le cas des petites républiques et des villes dites libres. On voit donc que les nations ne sont jamais formées rationnellement.

De tels Etats sont contraires à la nature, et sont l'œuvre de l' « arte » des hommes qui croient améliorer la nature et qui, au contraire, la déforment. Cet «arte » n'est qu'une force exercée par les uns sur les autres, force brutale chez les barbares, et qui, en Europe, se cache sous le nom honnête de politique. La politique n'est qu'une force qui opprime les peuples : la preuve en est que les nations européennes, trop nombreuses, qui se soutiennent par l' « arte » politique, sont toujours militaires, comme les Etats asiatiques. En effet, dans ces nations, les peuples différents par la race, les inclinations, le tempérament, la langue et souvent même par la religion, ne sont contenus que par la force militaire. La preuve en est que le « capitale de' beni » qui nourrit ces peuples, est toujours très inférieur à ce qu'on pourrait extraire des terres de ces Etats. La force interrompt donc la progression normale des générations de ces peuples qui ne suivent pas la loi naturelle, mais obéissent à la force.

Nous avons dit qu'Ortès considère comme la nation idéale, celle qui a un million d'habitants et cinq mille

milles carrés de territoire. Il va maintenant répondre à l'objection qu'on ne manquerait pas de lui faire : Pourquoi un Etat de dix millions d'habitants et de cinquante mille milles carrés ne serait-il pas aussi rationnel ? De même s'il avait vingt millions d'habitants et cent mille milles carrés, car la proportion resterait la même entre la population et les moyens de subsistances ?

Ortès répond nettement non. Ce serait vrai, dit-il (p. 74), si l'on multipliait les gouvernements, et si l'on créait dix, vingt nations différentes. Mais si on conserve un seul gouvernement, on aura une nation difforme et contraire à la nature, car les lois doivent s'adapter aux tempéraments, aux climats, aux mœurs, aux religions. Une loi, excellente pour un pays du Nord, peut être inapplicable en Italie.

L'état social actuel ne répond donc pas à la loi naturelle qui devrait gouverner les hommes. Cet état social les rend sauvages. Il limite par la force la progression de leur génération, comme cela se produit pour les animaux.

Et, à ce propos, Ortès s'élève avec vigueur contre les guerres qui sont contraires à la volonté divine, car Dieu n'a pas donné la raison à l'homme pour la mettre au service de la force.

Que l'homme emploie donc cette force pour se défendre des animaux incapables de raison, et non pour lutter contre ses semblables, contre qui on ne devrait se servir d'autres armes que de celles de la raison.

La nature a destiné les hommes à vivre en société, pour qu'ils s'associent entre eux pour échanger le produit de leurs travaux, et non pour qu'ils se tuent dans les guerres.

Cela apparait clairement en ce que la nature a doué l'homme de bras vigoureux et de mains agiles, capables d'exercer tous les arts, et de produire un « capitale de beni ». Mais elle ne lui donna pas une force suffisante pour tuer son semblable, car il a besoin, à cet effet, de se servir d'armes de fer et de feu qu'il se procure par son industrie. La nature, au contraire, destinant les bêtes à l'état sauvage et à la lutte entre elles, les a pourvues de griffes, de cornes, de crocs pour combattre, d'ailes, de pieds rapides pour fuir, ce qui indique un état de lutte contraire à l'état social.

L'homme doit donc vivre en société, faire partie d'un Etat d'un million d'habitants, et ne jamais employer la force contre ses semblables. Toutes ces considérations sont des utopies, des paradoxes, des raisonnements ingénieux et subtils, sans aucune portée pratique.

Ortès fonde sa nation idéale sur la division du travail. Il ne faut pas admettre pour cela, comme le dit Ortès, qu'elle est condamnée à l'immobilité : avec la civilisation, les besoins des peuples se font plus nombreux et plus raffinés et, par là, les occupations augmentent et varient. L'organisme industriel, qui répond aux besoins d'une époque, peut ne pas satisfaire l'époque suivante à laquelle il faudra plus de métiers et plus de travailleurs. La population d'un Etat devra donc être graduellement progressive et non immuable, comme le voudrait Ortès. De plus, à une augmentation de population a correspondu généralement un accroissement du bien-être général, dans la vie des nations. Ce que nie Ortès. La doctrine de Malthus est donc plus consolante que la sienne, car le célèbre Anglais ne tire pas comme conséquence du

rapport entre le nombre des hommes et les subsistances, que la population ne peut pas dépasser une certaine limite. Il établit simplement qu'elle ne peut dépasser les moyens de subsistances et que, si le progrès économique et agricole fait augmenter ces moyens de subsistances, l'espèce humaine peut progresser suivant cet accroissement de vivres.

Après avoir parlé des lois naturelles qui gouvernent l'augmentation de la population, après avoir fait le plan d'un Etat idéal où l'homme serait heureux et dans un juste équilibre avec les moyens de subsistance, Ortès termine ses *Riflessioni sulla popolazione*, en étudiant les causes qui augmentent et celles qui diminuent la population.

Les populations croissent avec la liberté nationale : laisser faire, laisser passer.

« J'appelle liberté nationale (dit-il p. 89), celle par laquelle chacun s'occupe librement, négocie pour son occupation avec les autres, et en perçoit en marchandises autant de biens qu'il lui en faut, non seulement pour suffire à sa stricte subsistance qui est celle des pauvres mendiants..., mais encore pour secourir ces pauvres qui, exclus des occupations, parce qu'ils sont incapables de les exercer ou parce qu'ils sont prévenus par d'autres, doivent nécessairement subsister avec les biens acquis par les occupations d'autrui. » Ce qui n'est que justice.

Celui qui s'occupe librement peut donc acquérir assez de biens pour qu'il puisse vivre lui-même, fonder une famille, élever ses enfants et secourir les pauvres. Ainsi la population peut s'accroître avec les générations qui suivent, autant qu'elle peut multiplier sur les terres sur

lesquelles elle s'étend. Elle se conserve à ce maximum, en secourant les pauvres, car, faute de secours, les pauvres périraient et la population diminuerait.

La servitude nationale est le système opposé à la liberté nationale, et cause forcément la dépopulation. C'est le système de l'ingérence excessive de l'Etat en matière économique. Chaque citoyen ne travaille plus pour lui-même et, par suite, pour la nation dont il fait partie, mais il s'occupe seulement pour le souverain et les plus riches. Par là, il accroît la grandeur et le faste de quelques-uns, avec une misère correspondante chez les autres.

Ces occupés serviles sont de deux catégories, les courtisans, les favoris, les flatteurs et autres pensionnés des cours, puis tous les esclaves, depuis les serfs jusqu'aux militaires non volontaires, tous ceux en somme qui sont astreints à une occupation par les riches et les puissants. Les occupés serviles de la première catégorie s'abstiennent du mariage, pour vivre plus à l'aise, et pour n'avoir pas à économiser pour leurs enfants, car leurs ressources sont précaires, quoique généreuses. D'un autre côté, vivant de subventions, ils ne se croient pas tenus de secourir les pauvres, qui périssent alors.

Les occupés de la deuxième catégorie peuvent encore moins se marier et secourir les pauvres, car ils ne reçoivent que le strict nécessaire pour vivre.

La servitude nationale dans les occupations, diminue donc les biens et, avec eux, la population.

Les impositions excessives sont une autre cause de dépopulation. En effet, le gouvernement prend, par ces impôts, des biens qui serviraient aux contribuables pour l'entretien d'autres personnes.

Ortès n'a pas vu le vrai motif dépopulateur des impôts excessifs. C'est que, diminuant le profit et le revenu du producteur, ils découragent la production et l'accumulation et, par suite, diminuent la masse des subsistances.

Il faut donc adopter le système de la « liberta nazionale » et réduire au strict minimum les fonctions de l'État. Ortès repousse notamment toute intervention légale visant à multiplier les mariages chez les pauvres par des dots et récompenses. Comme Malthus, il la considère comme mauvaise. Malthus y voyait un encouragement à l'imprévoyance. Ortès la trouve funeste aux pauvres et inutile, parce que cela multiplie les indigents et non la population d'une nation.

Voilà l'œuvre d'Ortès. On voit qu'elle est féconde en paradoxes, et contient de nombreuses inexactitudes. Elle donne cependant une juste idée de ce qu'est le principe de population et de son influence sur le bien-être social. Ortès ne s'appuie que sur des calculs hypothétiques, qui sont souvent faux, tandis que Malthus se base sur des faits et sur l'histoire. Il n'en est pas moins vrai que Ortès était un puissant esprit, aux idées neuves et originales, un génie scrutateur, qui eut le mérite de comprendre la fausseté des thèses populationnistes, et eut le courage de s'opposer à ces idées, alors celles de tous les économistes de son époque. Il est regrettable que ses théories soient quelquefois étranges et indiscutablement fausses. Il est regrettable aussi que ses idées, les meilleures et les plus originales soient exprimées dans un style si confus, si prolixe, si obscur, qu'on est souvent obligé de se torturer l'esprit, pour se demander ce qu'il a voulu dire. Non seulement il ne pensait pas, mais il n'écrivait pas comme tout

le monde. C'est néanmoins un véritable précurseur de Malthus, opposé comme lui à tout développement inconsidéré de population.

Il lui est même supérieur en certains endroits, notamment au sujet de la charité.

CHAPITRE II

RICCI

Avec Ricci, ce n'est plus une étude systématique de la population que nous allons rencontrer, mais un ouvrage sur un sujet très voisin, sur les institutions charitables (1). Cette partie de l'administration publique, qui a des rapports si étroits avec la prospérité et la moralité d'un Etat, fut traitée à fond et d'une manière très complète par Ricci.

« Lodovico Ricci (1) naquit le 14 juillet 1742, au village de Castagneto alla Mora, où ses parents s'étaient retirés, pendant le siège de la citadelle de Modène. Il fit ses études chez les Jésuites de cette ville. A partir de 1772, il remplit diverses charges publiques et mérita d'être créé chevalier par le duc François III.

« En 1784, il fut choisi avec d'autres conservateurs pour remettre en ordre les archives secrètes de la ville de Modène. Deux ans après, il fut chargé de préparer un plan de réformes de toutes les œuvres pies de sa patrie, plan qui fut approuvé. Enfin, en 1787, il fut nommé

(1) Ricci, *Riforma degl'istituti pii della città di Modena* (Custodi, t. XLVIII).

(2) Custodi fit cette biographie d'après les renseignements que lui donna le fils de Lod. Ricci.

conseiller au suprême Conseil d'Economie, avec la surintendance au « buon governo », au cens, aux œuvres pies, aux subsistances, aux arts, à la police civile et générale et aux archives. Entre temps, il fit un nouveau plan d'impôts des Etats de Modène, projet qui fut mis en vigueur en 1791 et qui ne tomba qu'avec le Gouvernement, en 1796.

« A la même époque, il entreprit une chorographie des pays qui étaient sous la souveraineté de la maison d'Este (c'est-à-dire Modène, Reggio et Mirandole). Dans cette œuvre, rédigée sous forme de dictionnaire, il étudiait ces pays au point de vue géographique, physique, historique, politique et gouvernemental. Ce travail, très exact et très étudié, pourrait être regardé comme un modèle de perfection pour des ouvrages de ce genre. Ce qui doit rendre encore plus regrettable que la publication qu'en avait entreprise l'auteur et qui était déjà très avancée, soit restée inachevée.

« Après les événements militaires de 1796, Ricci remplit diverses charges honorifiques. Il fut d'abord appelé à la Commission des finances des Etats de Modène. Peu après, le 28 avril 1797, il fut nommé directeur de la république Cispadane avec Ignazio Magnani et Giambattista Guastavillani ; ensuite, le 30 juin de la même année, ministre des finances de la République cisalpine, que le Directoire Français réunit à la Cispadane.

« N'aimant pas cette dernière fonction, il fit tous ses efforts pour en être déchargé. Aussi obtint-il sa démission peu de temps après, en mai 1798. Il fut alors nommé commissaire du cens de la République.

« Il se trouvait à Ferrare, par délégation spéciale

quand une maladie bilieuse le frappa. Transporté convalescent à Modène, chez sa famille, après une longue maladie qui dura plus de quatre mois, il mourut le 27 janvier 1799. Il n'avait pas encore cinquante-sept ans accomplis. »

C'était, dit le comte Pecchio (page 327), un « savant, adonné aux études, possédant la pratique des affaires, modéré dans ses opinions. Ricci fut un citoyen utile à sa patrie, tant par ses écrits que par son dévouement ».

Il composa sa *Riforma degli istituti pii della città di Modena* lorsque le duc régnant, Hercule III, nomma une Commission chargée d'examiner quelles étaient les réformes nécessaires à opérer dans les institutions charitables de ses Etats. Cette Commission, dont Ricci était membre, le nomma rapporteur de ses décisions. Et la *Riforma degl'istituti pii* est le rapport qu'il fit à ce sujet, et qu'il dédia à son Mécène naturel, Hercule III.

Ricci examina séparément chacune des institutions charitables qui se trouvaient à Modène en un nombre considérable. Il rechercha leurs origines, leurs progrès, et pesa soigneusement si elles remplissaient leur but, s'il fallait les maintenir, les réformer ou les supprimer. Il démontra que les instituts de bienfaisance trop nombreux ne servaient qu'à encourager la paresse et que ce qu'il fallait surtout, c'était encourager les bonnes mœurs et la moralité du peuple.

« Il eut l'art, dit encore le comte Pecchio (pages 327 et 328), de traiter un sujet local avec les principes généraux et de faire d'un rapport de bureau, destiné à l'usage d'une ville, un guide, un code même d'administration, d'une utilité générale dans la pratique. Le mé-

rite de cet ouvrage est tel, tant par la nouveauté des observations que par leur solidité et profondeur, qu'il devrait être traduit dans les langues les plus nobles de l'Europe et se trouver sur le bureau de chaque administration » etc...

Ce sont ces principes généraux que nous allons extraire de l'œuvre de Ricci (1).

L'analyse de la *Riforma degl' instituti pii* est intéressante à un double point de vue, en tant que théorie générale sur la bienfaisance publique, et en tant que faits. Elle nous montre le nombre considérable d'œuvres pies qui existaient dans cette minuscule principauté, le soin et l'attention qu'on apportait à soulager les malheureux, la charité des princes et des fidèles qui était telle qu'elle dépassait les limites et devenait un abus, un encouragement à la paresse et à la mendicité.

Ricci recherche l'origine des institutions charitables et la trouve dans la compassion des hommes et dans les sentiments moraux et religieux. La compassion est l'instinct naturel qu'on éprouve en voyant un malheureux, sentiment de pitié, limité par l'égoïsme. Les sentiments moraux et religieux sont ,au contraire, sans limites et varient suivant les circonstances, suivant les opinions, les superstitions. De ces sentiments sont nées les institutions charitables qui existent partout aussi nombreuses que riches, et cette opinion populaire, très répandue et

(1) Il est étonnant que l'ouvrage de Ricci n'ait pas été traduit dans le *Recueil des mémoires sur les Etablissements d'humanité*, de Duquesnoy. A Paris, de l'Imprimerie du citoyen H. Agasse, rue des Poitevins, 13, an VII de la République.

très néfaste, qui veut qu'on s'efforce de donner le plus de secours possible aux malheureux, et de réunir pour cela de riches patrimoines. Cette opinion régna surtout à partir du xe siècle. On croyait alors à la fin prochaine du monde, les croisades ravivèrent la foi des fidèles. La crainte de l'enfer, tout au moins du purgatoire, ouvrit les coffres des pécheurs. C'était à qui ferait des donations, des legs, des libéralités en faveur des couvents, des églises, et des pauvres. Aussi, du xie au xive siècle, les institutions charitables crûrent sans cesse à Modène (1), et il faut reconnaître qu'elles rendirent de grands services. Mais au xvie siècle, on crut que les pouvoirs publics devaient s'occuper de l'assistance, pour diminuer le nombre des pauvres. On construisit des hôpitaux somptueux, qui coûtèrent beaucoup. C'était ruiner une classe d'individus pour en soulager une autre. C'était mettre la charité sociale en contradiction avec elle-même.

Vers 1750, à la suite de la guerre et de la peste, Modène avait perdu le quart de ses habitants. La charité languissait ; on réunit alors toutes les œuvres charitables en une seule administration : « La Santa unione », malgré les protestations des anciennes administrations particulières et du cardinal Morone, évêque de Modène.

Ce nouveau système fut vivement blâmé, surtout par le chroniqueur Lancelloto, parce qu'il nécessita de nombreuses corvées, de nombreux fonctionnaires, occasionna de grands frais et parce que les secours furent distribués à tort et à travers.

(1) Casa di Dio. San Lazaro. San Bartolommeo. San Giovanni decollato. Gesu. Battuti. Maria Virgine annunziata. Desco de Poveri, etc.

Seules, les quelques œuvres qui avaient conservé leur autonomie : « orfane di S. Geminiano, orfani di S. Bernardino, desco de' poveri », etc., eurent une sage administration, qui les rendit prospères et utiles.

Les secours de ces œuvres, et les travaux d'agrandissement de la ville (notamment l' « addizione Erculea »), diminuèrent considérablement la mendicité et le nombre des malheureux. Mais ces travaux terminés, les secours redevinrent insuffisants, malgré les nombreuses institutions que les ducs de Modène avaient créées en faveur des indigents, et que Ricci passe en revue :

A la fin du XVI[e] siècle, le commerce était pauvre, l'industrie en décadence dans le duché de Modène. Il n'y avait plus que quatre mille têtes de bétail dans les pâturages modenais, au lieu de douze mille. Pendant plusieurs années, la récolte fut mauvaise et le nombre des malheureux augmenta.

L'année 1592 fut particulièrement désastreuse.

La crainte de troubles fit recueillir les mendiants dans l'hôpital de « Santa Maria della Neve », et fonder l' « opera dei mendicanti » pour les nourrir. On fit appel à la charité on édicta des lois contre les faux pauvres, contre les gens aptes au travail et qui ne voulaient pas travailler. C'est à cela que s'appliquèrent « il serenissimo Cesare », le cardinal Canani, le célèbre et savant ministre Laderchi.

Aussi, la situation sembla-t-elle s'améliorer au commencement du XVII[e] siècle.

Alphonse III, successeur de César I[er], fut comme lui très charitable.

Si Alphonse IV ne s'occupa pas des œuvres pies, François II, au contraire, leur fit de très grosses dona-

tions, ainsi que sa tutrice testamentaire, « Laura », que deux papes appelèrent : « Specchio delle principesse divote, idea delle cristiane eroine ». Les œuvres charitables recevaient en même temps un grand nombre de legs et de donations, de sorte qu'elles pourvoyaient non seulement à tous les besoins des pauvres, mais favorisaient aussi les pèlerinages, les concours de musique, etc.

En 1690, une armée de dix mille Allemands hiverna à Modène, appauvrit la ville et augmenta le nombre des malheureux. Le duc régnant, Rinaldo I[er], fut d'une charité infatigable, malgré les guerres qui mettaient son trésor à vide. Tous les actes de sa vie étaient suivis de dons aux malheureux.

François III augmenta le patrimoine des pauvres et posa, en 1753, la première pierre d'un magnifique hôpital. Il logea les mendiants dans un vaste local, et réunit les deux œuvres des malades et des infirmes sous une seule administration qu'il appela la « generale opera pia ».

Il réglementa les personnes chargées du fonctionnement de cette œuvre, à laquelle il donna les revenus de vingt-huit couvents. Il fonda cinq dots annuelles pour les jeunes filles de la campagne, augmenta les revenus des curés, pour que les malheureux fussent exemptés de tous frais de baptême et d'enterrement.

A cette époque, la « Generale amministrazione dell' opera pia » avait atteint un tel degré de richesse, que son patrimoine était évalué au sixième de toute la campagne modenaise, bien que la construction de l'hôpital et du refuge ait coûté près de quatre millions de sequins.

On hébergeait et nourrissait sept cents pauvres. On

secourait de nombreux nobles et pauvres honteux. Le grand hôpital contenait cent vingt malades. On recueillait cent quatre-vingts enfants trouvés et on en élevait jusqu'à quatre cents. On pourvoyait à l'allaitement de quarante petits enfants, dont les mères étaient malades ou avaient perdu leur lait. On soignait discrètement à la « Casa di Dio » (Hôtel Dieu) cinquante accouchées. On dotait un nombre égal de jeunes filles. On fondait des ateliers de famille, et on apprenait à grands frais toutes sortes de métiers aux jeunes mendiants, même, chose curieuse, ceux d'acteur, de bateleur et de danseuse.

Voilà ce qu'on faisait annuellement à Modène, grâce aux œuvres secourues ou créées par François III, qui fut appelé « l'amore de' poveri ».

Dans toutes ces mesures, il est facile de voir que si la bonne volonté la plus grande, la charité la plus vive les inspira, il prédomine en elles une absence de méthode complète.

Aussi, le résultat ne s'en fit pas attendre, car ce n'est pas tout de multiplier les ressources, il faut encore les employer rationnellement.

Et Ricci constate que quoiqu'aucune ville de Lombardie et peut-être d'Europe n'eût plus de secours à distribuer que Modène, en proportion de sa population, le nombre des pauvres augmenta, « tant il est vrai, dit-il p. 42, que rien n'est plus faux que les idées politiques populaires, et qu'il ne faut pas croire que la prospérité soit plus grande quand les secours abondent ».

Plus de trois cents métiers tombèrent par suite de la misère et de la paresse, l'esprit commercial s'affaiblit, les mendiants montèrent au nombre de sept mille (Mo-

dène avait quarante mille habitants). Les mœurs publiques se relâchèrent. Les orphelinats et les hospices furent le théâtre d'orgies licencieuses. Les ouvriers les plus payés devinrent par là même les plus paresseux.

A cela, il faut ajouter la mauvaise administration des établissements charitables : Comptabilité compliquée et mal tenue, administrateurs incapables, etc.

Hercule III rétablit, par de sages édits, l'équilibre dans le budget des œuvres pies. Il dégreva ses sujets de certains impôts, demanda aux couvents cent douze fermes et de grosses sommes d'argent pour créer de nouvelles œuvres, dégrever les communautés trop imposées, et fonder une maison d'éducation de jeunes filles. Il voulut l'ordre et la modération dans les subsides et s'aperçut que trop de secours était un mal. Appuyé par les conseils de son premier ministre, il s'attacha à développer l'instruction publique, à combattre l'oisiveté favorisée par la profusion des subsides. Enfin, il prit toutes les mesures nécessaires pour rétablir l'ordre et l'économie dans les œuvres pies.

De cet historique, qui montre les inconvénients de l'abondance des secours et du manque absolu de méthode et d'idée rationnelle dans leur répartition, Ricci conclut que les secours immodérés augmentent le nombre de mendiants, qu'il faut réorganiser complètement les institutions charitables de Modène, et diminuer les secours que l'on donne aux malheureux.

La manière de distribuer les secours aux pauvres, dit-il, doit varier suivant les circonstances de temps et de lieu. Mais il est cependant un fait certain, c'est que le nombre de ceux qui vivent de la mendicité est plus grand

dans les pays où les secours sont abondants, indépendamment de toute cause de misère. Là où on ne donne pas de secours, les pauvres sont moins nombreux, car ils sont obligés ou de trouver du travail à tout prix, ou d'émigrer, ou de périr. Lorsqu'une cause de misère se produit, l'homme devient plus actif, plus avisé, et emploie tous les moyens qui sont à sa disposition, pour en éviter ou en diminuer les conséquences. Au contraire, s'il sait trouver des secours, il reste inactif. De plus, les pauvres se rendent en foule dans les pays où ils savent qu'on leur donnera tout ce qui leur est nécessaire.

Autrement dit, l'homme doit travailler pour vivre et ne doit pas s'attendre à être secouru. Qu'il meure plutôt que d'être à charge à la société ! Il faut remarquer toutefois que notre auteur expose dans la partie de son ouvrage dont nous faisons maintenant l'analyse (deuxième partie), des vues purement théoriques, et que, quand plus tard il passera à la pratique, il sera bien plus humain et charitable.

Comme Malthus, Ricci remarque que la population a un rapport étroit avec les subsistances :

« En résumé, dit-il p. 57, la facilité des subsistances, suivant les principes les plus sûrs, est la principale cause d'une plus ou moins grande population ; les secours ne sont que la facilité de subsistance et pour cela sont la cause principale des constantes bandes de pauvres. La facilité de subsistances est la seule distributrice des hommes sur la terre, et la misère en est la destructrice. »

Etant donné la nature humaine, les pauvres existeront donc toujours et en grand nombre, lors même que toute

cause de misère serait écartée, s'ils trouvent facilement des secours.

Et ces secours, ils les trouvent grâce à la pitié et aux opinions morales et religieuses, c'est-à-dire aux sentiments qui découlent de la religion, des lois et des mœurs de chaque pays.

« Tant (p. 60) que les mendiants furent seulement l'effet des causes naturelles, leur nombre ne fut jamais exagéré, dans tous les pays. Mais quand à la compassion s'ajoutèrent les innombrables opinions morales, quand vinrent en honneur les théories des secours publics immodérés, c'est alors que mendier, se plaindre et insister devint, de tous les arts, celui qui fut le plus suivi. »

Il est un fait certain, c'est que, dans aucune société, il n'est possible de modérer la pitié, ni de gouverner les opinions politiques et religieuses. On ne peut qu'empêcher que les désordres aillent plus loin, modérer le plus qu'on peut les secours, pour ne pas s'exposer aux graves inconvénients qu'ils entraînent.

Ricci indique maintenant quels sont ces inconvénients — il en énumère quatre principaux — qu'entraîne l'excès de secours, et débute par une idée très intéressante :

I. Les secours, dit-il, doivent être une aide à l'impuissance réelle ou au manque de forces de l'homme. Qu'ils soient donnés en nature ou en argent, ils doivent égaler et jamais dépasser ce manque de forces. S'ils l'égalent, ils sont cause de conservation des pauvres et ils se conforment aux prescriptions de l'humanité et de la raison. S'ils dépassent ce manque de forces, ils deviennent une cause productrice des pauvres, et sont nuisibles, parce qu'ils multiplient le nombre des désœuvrés, ce qui appau-

vrit un Etat, le mendiant étant l'homme le plus dénué de tout principe d'activité physique et morale. Le pauvre, en outre, d'après un calcul admis en économie politique, occupe négativement la place de trois individus (1).

II. Les secours qui habituent le pauvre à une vie aisée, sont également nuisibles au développement des forces sociales, car le pauvre doit toujours être donné comme exemple de la vie frugale. Sinon l'homme laborieux, s'il est dans la gène, cessera de travailler et se fera mendiant pour avoir une existence meilleure et plus douce.

III. Les mendiants n'ont jamais une nombreuse famille. Un grand nombre de leurs enfants meurent en bas-âge, ceux qui survivent sont élevés dans la paresse. Donc, les mendiants n'enrichissent pas l'Etat, même sous le rapport de la population. Cette dernière opinion semble contestable en elle-même. Souvent les mendiants ont une nombreuse famille, surtout si la société leur fournit des secours et fait élever leurs enfants à ses frais. Ici, Ricci s'écarte de Malthus.

IV. Enfin, Ricci veut que les secours soient accidentels et intermittents. Ils ne devront être donnés que lorsqu'il n'y a pas de travail. Si l'ouvrier ne trouve pas à s'occuper en ville, il devra chercher à travailler à la campagne, le salaire fût-il moins élevé, et se soumettre à un régime plus frugal. Les secours immodérés et continus, en retenant l'ouvrier dans son pays, en font un désœuvré, lui font perdre l'habitude et le goût du travail.

Ce système de petits secours intermittents est en oppo-

(1) Car le pauvre ne fait rien. Or, Ricci constate que chaque travailleur gagne la subsistance nécessaire pour lui et pour deux autres personnes, au minimum.

sition avec la théorie moderne de la charité intensive. M. Cauwès (1) en donne la définition suivante : « C'est la charité qui concentre ses ressources sur un nombre restreint de familles où la misère n'est pas incurable, avec l'espoir de les relever définitivement. » En effet, toute œuvre de bienfaisance doit avoir pour but, non seulement de soulager les malheureux, mais encore d'en faire sortir un certain nombre de l'indigence chaque année. Le système d'Eberfeld applique avec succès cette théorie de la charité intensive.

En somme, de tout ce que nous venons de résumer et d'analyser dans l'œuvre de Ricci, de toutes ces réflexions qui font suite aux historiques des institutions charitables et des progrès de la mendicité, il résulte que, si Ricci s'éloigne de Malthus sur certains points, il est son précurseur à deux points de vue.

a) Tous deux disent que la population tend à croître indéfiniment, quand elle ne craint pas de manquer de subsistances.

b) Corollaire : Les secours immodérés ne font qu'augmenter le nombre des pauvres.

Il faut donc proportionner, modérer les secours aux pauvres.

Le véritable pauvre, dit-il, est celui qui ne peut, en aucune manière, pourvoir à sa subsistance. Par subsistance, il ne faut pas entendre les aises et le plaisir, il faut prendre pour base la condition sociale des cultivateurs qui forment la classe la plus nombreuse des travailleurs du duché de Modène. Le pauvre ne doit pas recevoir une

(1) *Economie politique*, éd. de 1882, t. II, § 4.

somme plus forte que celle qui suffit à la subsistance d'un cultivateur, sinon, il voudrait mieux vivre d'aumône que de travail. Cependant, pour donner satisfaction à la coutume plutôt qu'au besoin, on peut augmenter d'un tiers le secours attribué aux invalides et à ceux qui ont des maladies chroniques. On leur donnera donc une livre modenaise par jour, car l'Economie politique enseigne qu'un cultivateur vit avec deux tiers de livre par jour.

Pour les autres pauvres, une demi-livre serait suffisante, pour leur faire utiliser le restant de leurs forces. Ce sont là, bien entendu, des vœux, car il est impossible d'établir des proportions sûres et exactes, de même qu'il est impossible aux administrateurs des œuvres pies de distinguer les vrais et les faux pauvres. Quoique les peines soient souvent très fortes (prison, mines, bannissement, fouet, envoi dans les colonies) contre les faux pauvres, dans tous les pays, la paresse a su néanmoins toujours les éviter et exploiter quand même la charité publique.

Il est donc inutile — c'est même impossible — de régler minutieusement la répartition des secours. Il est plus prudent et meilleur de donner libre cours à la bienveillance sociale, renforcée par la raison, sanctifiée par la religion. On aurait une idée fausse et mesquine de l'ordre qui doit régler la société civile, si la prospérité devait dépendre d'une charité minutieuse et d'investigations sur les besoins privés. Le bon ordre de la société exige que les pauvres soient placés dans une condition où ils peuvent être plus laborieux et non dans celle où ils peuvent être le mieux secourus. Pour cela, rien de mieux que la pitié naturelle d'homme à homme.

Si la charité privée est souvent trompée, l'expérience

montre que la charité officielle l'est bien davantage. Les grandes administrations de bienfaisance ont bien certains avantages, mais sont généralement une grosse erreur, sauf dans le cas de calamité publique. Il faut donc abandonner les pauvres à la charité privée, où l'instinct est plus prompt, plus sûr et plus actif que la raison.

Il résulte de ces lignes que Ricci, comme Malthus, repousse toute charité légale. Mais nous verrons que, dans la suite, il l'admet, dans la partie pratique de son œuvre.

Il indique maintenant les signes de l'excès des secours publics et privés, et en trouve deux principaux. Le premier, c'est de voir les villes et les villages, non pas accidentellement, mais continuellement, peuplés de mendiants capables de travailler. Dans ce cas, on peut croire avec raison que le vrai pauvre a été suffisamment secouru, car il n'est pas probable qu'il ait été moins insistant que le paresseux qui ne ressent pas les effets de la misère comme le pauvre, mais qui est poussé seulement par l'aversion pour le travail. Le deuxième signe, c'est d'entendre les entrepreneurs de travaux se plaindre de ne pas trouver d'ouvriers, bien qu'ils leur offrent un salaire convenable, lorsqu'il y a un grand nombre de mendiants aptes à ces travaux.

Les autres signes de l'excès des secours sont : la fréquence des mariages chez les pauvres, l'absentéisme de leurs enfants à l'école, le manque d'apprentis, la mauvaise conduite et le genre de nourriture des mendiants.

Maintenant que la théorie est établie, Ricci porte ses regards vers Modène et conclut que les secours qu'on y distribue sont trop abondants et rendent le peuple paresseux.

A Modène, il y a près de sept mille pauvres (6831). Chaque pauvre fait partie d'une famille qui se compose en général de six à sept personnes. Mettons sept. Il y aura donc 6.831 : 7 = 976 familles pauvres. Or, d'après les enquêtes et renseignements des curés, chaque famille comprend deux personnes valides, deux invalides, trois presque dénuées de force. Il y aura donc 4.879 personnes à secourir.

Or, l'agriculteur et l'ouvrier peuvent procurer la subsistance à eux-mêmes et à trois autres personnes, mettons deux. Conclusion, sur une famille pauvre de sept personnes, une seule doit être à la charge de la charité. C'est donc la force de 976 personnes qui manquent aux familles pauvres, et en portant ce chiffre à 1.000, c'est la nourriture quotidienne de 1.000 personnes qui manque.

Or, Modène en nourrit 1.740 par jour. Donc 740 reçoivent un secours immérité.

Ricci, tout en admettant que ces calculs soient modifiés dans la pratique, estime qu'une réforme est nécessaire, vu les inconvénients des mendiants qui jouent, s'amusent, font du tapage, s'enivrent, se battent, ont une vie de débauches, louent des enfants, etc.

De plus, outre ces opinions d'économie générale, il y a les affirmations des gens bien placés pour donner des renseignements exacts :

Les maîtres maçons se plaignent de manquer d'ouvriers et d'apprentis et attribuent cette pénurie aux secours aux pauvres, qui sont plus élevés que les salaires.

Les curés sont du même avis. Quant aux entrepreneurs de travaux publics, leur opinion est concluante. Par actes authentiques, ils ont imposé aux autorités de Modène la

condition fondamentale d'obliger les vagabonds à travailler et de surveiller la distribution des secours. Ils se sont engagés à ne pas donner aux derniers de leurs manœuvres moins de deux tiers de livre modenaise par jour, somme qui représente la nourriture d'un agriculteur. Ils ajoutent qu'ils doutent quand même du succès de leur entreprise, malgré cela, parce que les mendiants pouvaient se procurer une livre par jour en se livrant à la mendicité.

Voici des faits, en présence desquels il est impossible de douter que les secours distribués dans Modène, ne soient trop élevés. Le duc Hercule III et ses ministres doivent donc les réduire. Ricci et ses collègues ne croient pas être inhumains en formulant cette opinion, ils se rendent parfaitement compte de la nécessité de la bienfaisance, mais ils la veulent sagement appliquée et non superflue.

Ricci a établi les principes qui vont le guider dans son rapport. Il va maintenant passer toutes les institutions charitables en revue, voir s'il faut les supprimer, changer leur destination, les modifier ou les conserver telles qu'elles. Nous passons donc dans la partie pratique de son œuvre, dans les faits. Cependant, de temps à autre, nous aurons des idées intéressantes à relever.

Mais, dès à présent, nous pouvons jeter une vue d'ensemble sur Ricci.

Nous avons vu ce qui le rapproche de Malthus. Tous deux croient à des lois naturelles qui règlent le développement de la population. Ils voient très bien le rapport qui existe entre les moyens de subsistance et la population et concluent que celle-ci augmente rapidement, quand ces moyens de subsistance sont abondants. Aussi sont-ils hos-

tiles tous deux aux secours exagérés qui facilitent ces moyens de subsistance et, par conséquent, accroissent le nombre des pauvres.

Toutefois, on peut noter entre Malthus et Ricci deux différences essentielles : Ricci est antipathique non à l'assistance publique, comme Malthus, quoiqu'il préfère cependant la charité privée, mais à des secours trop abondants. En second lieu Ricci ne craint pas le développement de la population paupérisée par un élan donné à la natalité (comme Malthus), mais il redoute le simple passage des travailleurs (la population supposée même statique) dans la classe des mendiants.

Quoi qu'il en soit, sans pousser la comparaison aussi loin que le comte Pecchio et M. A. Sinigaglia (1), il est certain que Ricci a eu certaines idées identiques à celles de Malthus et s'est élevé énergiquement contre la charité à outrance, contre les secours trop abondants et donnés au hasard, à l'aveuglette.

Nous arrivons maintenant à la partie pratique de sa *Riforma degl' instituti pii*. Elle nous intéressera par la vue du développement si considérable des œuvres pies dans un petit Etat italien au XVIIIe siècle, et par certaines considérations philosophiques et économiques que Ricci fera en passant, quand il discutera sur la valeur, le mérite des institutions charitables.

Dans sa troisième partie, il parle des institutions charitables qui devront changer de destination :

Il s'attaque d'abord à l'hospice des pauvres de Modène,

(1) Sinigaglia, *Archivio giuridico*, 1881, p. 146.
Pecchio, *op. cit.*, pp. 337 et suiv.

dont les frais d'administration (il en est de même de toutes les grandes institutions charitables du duché) absorbent les quatre cinquièmes des revenus. Il faut donner des primes aux entrepreneurs qui font travailler les pauvres. C'est la manière la moins coûteuse et la plus pratique. De plus, hospitaliser les pauvres destinés au travail aurait des inconvénients au point de vue moral (cohabitation) et physique (entassement). Ce serait ensuite faire une concurrence désastreuse aux autres ouvriers qui doivent louer leur logement.

L'hospice des pauvres sera donc désaffecté. On pourra en diviser les locaux et les donner à des entrepreneurs qui feront travailler les pauvres et établiront, autant que possible, de nouvelles industries, pour ne pas faire concurrence aux industries déjà existantes.

Puis, Ricci parle des orphelines de Saint-Geminien. Là, il montre qu'il s'est formé une idée très précise des lois qui président à l'augmentation de la population. Il insiste sur la frugalité et sur une plus sage distribution des richesses, qui sont, dit-il, des moyens efficaces pour obtenir une augmentation stable de population. « Quiconque (p. 125) veut examiner l'utilité ou l'inutilité d'un monastère, doit ne se proposer rien autre chose que de calculer si le religieux facilite ou empêche, par son institution, les moyens de subsistance. De deux manières seulement ces moyens peuvent être procurés, ou en travaillant et en aidant à leur multiplication, ou en les répartissant plus sagement entre un plus grand nombre d'individus. Si la deuxième manière est négative, elle est cependant une grande cause de multiplication de la force sociale qui consiste principalement dans la population.

Et l'histoire nous montre que les républiques les plus peuplées ne furent pas celles qui abondèrent d'une grande quantité de subsistances, mais celles qui en eurent une répartition plus sage... »

Malthus n'aurait pas dit autrement.

Ricci conclut que, pour être utiles, les membres d'un monastère doivent être frugaux et actifs. Le collège de Saint-Geminien ne réunissant aucune de ces deux qualités, les orphelines qui y sont pensionnaires devront être envoyées dans une autre communauté, ayant déjà des élèves.....

Dans la quatrième partie de la *Riforma*, Ricci s'occupe des institutions charitables à modifier. Disons quelques mots des principales :

I. L'Hôpital des malades. En effet, il y meurt un malade sur six, tandis que la moyenne est de un sur douze en ville. Cela tient au manque d'air, à la literie infectée de mauvais miasmes, aux lamentations des uns qui troublent le sommeil des autres. Aussi vaudrait-il mieux soigner les pauvres à domicile, quoique l'hôpital de Modène soit dans les meilleures conditions possible, aéré et spacieux.

II. L'Hôtel-Dieu. Cet établissement destiné à recevoir les filles qui vont devenir mères est aujourd'hui un lieu de désordres. Cette fondation avait pour but de : 1° cacher le scandale et la honte ; 2° empêcher les infanticides et les avortements ; 3° avoir des nourrices pour allaiter immédiatement les nouveau-nés. L'institution n'atteint plus les deux premiers buts, car elle n'admet les filles qu'au huitième mois de grossesse, ne dissimule rien et ne reçoit en général que les prostituées. Quant

au troisième but, elle retient pendant dix mois ces femmes comme nourrices. Mais la mortalité des enfants est bien plus grande pour ceux nourris à l'hôpital que pour ceux qu'on envoie à la campagne. Il faudrait donc confier à un entrepreneur — idée curieuse — le soin de fournir les nourrices de campagne nécessaires, et supprimer graduellement celles de l'Hôtel-Dieu.

Nous arrivons à la cinquième partie, où nous trouvons un passage intéressant au sujet des dotations de jeunes filles, et où Ricci a les mêmes idées que Malthus à ce sujet. Voici ce qu'il en dit (p. 194-195) :

« Doter les jeunes filles est une pieuse mais non une très économique institution. Il en est de même d'encourager les mariages pour diminuer le nombre des célibataires. De larges subsides dotaux peuvent augmenter les mariages, quelques imprudents peuvent être conduits à l'état conjugal par une récompense. Mais la population n'augmente pas pour cela, car elle ne prospère pas si la frugalité et le travail ne s'accroissent pas. Il ne peut, dans une société, vivre plus de ménages qu'il ne faut pour combler les vides de la mort. Et si on augmente le nombre de mariages, les enfants issus de ces unions seront moins nombreux. Quand, par l'amorce d'une dot, on provoque un mariage, la nouvelle progéniture qui participe à la nourriture et à tous les moyens de subsistance en retarde une autre et en empêche de plusieurs manières la fécondité. Le nombre de la race humaine n'obéit qu'aux principes et aux moyens de subsistance et de frugalité. Tous ceux qui pensent que la diminution des célibataires est cause de population, prennent la cause matérielle pour la cause for-

melle. La population ne fut jamais que le résultat du travail et de la frugalité. Il faut augmenter les travailleurs et les gens sobres pour multiplier les hommes. La nature incite tant à la propagation de l'espèce que l'homme n'a pas besoin d'encouragement pour embrasser l'état conjugal. Il suffit seulement que les lois le protègent. »

De ce passage, il résulte que Ricci, comme Malthus, a compris que la population était le résultat de lois naturelles, qu'il fallait repousser tout stimulant artificiel, et qu'elle est toujours en rapport des ressources et des besoins (1).

Notons enfin la conception statique de Ricci qui dit que dans une société il ne peut vivre plus de ménages qu'il ne faut pour combler les vides de la mort.

Nous arrivons à la sixième partie, où il est traité des institutions charitables à développer.

Deux notamment, les Enfants trouvés et les Monts-de-Piété : Les Enfants trouvés et illégitimes sont un vice inhérent à la constitution sociale. Il faut donc s'en occu-

(1) On peut rapprocher ce passage de la loi de population de M. Cauderlier *(Revue de Sociologie*, février 1903):

M. Cauderlier, en effet, établit que le rapport entre les ressources (R) et les besoins (B) détermine le chiffre total de la population (P). On a alors la formule suivante: $P = \frac{R}{B}$ qu'il ne faut pas comprendre, se hâte-t-il d'ajouter, au sens rigoureusement algébrique, mais sociologique. La formule $P = \frac{R}{B}$ ne se réalise donc jamais exactement, mais approximativement. Elle exclut toute intervention de la volonté libre et indépendante des pères de famille pour l'augmentation directe de la population.

per, car on doit toujours avoir pour principe celui du moindre mal.

Quant aux Monts-de-Piété, ils sont nécessaires, car ils protègent contre l'usure. Mais il faudrait réunir sous une seule administration les deux Monts-de-Piété de Modène : le petit mont, qui est entièrement gratuit, et le grand appelé « la Générale ».

Dans la septième partie, Ricci s'occupe des institutions charitables à créer. Nous parlerons des trois principales :

I. Secours aux métiers. *Il faut développer l'industrie.* Au XVI[e] siècle, les arts et métiers étaient florissants à Modène, surtout l'industrie de la laine et de la soie. Plusieurs faits historiques témoignent de la célébrité des tissus modenais : On les employa pour recevoir le pape Paul III, pour habiller les soldats qui firent partie de l'expédition contre Soliman.

Pour favoriser cette industrie, il y avait une corporation de banquiers. Mais les progrès de la navigation, en facilitant l'importation des étoffes étrangères, firent tort aux industries italiennes. Puis la Cour ducale s'étant transportée à Modène, la fierté espagnole fit mépriser de plus en plus les artisans, dont un grand nombre quitta le pays. La charité publique, supprimant les secours aux artisans et les multipliant aux mendiants, fit, d'une ville industrielle, une ville oisive.

Cependant, les fabriques de lainage et de soieries ne disparurent pas complètement et, depuis vingt ans, on remarque une reprise d'activité, en même temps qu'on développe la culture du mûrier et qu'on perfectionne la teinturerie. L'administration municipale a offert des

primes et fait des contrats avec des entrepreneurs pour qu'ils occupent des mendiants. Ce qui a procuré de grands avantages, diminué le nombre des pauvres. On a placé des enfants comme apprentis, ce qui fait qu'ils coûtent bien moins à l'administration. Ces mesures ont développé enfin la culture du chanvre, du mûrier et tout ce qui concerne le travail préparatoire du tissage.

II. Fonds pour les mauvaises années. Le territoire de Modène est bien moins fertile que les vallées qui l'avoisinent. Aussi le cultivateur n'est pas très heureux et, pour peu que la récolte soit mauvaise, une foule de paysans vient mendier en ville. La statistique des dix dernières années montre que la mortalité a été sensiblement en proportion avec le prix des vivres.

III. Direction des pauvres (Soprintendanza). Le droit de mendier ne peut être libre. Aussi faut-il un bureau pour surveiller les pauvres. Interdiction aux étrangers de mendier. Les pauvres devront être inscrits sur des registres et avoir une plaque ou un signe quelconque. La bastonnade devra être donnée aux faux pauvres.

Dans la huitième partie, Ricci s'occupe des principes économiques qui devront régir les contrats, à cause de la variation et de l'augmentation des prix. Il propose le moyen suivant : Dans tous ces contrats, où l'on conviendra d'un prix en espèces, il faudra stipuler que ce prix devra servir à acheter un nombre fixe de boisseaux de blé de bonne qualité à Modène ou à payer un nombre fixe de journées de travail. Si le prix du blé ou de la journée de travail augmente, le prix de la redevance augmentera proportionnellement, et réciproquement. De cette façon, les institutions charitables qui font

des contrats souvent de longue durée ne seront pas lésées.

Enfin, toute fourniture, tout travail, devra être fait aux enchères, par adjudication, pour éviter toute espèce de fraudes.

Ricci a fini maintenant son rapport. Il ne lui reste plus qu'à parler du personnel de l'administration des institutions charitables, ce qu'il fait dans sa neuvième et dernière partie....

Il a ainsi indiqué les améliorations qu'on peut faire, mais il fait très justement remarquer en terminant que la véritable réforme doit être dans les mœurs....

Cette analyse pourra paraître longue et fastidieuse, quoique nous l'ayons très écourtée. Nous avons cru pourtant devoir la faire. Car le but que Ricci s'est proposé est essentiellement pratique, à la différence de Malthus qui voulait exposer une loi naturelle, théorique et ensuite en faire la preuve par les faits. Et du moment que la *Riforma degl'istituti pii* était un rapport, qui devait se baser sur des faits, ne pas parler de ces faits aurait été passer sous silence une partie importante de l'œuvre de l'illustre rapporteur. Du reste, ces faits sont souvent accompagnés de remarques intéressantes, comme nous l'avons vu à propos des orphelines de Saint-Geminien, et des dotations de jeunes filles. Ricci nous montre, toujours à propos de ces faits, les avantages de l'industrie, son influence sur la prospérité d'un pays, sur la diminution du paupérisme. Sur les variations de prix et sur l'augmentation de valeur des choses, il propose un système ingénieux qu'il voudrait voir devenir une clause de style dans les contrats que

passeraient les administrations des œuvres pies. Il attribue enfin une grande importance aux données statistiques et s'en sert souvent. C'est pour cela que nous avons fait cette analyse de la partie pratique de l'ouvrage de Ricci. Nous l'avons, du reste, faite aussi brève que possible. Nous avons comparé Malthus et Ricci. Mais nous croyons que s'ils se ressemblent parfois, ils ont souvent des opinions contraires ; nous estimons que le comte Pecchio et M. Sinigaglia ont quelque peu exagéré les comparaisons entre ces deux auteurs, sans faire assez ressortir les différences qu'il y avait entre eux.

CHAPITRE III

BECCARIA

Nous arrivons maintenant à une des gloires de l'Italie, au plus éloquent des philosophes italiens, au marquis Cesare Beccaria Bonesana.

Beccaria naquit à Milan en 1735 et fit ses études chez les Jésuites de Parme (1). A quinze ans, il acheva sa philosophie et résuma de lui-même la rhétorique. Sorti du collège à dix-sept ans, les mathématiques et la science de l'homme occupèrent tous ses soins.

En 1762, il commença sa carrière d'auteur, en publiant quelques observations *Sul disordine e de'rimedj delle monete nello stato di Milano*, bref, mais succulent et élégant opuscule, qui donna lieu à une petite controverse. Ensuite il prit part, avec Pietro et Alessandro Verri, ses fidèles amis et d'autres jeunes gens, à la rédaction du *Caffè*, qui se publia en 1764 et 1765.

Pietro Verri et Beccaria étaient inséparables. Le désir du bien public ardait dans leurs cœurs ; ils avaient tous deux une grande impatience de se distinguer parmi les citoyens utiles. Les hommes instruits, surtout en France et en Allemagne, étaient alors tous d'accord et presque en complot ouvert pour persuader aux souverains la nécessité d'une prompte réforme des lois criminelles.

(1) Cette biographie est prise dans Custodi, t. XI, pp. 1-16.

Ces illustres jeunes gens ne manquèrent pas de s'intéresser aux discussions qui en résultaient, et le chevalier Alessandro Verri leur en fournissait fréquente et ample matière, car il était alors « protecteur des prisonniers », près le tribunal de Milan. Beccaria ne sut pas résister aux instances de son ami, qui le pressait d'écrire ses réflexions. C'est ainsi que naquit la très célèbre œuvre *De'delitti e delle pene*. L'œuvre fut terminée en deux mois et imprimée en 1764. Sa renommée se répandit en un clin d'œil ; elle fut traduite en vingt-deux langues. L'impératrice de Russie, Catherine II, fit demander à l'auteur s'il voulait aller à Saint-Pétersbourg, avec l'offre d'un emploi conforme à sa qualité.

Comme Beccaria avait trouvé convenable de prévenir le plénipotentiaire impérial, comte de Firmiani, de cette communication, le ministre en donna avis à la cour.

La cour décida de garder Beccaria en lui donnant un emploi honorable, tout en lui laissant la permission d'aller en Russie, pourvu qu'il en revienne. Il n'y alla pas cependant, et les promesses de la cour ne tardèrent pas à se réaliser. Le gouvernement autrichien institua exprès pour Beccaria une nouvelle chaire d'*Economia pubblica*, avec le titre de sciences camerales, et l'y nomma par dépêche du 1er novembre 1768.

Il commença ses fonctions le 9 janvier 1769. Les leçons, qu'il fut autorisé à faire dans sa propre maison, étaient fréquentées et applaudies. Leur plan n'en pouvait être plus vaste ni leur exécution plus profondément méditée. Il est regrettable que, faute de temps, Beccaria n'ait pu les faire suivant le plan qu'il s'était proposé. Il voulait traiter de l'agriculture politique, des manufac

tures, du commerce, des finances et de la police (sens ancien) publique. Il n'a pas parlé du tout des deux derniers sujets, et a traité le dernier avec tant de rapidité qu'on peut dire que c'est une tête de chapitre plutôt qu'un traité.

A la même époque Beccaria s'occupait d'un travail non moins ardu, l'analyse des idées appliquées à une des formes du beau, la nature du style. La première partie de ses recherches fut publiée en 1770, mais elles ne furent pas continuées, et on n'a rien trouvé d'autre dans les écrits de l'auteur, sauf un long chapitre (le 16e) sur le principe général pour l'étude du style.

Malheureusement pour les sciences, l'estime de la cour lui donna des charges, auxquelles il s'adonna entièrement, et qui firent perdre pour sa renommée les vingt-cinq ans qui lui restaient à vivre.

Par dépêche du 29 avril 1771, il fut nommé au suprême Conseil d'Economie. A sa suppression, il devint membre de la cour politique camerade, et enfin de la Junte pour la réforme du système juridique civil et criminel, par dépêche du 17 janvier 1791.

Une preuve de son zèle infatigable en ces importantes charges est de voir que les consultations sur les objets de la plus grave importance lui étaient confiées : sur les vivres, la réforme monétaire, l'unification des poids et mesures. L'ordre, la clarté, la précision sont la marque constante de ces travaux, et parfois on y entrevoit l'homme de génie qui, saisissant l'occasion des stériles occurrences de son ministère, s'élève à l'origine des choses, et étudie leurs rapports entre elles.

En 1776, il dut céder aux instances de ses amis et,

avec Alessandro Verri comme compagnon, il fit un voyage en France.

C'est l'unique trait qui interrompit la monotonie de sa vie, comme magistrat. Dans ses dernières années, il s'était presque isolé de la société. Il mourut d'apoplexie, en novembre 1793.

Il se maria deux fois, fut bon ami, modeste, mais tenace dans son opinion. Il se plaisait dans la société des hommes de lettres et n'aimait pas celle des grands. Le roi de Naples, de passage à Milan, se présenta deux fois à sa maison pour le visiter, mais ne fut pas reçu.

Le désir du bien public le touchait vivement, et il dirigea tous ses efforts vers ce but.

Custodi termine cette biographie en réfutant Linguet (1) qui, dans ses annales, racontait que le traité des délits et des peines avait été suggéré par les encyclopédistes français. Il suffit, dit-il, de lire les *Lezioni* pour y retrouver les mêmes qualités.

Les *Lezioni* n'avaient pas été publiées. Custodi se servit d'un exemplaire que Beccaria lui-même avait fait copier, pour le porter avec lui, dans son voyage à Paris. Ce sont de ces *Lezioni* dont nous allons nous occuper. Elles forment les volumes XI et XII de la collection des *Scrittori classici Italiani di Economia politica*, sous le titre de *Elementi di Economia pubblica, inediti*.

Ces éléments sont d'une clarté et d'une précision remarquables, d'une grande vigueur de déduction. Avant Beccaria, l'économie politique en Italie était souvent diffuse, pleine de digressions. Il la rendit concise et lui donna vraiment le caractère d'une science.

(1) Linguet. *Annales politiques*. 1779. t. V. pp. 401 et suiv.

« Lorsque je lus pour la quatrième fois les éléments de Beccaria, dit le comte Pecchio (p. 202), je me proposai de noter des passages pour les citer comme un essai de son style vif et enchanteur, mais il m'arriva comme à celui qui notait les plus beaux vers d'Homère, et qui les nota tous. Le style de Beccaria est substantiel, vigoureux, riche de pensées. Il ne s'astreint pas au pusillanime choix des mots. Ses épithètes sont neuves, exprimant des qualités nouvelles ou de nouveaux rapports des choses. Son style, comme celui de Dante et de Byron, est plein de choses ; avec un seul mot, il éveille souvent une infinité d'idées, c'est un panorama pour les yeux de l'imagination. »

Il accepte les doctrines des physiocrates, sans repousser cependant toutes les théories mercantilistes. En somme, comme l'abbé Galiani, il est éclectique, veut la liberté des grains mitigée par des droits protecteurs, attaque les corporations et les prohibitions.

M. Cossa (1) estime qu'il n'a pas l'originalité que lui attribuait Say dans l'analyse des fonctions des capitaux, ni celle que lui reconnaissait Pecchio, au sujet de la division du travail, et Ingram sur les causes déterminantes de la diversité des salaires dans les différents métiers. Mais il a des idées très exactes sur la population et a souvent des points de contact avec Malthus. Il n'a pas fait une théorie complète sur ce sujet ; mais, comme Ortès et Ricci, il a le mérite de s'écarter des idées dominantes à son époque et de montrer que la population obéit à des lois naturelles contre lesquelles

(1) *Histoire des doctrines économiques*, p. 292.

on ne peut rien. Il a très bien vu le lien étroit qu'il y a entre la population et les moyens de subsistance. La population peut croître indéfiniment, tandis qu'il y a une limite à l'augmentation des moyens de subsistance. Néanmoins, il ne craint pas un manque d'équilibre entre ces deux facteurs, et se préoccupe au contraire d'écarter les causes physiques et morales qui pourraient empêcher le développement normal et progressif de la population. En somme, il cherche plus la nature du principe de population que les effets qui en découlent, mais il s'est fait une idée très exacte de la nature de ce principe, comme nous allons le voir dans ce passage (§ 24, cap. II, p. 46 et 47, (Custodi, t. XI).

« L'augmentation de la population augmente le travail, parce que la toujours présente nécessité de la subsistance, et l'inclination vive et presque indestructible des hommes pour leur sol natal, les stimule à se procurer les moyens les plus sûrs pour vivre, quand de vicieuses causes politiques ne consacrent pas l'inertie, ne récompensent pas l'indolence, ou ne poussent pas les hommes à l'émigration. D'une façon très sûre, on peut dire cependant que la quantité de travail augmente plutôt la population, que la population n'augmente la quantité de travail, parce que la plus grande quantité de travail représente un plus grand nombre d'aliments, et la quantité de la population est toujours proportionnée à la quantité des aliments. Là où ils sont faciles et surabondants, la population accourt de tous les côtés, et l'invincible instinct de propagation ne trouve pas d'obstacles physiques pour se développer, quand les obstacles moraux ne s'opposent pas aux forces perpétuatrices de la

nature. La population superflue peut être à charge à la nation, quand elle n'est pas l'effet d'une plus grande quantité de travail, parce que la nourriture de cette population superflue et oisive sera aux frais de la population utile. Mais la population, quelque grande qu'on la suppose, sera toujours avantageuse à elle-même, quand elle est l'effet d'une plus grande quantité de travail, parce qu'alors, avec le nombre, croissent les moyens de subsistances et le bonheur de chacun. »

Le problème est, comme on le voit, posé clairement. Comme Malthus, Beccaria remarque que la puissance génératrice de l'homme est indéfinie quand elle s'exerce librement, sans obstacle, et qu'à une augmentation de population, il est nécessaire que corresponde une augmentation des moyens de subsistances.

Il a, du reste, consacré un chapitre entier de ses *Lezioni* à la population (1), chapitre qui est peut-être le meilleur de tous, par les principes qui y sont développés, et par les observations justes et sages qu'il contient. C'est ce chapitre que nous allons analyser. Là, Beccaria décrit comment la population se distribue et se répartit sur la terre, met en lumière avec une grande exactitude les rapports qu'il y a entre la population et les moyens de subsistances. Ensuite, il étudie longuement les causes de dépopulation, qu'il divise en causes morales et physiques. Il termine ce chapitre en faisant des statistiques, et en s'appuyant sur les tables de mortalité de Deparcieux pour la France, et de Kerseboom pour la Hollande.

(1) Cap. III. Della popolazione, parte prima des Elementi di Economia pubblica (Custodi, t. XI, pp. 55-116).

Reprenons tous ces points un à un :

Beccaria examine d'abord de quelle manière une population quelconque se répartit naturellement dans un pays : Les peuples sauvages, dit-il, se sont d'abord réunis dans les lieux où la nature offrait d'elle-même et spontanément des moyens de subsistances, près des fleuves et des sources, sur le bord de la mer, dans les riches pâturages, dans les terres fertiles ou dans des montagnes où il était facile de se défendre contre toute agression. Ces peuples ou plutôt ces peuplades étaient d'abord errantes et vagabondes. Elles devinrent stables et sédentaires par suite de heurts entre elles, puis à cause des travaux agricoles qui exigent un espace de temps assez long entre la semence et la récolte. On leur donna alors le nom de nations.

Les hommes trouvèrent plus facile, plus sûr de ne pas habiter au milieu de leurs terres, mais d'habiter ensemble, en une agglomération, et de se disperser seulement pour leurs travaux respectifs. C'est ainsi que se créèrent les villages. En chacun de ces villages s'établirent des artisans qui fournirent aux travailleurs les choses dont ils avaient besoin. Le commerce réciproque qui se faisait entre ces villages fit choisir celui d'entre eux qui était le mieux placé comme centre de communication et comme rendez-vous des habitants de la campagne. C'est l'origine des bourgs et des petites villes, où s'établirent les grands propriétaires, les gros commerçants et manufacturiers.

De cet historique, Beccaria tire plusieurs corollaires, dont le dernier a une importance capitale pour notre étude.

« Il faut observer, dit-il (1), que la population a naturellement certaines limites qu'elle ne peut dépasser. L'homme, tel qu'il se conserve et se propage, est le résultat des choses qui sont propres à sa nourriture. Ces choses sont produites par la terre, et la terre peut accroître leur reproduction jusqu'à un certain point, mais non indéfiniment. De plus, l'homme a besoin de l'aide des autres animaux, et de leur propagation à son service, et ceux-ci consomment nécessairement une partie des produits de la terre. Donc la population croîtra jusqu'à ce que peuvent croître ces moyens de subsistance. Ces moyens, en un lieu donné, peuvent croître : 1° jusqu'à ce que la terre arrive à son summun de fertilité par la perfection de l'agriculture ; 2° tant que les produits peuvent être transportables d'un autre lieu en ce lieu, en paiement des services et travaux faits en faveur des cultivateurs et propriétaires étrangers. Ces salaires, ces services et ces œuvres seront proportionnés au nombre précisément de ces propriétaires et cultivateurs, eux aussi limités en nombre par les moyens de subsistance fournis par leurs terres respectives.

« Finalement, la propagation de notre espèce peut diminuer, mais non indéfiniment, au moins en faisant abstraction des indéfinies et extraordinaires révolutions physiques et morales, parce que les mêmes causes intrinsèques qui font diminuer les moyens de subsistance, comme l'avilissement de la valeur des produits, et la difficulté de la circulation qui réduit en peu de mains la richesse représentative, sont celles qui isolent de toutes les autres la nation réduite en cet état, d'où ces

(1) Page 60.

mêmes moyens de subsistances qui étaient rares, redeviennent surabondants. Pour cela est également stupide la peur de ceux qui craignent, à tout changement minime de constitutions politiques, de voir disparaître la population, de même qu'est chimérique l'espérance de ceux qui, faisant centre et but unique de la politique, la multiplication de la population, croient qu'elle peut croître indéfiniment et que cela seul suffit, si elle croît, parce que tout bonheur et tout bien en dérivent dans une telle nation. Il est donc clair que la population étant une conséquence de l'accroissement des moyens de subsistance plutôt que ceux-ci sont une conséquence de celle-là, on doit avoir pour point fixe et réel de toute recherche et de tout règlement, l'accroissement de ces moyens de subsistance, qu'on ne peut obtenir que de la terre et laisser le reste « alle cure segrete ed imperscrutabili della natura perpetuatrice delle generazioni ». En tout lieu où un homme et une femme peuvent vivre passablement se fait un mariage, dit Montesquieu. »

Il résulte de ce passage, que Beccaria a formulé, comme Malthus, la loi de la productivité décroissante de la terre qui s'oppose à la fécondité indéfinie de l'homme. Ortès, au contraire, se fondait sur la limitation de l'espace, tandis que Beccaria se fonde sur le « colmo di ferocità » de la terre. Or, la « limitazione dello spazio » ne signifie rien par elle seule, si on peut y remédier par une culture intensive. Au contraire, s'il y a, de plus, un maximum de fécondité que la terre ne peut dépasser, il y aura certainement une limite à l'accroissement de population. C'est ce que Beccaria a fort bien compris, près de trente ans avant Malthus.

La population est donc régie par des lois naturelles, auxquelles il ne faut pas songer s'attaquer. Il faut simplement enlever, détourner les obstacles qui empêchent l'action de ces lois naturelles. La population ne peut, de plus, dépasser un certain point (moyens de subsistance). Néanmoins, une population nombreuse est utile, non seulement parce qu'elle produit naturellement une augmentation de travail, mais encore parce qu'elle rend un Etat plus fort, plus sûr, plus puissant. Et du moment qu'une nombreuse population a d'heureux effets, il est important de connaître les causes qui dépeuplent les nations. C'est à quoi Beccaria est logiquement amené, et il divise ces causes dépopulatrices en physiques et en morales.

Il commence par les causes physiques qu'il divise en trois principales : le climat et la situation malsaine, les épidémies, et enfin le charlatanisme.

I. *Climat, situation malsaine.* — Dans les pays entourés de montagnes telles qu'elles arrêtent les vapeurs qui s'exhalent de la terre, dans les pays marécageux et remplis d'eaux stagnantes, les maladies sont plus fréquentes et, par suite, la mortalité est plus grande. Aussi, il serait très bon et très utile d'éloigner des villes les cultures qui réclament des eaux stagnantes, de propager les cultures saines et sèches à leurs abords, d'ouvrir des canaux qui draineraient les eaux des marais, et irrigueraient des terres qu'ils fertiliseraient.

Dans les grandes villes, la misère, la débauche, le libertinage augmentent encore la mortalité.

II. *Epidémies et maladies contagieuses.* — On remédie aux maladies épidémiques par la perfection et la

bonne réglementation de la médecine. La médecine se perfectionne par l'étude de l'anatomie, de l'histoire naturelle, de la chimie, par la recherche exacte des propriétés des corps. Toutes ces sciences ne se perfectionnent que par un raisonnement exact et l'esprit philosophique. Elles doivent être protégées et encouragées, en récompensant les travaux, en provoquant les recherches, l'esprit de curiosité. C'est à quoi devra tendre le législateur.

Mais la médecine se perfectionne encore plus par l'expérience que par les raisonnements théoriques. Aussi, pour diminuer la mortalité, on devrait obliger les médecins à faire une relation des maladies qu'ils soignent, sans les rendre responsables de leurs issues fatales, sauf le cas de crime évident ou d'erreur inexcusable, pour ne pas éloigner de nombreuses personnes de cette carrière. De cette manière, on aura un dépôt d'expériences qui serviront aux siècles à venir.

Quant aux maladies contagieuses, elles seront combattues par ce que Beccaria appelle les « provvidenze economiche », et ce que nous appelons aujourd'hui le service sanitaire. La peste orientale est tenue éloignée par les précautions des nations européennes maritimes (service des quarantaines). L'inoculation a fait disparaître les redoutables effets de la variole.

III. *Charlatanisme*. — Beccaria s'élève vivement contre les empiriques, les charlatans de toute espèce qui trompent les gens crédules avec leurs amulettes, leurs enchantements, leurs fausses oraisons. La main ferme du législateur doit faire cesser ces impostures et ces sornettes. Jadis, l'époque la plus dangereuse pour deux personnes (mère et enfant) était l'époque des couches.

Aussi, notre auteur félicite-t-il le gouvernement qui a a donné une instruction particulière et raisonnée aux sages-femmes. Pénétré des idées de l'*Emile* de J.-J.-Rousseau, il s'élève vivement contre les langes, les corsets qui étouffent les enfants, vicient leurs formes naturelles, gênent leur accroissement normal. Il s'élève aussi contre les « remplaçantes », et condamne cette pratique qui soustrait les enfants au sein et à l'inimitable vigilance de leurs mères, pour les confier à des soins mercenaires.

Passant aux causes morales de dépopulation, il constate qu'elles sont plus nombreuses et plus difficiles à dégager. Car souvent les causes morales sont cachées dans les habitudes les plus chères, les plus familières, et quelquefois même dans les lois les plus antiques et les plus respectables. Il trouve six principales causes morales dépopulatrices : la barbarie et l'ignorance, la rareté des noces, le célibat, le luxe, l'émigration, l'augmentation des villes.

I. *Barbarie et ignorance.* — Les peuples barbares aiment les plaisirs violents et destructifs. Ignorant les causes des maux et les sources des biens, ils sacrifient tout ce qui a l'apparence des premiers à ce qui semble être les seconds. Ils préfèrent le carnage à l'industrie, négligent l'agriculture. Aussi l'histoire nous montre que les populations barbares étaient peu nombreuses, et que les invasions des barbares du Nord étaient dues plus à ce qu'ils fuyaient des terres ravagées pour aller dans des pays cultivés qu'à une nombreuse population.

II. *Rareté des noces.* — Les noces deviennent rares

dans beaucoup de pays, pour plusieurs raisons. Il y en a cinq principales :

a) Diminution du salaire dans l'industrie, car cela rend impossible au pauvre l'entretien d'une famille. Pour se marier, l'homme doit pouvoir nourrir sa femme, trois enfants en moyenne et lui-même, car sa femme s'occupera du ménage et des enfants, et ne pourra que rarement travailler. Si l'homme ne gagne pas de quoi entretenir ces cinq bouches, il ne se mariera pas, malgré l'instinct naturel qui le pousse à fonder une famille.

b) Commodité de la vie dissolue. Le législateur ne devra pas réprimer cette vie directement, ce qui ne ferait que la rendre plus précieuse et recherchée, mais par des moyens indirects qui pousseront peu à peu l'*ardente jeunesse* au mariage.

c) Obstacle « au libre choix des sujets », c'est-à-dire obstacles à la liberté de se marier avec qui on veut. Beccaria ne prétend pas renverser l'ordre établi, ni encourager la jeunesse à des unions prématurées et inconsidérées. Mais il veut néanmoins une plus grande liberté, et désire qu'à un certain âge, on puisse se marier avec qui on veut, sans que les lois ni l'autorité paternelle puissent s'y opposer.

d) Inégalité des biens. Cela vient surtout de la liberté de tester et des fidéicommis. Une famille qui absorbe les rentes de vingt familles aisées n'est pas aussi utile que ces vingt familles, car ces vingt familles auront plus de besoins qui mettront en œuvre les classes productrices que cette seule famille, quoique riche comme les vingt.

e) Pompe et luxe excessifs des noces dans les classes élevées, qu'imitent aussi les classes inférieures. On recher-

che les grosses dots, et celles-ci sont épuisées le soir des noces, alors qu'elles devraient être mises de côté pour venir en aide aux charges du ménage.

III. *Célibat.* — Beccaria prévoit que les personnes intolérantes vont l'attaquer, aussi déclare-t-il qu'il vénère le célibat religieux, mais qu'il sera toujours vrai que si ce célibat religieux est trop répandu, pareil fait sera nuisible à la sainteté de cet état. En effet, ce n'est pas la vocation générale à laquelle tous les hommes sont appelés. Ce serait contraire à la nature, cela rendrait inutile les deux moitiés du genre humain, cela ferait des états un cloître, des nations, une armée de moines. Aussi ce n'est pas une hérésie de condamner cet état, s'il se répand trop, « ce n'est pas une hérésie d'affirmer que le souverain a, de la plénitude de son pouvoir, de l'inaliénable obligation de conserver sa nation, de son autorité indépendante que Dieu et la raison lui ont concédé le droit absolu de réfréner et de limiter cet état, suivant la prudence et la sagesse des motifs qui l'animent » (1).

Si ce célibat se répand trop, il est plus apparent que réel, le libertinage fleurit de plus belle. Il ne s'agit pas ici du célibat religieux, mais de ce célibat laïque et profane qui usurpe la considération due au vrai célibat religieux, et domine dans la société par intérêt et égoïsme. Ces célibataires devraient supporter des charges plus lourdes, ce qui tournerait à l'avantage des gens mariés.

Voilà les causes de la rareté des noces, comment donc les encourager ? Il faudra pour cela favoriser l'industrie, le commerce et les arts, faciliter les moyens de subsistances. Il sera nécessaire aussi que le mariage soit honoré.

(1) Page 78.

A égalité de mérites, il faudra préférer l'homme marié au célibataire. Au soldat blessé et méritant, qui se mariera, il faudra concéder des terres, pour qu'il vive en paix et en famille. Beccaria termine par une invocation lyrique, pleine de la sensiblerie du XVIII[e] siècle, à la vie conjugale, respectable union qui provoque l'activité des hommes, apprivoise les furieux sentiments de l'amour, change la solitude en une société douce, intime et sûre, soulage les douleurs, excite les plus timides affections, console la vieillesse.

« O humble père de famille, dit-il (1), ô artisan qui blanchis dans ta boutique enfumée, je respecte ton grossier taudis : il est le temple de l'innocence et de l'honnêteé. Quand, en séchant la sueur de ton front, tu distribues un pain grossier à tes enfants, aux enfants de l'industrie et de la patrie, qui lèvent leurs tendres mains pour le recevoir ; quand je contemple l'amoureuse sollicitude de ta fidèle compagne, pour que la simplicité de ton gouvernement domestique te soit légère et utile, alors je me réveille de l'admiration que suscitait en moi la contemplation du cénobite séquestré, qui a su triompher de la nature et de la société qui se le réclamaient par de si puissantes invitations ! »

IV. *Luxe.* — Le luxe, en effet, nourrit les classes les moins utiles aux dépens de celles qui le sont le plus, attaque la production dans sa source, diminue cette *richesse primitive* qui sert de fondement à la culture, et est nécessaire pour perpétuer la reproduction.

V. *Emigration.* — L'émigration est produite par des causes variées :

(1) Page 82.

a) Par le manque de subsistance et de travail, c'est-à-dire quand des populations entières sont forcées de substituer immédiatement à un travail plus facile, un travail plus pénible et plus difficile.

b) Par les impôts excessifs ou par la façon odieuse dont ils sont perçus.

c) Par les levées trop grandes de soldats. Il est indispensable à une nation d'être armée, mais il doit y avoir une juste proportion entre la population et le nombre des soldats. Les politiques fixent cette proportion à 1 1/2 pour 100, c'est-à-dire à 18.000 soldats pour une population de 1.200.000 hommes. L'état militaire est nécessairement stérile, vu la mobilité de la résidence, la modicité de la paye, la dureté de la vie. Aussi, il semble qu'il faudrait enrôler les premiers, les paresseux et les vagabonds.

VI. *Accroissement des villes.* — L'entassement superflu des habitants dans une ville rend plus chers les moyens de subsistance, c'est-à-dire qu'une plus grande quantité de travail représente un nombre d'aliments moindre qu'elle ne le devrait. On abandonne alors les travaux utiles et productifs de la campagne pour aller dans les villes gagner plus, avec les « arts de la paresse et de l'intempérance ».

On voit que Beccaria s'est ici proposé un tout autre but que Malthus, et a examiné les causes de la dépopulation pour chercher à y remédier. Ces causes énumérées, il termine son chapitre sur la population en parlant de la statistique, car, dit-il, pour connaître ces causes, il faut connaître, avant, le détail de la population.

Ce détail peut se déterminer de différentes manières :

I. Par « l'énumération actuelle », c'est à dire par les chiffres qu'on possède actuellement. Ce procédé est mauvais, car il faut tenir compte des négligences inévitables et des erreurs volontaires.

II. Par les registres que tiennent les curés, qui y inscrivent les époques fondamentales de la vie humaine : naissance, mariage, mort. Ce serait un procédé très exact, mais il faudrait que le prince confie les registres à des personnes d'une culture suffisante, et qui procèdent avec ordre.

III. Par la capitation, dans les pays où elle existe. Dans le Milanais, elle pèse sur les hommes de 14 à 60 ans. Par chaque tête censible, il faut compter en plus deux femmes, un vieillard et trois enfants. En multipliant donc par sept, le nombre des personnes soumises à la capitation, on aura à peu près le nombre de la population.

IV. En comptant par maisons ou feux. On a coutume d'assigner cinq personnes par feu.

V. Par la quantité de consommation d'un produit particulier. Ce système est plus incertain, alors même qu'il y aurait un droit de consommation, à cause de la contrebande.

Ces cinq procédés, dont quelques-uns ne manquent pas d'ingéniosité, étant énumérés, Beccaria termine par des statistiques, s'appuyant sur un livre français imprimé à Berlin en 1768, intitulé : *Principes d'un bon gouvernement*, et sur les tables de rente viagère de Kerseboom, en Hollande et sur la liste des Tontines de 1689 et 1696 de Deparcieux (1), en France. Il recherche le nombre des

(1) Antoine *Deparcieux*, mathématicien et physicien fran-

mariages des habitants, des enfants, la vie moyenne, la mortalité annuelle dans différents pays. Il constate que la mortalité chez les enfants en nourrice est plus grande que chez ceux qui sont nourris par leurs mères, et encourage les mères à allaiter leurs enfants, en leur citant les exemples de la duchesse de Nassau qui allaita sa fille, la princesse d'Orange, et de la princesse Palatine qui nourrit son fils, le duc d'Orléans, le régent. Il constate enfin que la mortalité est plus grande dans les grandes villes que dans les campagnes.

Toutes ces recherches témoignent du soin extrême avec

çais (1703-1768). Il s'occupa d'établir des cadrans solaires et fit de nombreuses recherches sur l'hydraulique. Il inventa une machine ingénieuse pour l'élévation des eaux et présenta d'intéressants mémoires à l'Académie des sciences. Il publia en 1741 un *Traité de trigonométrique rectiligne et sphérique* qui ne contenait rien de bien neuf, et fut admis à l'Académie en 1746. Outre ses recherches sur l'hydraulique, il s'occupa jusqu'à sa mort des probabilités de la durée de la vie humaine, et fit paraître un essai qui porte ce titre. Ses tables de mortalité donnent aujourd'hui une valeur beaucoup trop petite à la durée probable de la vie à chaque âge. Aussi, les Compagnies d'assurances ne les considèrent que comme fournissant des limites en deçà desquelles les bénéfices sont certains.

Wilhem *Kerseboom* (1691-1771) occupa diverses fonctions dans l'administration des finances et fut secrétaire du service des postes. Les nombreux documents statistiques, tous les calculs qu'il a faits ont été longtemps utilisés par les auteurs qui traitaient des questions de vitalité et de survie (Voltaire, Duvillard, Euler, etc.). Il publia lui-même à la Haye une dizaine d'intéressantes dissertations sur les rentes viagères et la *Statistique démographique*.

lequel Beccaria s'est occupé de la population, des renseignements nombreux dont il s'est entouré.

Il serait faux de voir en lui un précurseur absolu de Malthus.

Sans doute, comme l'illustre économiste anglais, Beccaria a très bien vu qu'il y a des lois naturelles qui régissent le principe de la population. Il a parfaitement saisi le rapport qu'il y a entre la population et les moyens de subsistances, et compris que la population ne peut dépasser certaines limites, car l'augmentation des moyens de subsistances n'est pas illimitée.

Supérieur à Ortès et aux autres économistes de son temps, il a formulé la loi de la productivité décroissante du sol. Sans doute, il ne l'a pas établie d'une façon très précise et très nette, mais elle découle parfaitement de l'analyse que nous venons de faire des passages de ses *Elementi di economica pubblica*, où il s'occupe de la population.

Mais où il se sépare de Malthus d'une façon absolue, c'est quand il ne se préoccupe pas d'un manque d'équilibre entre la population et les moyens de subsistance. Sans doute, la population ne peut aller au delà d'une certaine limite ; mais il ne s'inquiète pas si cette limite peut être dépassée en fait.

Bien au contraire il veut une nombreuse population, qu'il croit nécessaire à la grandeur et sécurité de l'Etat. Aussi parle-t-il longuement des causes de dépopulation, et des remèdes qu'il faut apporter pour les combattre. Toutes les recherches et calculs de statistique qu'il fait ont pour but unique de connaître ces causes dépopulatrices, pour mieux y obvier.

S'il est un précurseur de Malthus à certains points de vue, il s'en sépare donc souvent. Néanmoins, ses théories sur la population sont intéressantes, et M. Sinigaglia (p. 154) se rallie complètement à l'opinion de Pierson, qui déclare que c'est la partie la meilleure de l'œuvre de Beccaria par la clarté, la simplicité et la solidité de la doctrine.

CHAPITRE IV

BRIGANTI

Briganti nous retiendra plus longuement que Beccaria, car il a fait une théorie complète (du moins il a cru la faire) sur le principe de population. Il vivait encore quand parut la collection des *Scrittori classici*. Aussi, Custodi ne donne-t-il pas de détails sur sa vie, alléguant qu'on ne peut avoir la biographie des personnes vivantes que par elles-mêmes et que les gens de mérite sont modestes. Il publie l'*Esame Economico*, car il n'existe, dit-il, qu'une seule édition de l'œuvre de Briganti, c'est celle de 1780, de l'imprimerie Simoniana de Naples, qui est déjà rarissime.

Filippo Briganti, naquit à Gallipoli (royaume de Naples), en 1725, et mourut en 1804. Avocat, puis militaire, il revint à sa profession première, et s'adonna à une étude approfondie de la jurisprudence, nourri de la lecture de Beccaria, de Montesquieu et de Vico. Il fit des poésies sous le titre des *Quatro Stagioni* (1795). Mais ses principaux ouvrages sont l'*Esame Economico del sistema civile*, et l'*Esame analytico del sistema legale* (Naples, 1777) qui le fit nommer membre de l'Académie des sciences et belles-lettres de Naples. On a encore de lui des mémoires pour la défense de Beccaria, sur l'éloquence du barreau, etc. Le marquis de Tommaso publia ses œuvres posthumes en deux volumes.

Ses ouvrages sont remarquables par la force et la profondeur de la pensée, par sa très grande érudition qui lui fait faire de nombreuses citations. Mais son style est emphatique et manque d'élégance et de clarté.

Le but principal de son *Esame Economico* est la réfutation des théories de Mably, de Rousseau et de Linguet, qui déclaraient que le commerce, les richesses, l'instruction, la vie de société étaient la source de tous les maux.

« L'ouvrage de Briganti, dit le comte Pecchio (p. 281), est une réfutation implicite des doctrines de Mably, de Rousseau et de Linguet, sans cependant que l'intention y soit annoncée. Si parfois il les cite et les combat, il n'emploie ni rancune, ni amertume. Briganti était fait pour estimer les écrivains de génie, quelles que fussent leurs opinions. D'un esprit libre et indépendant, admirateur de Voltaire, qu'il cite souvent, de Montesquieu, de Bayle, de Raynal, ennemi du despotisme, amant et panégyriste de la liberté autant que ces philosophes français, il ne pouvait montrer de l'aigreur contre eux. S'il ne put adhérer aux opinions de Rousseau et de Mably, qu'il estimait d'ailleurs, c'est parce qu'il avait plus à cœur le bonheur des peuples que la renommée des auteurs. »

Il s'élève donc contre les théories de Rousseau et de Mably, dans son *Esame Economico,* dont le plan, les divisions sont très curieuses et originales (1) :

(1) *Custodi.*

TOMO XXVIII, Esame Economico del sistema civile di Filippo Briganti, Napoletano.

I. Introduzione, p. 9.

Libro primo, Esistenza operosa :

Cap. I, *Beni fisici*, p. 13.

Etant donné que la tendance de l'homme est vers la perfection, il en sera de même des nations qui sont des réunions d'individus. Aussi les trois conditions qui sont nécessaires pour que l'individu arrive à la perfection (activité, subsistance, instruction), seront nécessaires aux nations. Une nation prospère doit donc combiner en même temps : une existence laborieuse (esistenza operosa), une subsistance copieuse (sussistenza copiosa), et une consistance vigoureuse (consistenza vigorosa), laquelle consistance s'obtient par une population nombreuse et une instruction très répandue. Aussi, au livre III de son *Esame Economico*, il s'occupe de la « popolazione », dans le chapitre premier, et de l' « istruzione », dans le chapitre second.

C'est ce chapitre premier sur la population que nous allons voir de près, et qui est intéressant pour notre étude.

Un corps politique est vigoureux par le nombre des forces qu'il contient et par la perfection des talents. Ce nombre des forces s'obtient par la population, la perfection des talents par l'instruction. Population et instruction sont les deux facteurs en qui réside la prospérité

Cap. II, Beni morali, p. 35.
Cap. III, Forze mecaniche, p. 60.
Libro II, Sussistenza copiosa :
Cap. I, Agricoltura, p. 112.
Cap. II, Pastorizia, p. 229.
Cap. III, Commercio, p. 273.
Cap. IV, Navigazione, p. 65.,
TOMO XXIX.
II. *Libro III*, Consitenza vigorosa.
Cap. I, Popolazione, p. 219.
Cap. II, Istruzione, p. 335.

civile d'un état. La population est favorisée par des causes physiques et par des causes morales.

Les causes physiques sont au nombre de trois : l'air, la terre, l'eau.

***

L'air est l'élément sans lequel l'homme ne peut vivre et respirer. Briganti se lance ici dans des explications physiologiques, et conclut que l'air peut être sain ou malsain.

Dans l'Amérique du Nord, d'épaisses forêts empêchaient la libre circulation de l'air, qui était empoisonné par les marais, les eaux stagnantes, les exhalaisons de la terre. Mais, après que les colons européens eurent défriché, coupé les bois, ouvert des canaux, élevé des digues, l'air devint plus pur, la vie humaine plus sûre, et la population plus nombreuse.

En Egypte, les Troglodytes arrivèrent bien à faire écouler les eaux du Nil, à faire pousser de riches moissons. Mais, si la terre contribua à leur subsistance, l'air contaminé ne fut pas favorable à leur accroissement de population. Même aujourd'hui que l'art de l'homme a assaini le pays, l'air malsain y éclaircit cruellement les vies humaines, au moins une fois tous les dix ans. Ce devait être bien pis dans les premiers siècles de l'antiquité :

Un peuple laborieux et actif, un gouvernement bienfaisant et vigilant peuvent, par des digues et des canaux, dessécher et assainir un pays. C'est ce qui est arrivé aux Pays-Bas où les habitants ont su se défendre contre l'Océan, la Meuse et le Waal.

Mais l'homme ne peut rien, dans les pays où le sol est

arsenical, bitumineux ou métallique. Là, les végétaux languissent, les animaux disparaissent, les hommes périssent. Toute terre féconde en mines est contraire à la fécondité des vivants. C'est ainsi que les royaumes africains de Tombout et de Temian, si riches en gisements aurifères, sont et seront toujours dépourvus de population.

Briganti cite toujours un grand nombre de textes, donne un grand nombre d'exemples historiques à l'appui de ses théories. Nous croyons devoir les citer, alors même qu'ils sont parfois bizarres et souvent faux, parce que ce serait défigurer l'analyse de son œuvre que les passer sous silence.



Arrivons à la terre, deuxième cause physique de la population.

Un dicton nous dit que, pour multiplier l'espèce humaine sur la terre, il faut d'abord y semer du grain, puis des hommes. C'est sous une autre forme l'axiome économique que la subsistance est la mesure de la population : « che la sussistenza sia la misura della popolazione. » Que l'homme tire ses subsistances des classes animées ou inanimées, il dépend toujours du système végétal, et l'aliment qui le soutient vient toujours de la terre.

« Si la main de ce fils chéri de la nature (1) ne presse pas avec une diligence assidue le sein de sa mère..... les produits spontanés de la végétation ne suffisent plus à prolonger son existence paresseuse. Le nombre des bras fait valoir la terre, et de ses sillons, il semble que

(1) Pages 226 et 227.

surgissent à l'envi les moissons abondantes et les nombreux consommateurs. Cet équilibre économique entre la subsistance et la population paraît s'étendre à toutes les espèces d'êtres vivants. Les loups sont autrement féconds que les brebis, et, malgré leur fécondité, sont beaucoup plus rares qu'elles, parce que celles-ci trouvent facilement des pâturages, tandis que les loups ne trouvent leur proie qu'avec peine. Les chasseurs Samoyedes retirent avec peine ce qui leur est absolument nécessaire d'un très vaste continent. Les cultivateurs de l'Arno, en un tout petit espace qu'ils travaillent, font reproduire les aises et les délices de la vie....

« La terre n'est pas fertile partout, mais partout l'industrie humaine peut stimuler sa paresse à fournir une subsistance copieuse, et où cette subsistance s'obtient, le nombre des hommes se multiplie infailliblement. »

C'est ainsi que la Toscane et la Suisse, quoique pays peu fertiles, ont une nombreuse population, parce que les terres, cultivées avec ardeur et intelligence, fournissent de nombreux moyens de subsistance.

Briganti montre alors l'influence des échanges sur le développement progressif de la population. « La terre donc (1), comme cause physique, concourt à la multiplication des hommes, autant par l'occupation à l'agriculture que par la subsistance au consommateur. Les hommes font surgir les moissons de la terre, et l'espérance des moissons encourage les hommes à travailler la terre. Une partie de la récolte est réservée à la main qui défriche, qui sème, qui moissonne, qui récolte, et le surplus

(1) Page 228.

n'est utile que si on en a la vente. Le laboureur a besoin de cabanes, de meubles, d'outils, et le superflu de sa consommation est nécessairement échangé avec l'artisan qui a, lui aussi, besoin de subsistances. Cet échange de produits et de choses manufacturées met les classes laborieuses dans l'abondance, et quand le citoyen possède les commodités et les délices de la vie, il cherche une compagne de sa fortune, pour partager ses plaisirs avec elle, et voilà une famille fondée. La fécondité des sexes multiplie les bouches, la consommation augmente, le travail redouble, la nature se reproduit plus copieusement, et la fertilité plus grande fait subsister une plus grande population. Un territoire inculte n'est bon qu'à faire paître un troupeau, et un troupeau n'a besoin que d'un berger. Une forêt n'a besoin de la hache qu'après plusieurs années de repos ; et, quand vient l'époque de la coupe, il n'y a pas place pour un grand nombre de mains. Un champ cultivé, au contraire, nourrit de nombreux animaux, fait subsister de nombreux hommes. Les hommes se multiplient en raison des subsistances, et les subsistances en raison du travail. Beaucoup de bras occupés et nourris en un petit espace forment une multitude, et une multitude, circonscrite dans cet espace, forme une vigoureuse population. »

On ne peut nier, d'après ce passage, que Briganti ait très bien saisi le lien qu'il y a entre la population et les moyens de subsistance.



La troisième cause physique de population est l'eau. La terre ne récompense pas toujours suffisamment le

travail du cultivateur. Quand elle est stérile, sablonneuse ou pleine de rochers, quand elle est sans végétation, l'homme n'y multiplie pas, à moins qu'elle ne soit baignée par des eaux poissonneuses. Les hommes abandonnent alors la terre pour les eaux. Les peuples ichtyophages furent de tous lieux et de tous temps. Tous les voyageurs en citent, depuis Néarque et Onesicrite jusqu'à Banks et Solander. Dans les îles de la mer du Sud, la fréquence des hommes est en raison de la quantité de poissons qu'on pêche. En Europe, la prospérité des Provinces unies prouve qu'une nombreuse population peut subsister sans semer ni moissonner.

Guillaume Beuckels fut le bienfaiteur de son pays, en étant le premier à encaquer les harengs. Aussi Charles Quint alla-t-il visiter sa tombe à Biervliet.

En Chine, de nombreuses populations vivent complètement sur des bateaux ancrés dans des fleuves, et tirent de la pêche une facile subsistance.

La pêche, quand le poisson est abondant, fournit une nourriture plus sûre que la culture de la terre, où la gelée, la sécheresse, la grêle détruisent en un jour le fruit des sueurs de plusieurs mois. Briganti ne songe pas que le poisson peut, lui aussi, venir à manquer, comme le fait s'est produit en Bretagne, en 1902.



Les trois causes physiques de population sont donc l'air, la terre et l'eau.

L'homme doit respirer et a besoin de l'eau. Il faut qu'il se nourrisse et il tirera ses aliments de la terre ou de l'eau, c'est-à-dire de la culture, de l'élevage ou de la pêche.

Avant de passer aux causes morales de population, Briganti va longuement s'étendre sur une question en vogue à son époque. C'est de savoir si la population des peuples de l'antiquité était plus ou moins grande qu'aujourd'hui. Wallace soutient que la population du monde ancien était de beaucoup supérieure à celle des temps modernes. Hume, au contraire, soutenait qu'elle était bien inférieure. Briganti n'adopte ni l'une ni l'autre des opinions des deux économistes Ecossais. Il se tient entre les deux et adopte une troisième opinion : La population de l'antiquité n'était ni plus grande ni plus petite que celle des Etats modernes. Elle était la même. Le monde a toujours été à peu près également peuplé, et il est probable qu'il en sera toujours de même. La population a donc et sera donc toujours constante.

Et Briganti démontre la fausseté et l'exagération des calculs que l'on fait sur l'antiquité.

D'après Diodore de Sicile, Ninus arma contre les Bactriens 1.600.000 fantassins, 200.000 cavaliers et 10.600 chars. Semiramis mit en campagne 3 millions de fantassins, 500.000 cavaliers, 100.000 chars, 100.000 hommes montés sur des chameaux, et une escadre de 2.000 navires. Darius envahit la Scythie à la tête de 7 ou 800.000 hommes et inonda la Grèce, selon Justin, de 600.000 soldats. D'après Hérodote, Xerxès embarqua 240.000 hommes sur 3.000 navires, fit passer l'Hellespont à une armée qui arrive au total de 2.317.610 hommes. Ce n'est donc pas à tort que Justin disait qu'une telle multitude desséchait de ses lèvres les fleuves de la Grèce, et n'avait pas la place de fouler de ses pieds le territoire qu'elle voulait conquérir.

Briganti démontre alors que ces armées sont créées à coups de plumes, et sont invraisemblables et absurdes, dès qu'on les soumet à un raisonnement quelconque. Car, dit-il, dans quel arsenal aurait-on pu construire les 2.000 navires de Sémiramis, avec quel bois ? Trajan dut faire venir de très loin les matériaux, quand il voulut lancer une petite escadre sur l'Euphrate. Dion Cassius l'affirme.

De plus, ajoute-t-il, comment pourrait-on nourrir et commander de telles multitudes ? Où trouverait-on les fourrages, les vivres, les munitions nécessaires ? Comment faire régner l'ordre, la discipline, empêcher les désertions ?

La tradition veut également que, la Scythie formant une bosse sur la forme sphérique de la terre, c'est dans cette région que se réfugia, après le déluge, la seule famille qui échappa à la colère divine. En effet, il fallait qu'elle se retire sur des montagnes élevées pour y respirer un air plus pur et y cultiver une terre moins vaseuse. C'est donc en Scythie que se multiplia l'espèce humaine, vivant de la vie agricole et pastorale. C'est de là qu'eut lieu la diffusion des peuples. C'est de là que prirent naissances les nombreux torrents de Cimbres, de Sarmates, de Gêtes, de Huns, de Tartares et autres barbares qui ont ravagé l'Europe.

Il est très vraisemblable que la Scythie ait eu une grande population, et ait été le pays le premier peuplé après le déluge. Mais le nombre des hommes qui prirent part à ces invasions est loin d'être aussi exorbitant qu'on le croit généralement. A ce propos, Briganti cite l'opinion d'un auteur Français (1). « Chaque fois que je lis dans les

(1) Chatellux, *De la félicité publique*, t. I, section II. chap.

œuvres anciennes : Cet empereur a combattu les barbares au nombre de 100.000, tel autre a déconfit 200.000 Goths, un troisième 300.000 Sarmates, je traduis ces expressions ainsi : Tel empereur a combattu les barbares et en a fait un grand carnage. Eh quoi, tandis qu'à notre époque, où l'état militaire de chaque nation est imprimé, nous ne pouvons savoir avec précision ni les forces de nos ennemis, ni celles de nos alliés, nous prétendons calculer celles des barbares dont nous n'avons ni les rôles, ni les divisions de troupes..... En vérité, je ne cesse d'admirer la confiance de tous les historiens dans les minuties numériques qu'ils nous transmettent. Le plus souvent, ils sont obligés de se reporter au dire des rhéteurs et des panégyristes. puis, comment voudraient-ils que les Romains eux-mêmes aient été instruits du nombre de leurs ennemis ? Ne sait-on pas que la frayeur et la vanité grandissent tous les objets ? Ne sait-on pas qu'avant la bataille. on a coutume d'augmenter ses propres forces pour faire peur et, après un désastre. on exagère celles des ennemis pour diminuer la honte de la défaite ? »

De plus, dit Briganti, il faut considérer que les torrents barbares n'étaient pas des armées, mais des déplacements de peuples. Avec les hommes en armes, il y avait un grand nombre de vieillards, de femmes et d'enfants. Aussi faut-il diminuer des quatre cinquièmes les chiffres que l'on donne sur le nombre de ces barbares (1).

premier. Nous citons ce passage d'après Briganti. n'ayant pu nous procurer l'ouvrage de Chatellux.

(1) Sur cette question, Fustel de Coulanges a fait des recherches approfondies. *Histoire des institutions politiques*

Une difficulté se pose au sujet des faits permanents et non passagers comme une armée ou une invasion. On cite les 20.000 villes d'Egypte, dont parle Pomponius Mela. Mais il est certain que ce chiffre ne repose sur aucun fondement et est très exagéré.

Il en est de même de la vie des anciens rois, auxquels on attribue plusieurs siècles de vie, il en est de même des 470.000 ans auxquels les annales Chaldéennes font remonter l'origine du monde.

Toutes ces erreurs et ces exagérations viennent de faux calculs.

Briganti fait ici l'historique des manières de compter depuis les temps les plus reculés. Les anciens faisaient usage de l'abaque (1), « qui consistait en une table de forme cubique, traversée de cordes de cuivre, tendues parallèlement, dans lesquelles étaient enfilées quelques petites boules de cuivre ou d'ivoire (2)..... La facilité avec laquelle le mouvement horizontal des globules indiquait le rapport des nombres, en faisait confondre fréquemment la quantité discrète, et, de cette confusion, naissaient ces sommes excessives et incroyables qui mettaient à la torture les génies les plus sagaces des siècles cultivés. »

Ce furent les Arabes qui substituèrent leurs chiffres aux boules des anciens et qui, les premiers, purent compter

de l'ancienne France, L'invasion germanique de la fin de l'Empire, t. III, Paris, Hachette, 1891.

(1) Page 255.

(2) La première corde était affectée aux unités, la deuxième aux dizaines, la troisième aux centaines, etc. Les globules, étant donnée la facilité avec laquelle ils se déplaçaient, causaient de fréquentes erreurs.

exactement. Ils portèrent leur invention en Espagne, et de là elle se propagea dans toute l'Europe, au milieu du XIIe siècle.

« Les nations (1) qui ont calculé la population avec la seule mécanique instrumentale, sans la méthode rationnelle inventée par les Arabes, ont donc pu se tromper elles-mêmes et entraîner les autres dans leurs illusions. »

Les populations anciennes n'étaient pas plus nombreuses qu'aujourd'hui. La fécondité humaine n'est pas en décadence, car la population a toujours été constante, et il en sera ainsi toujours de même.

Et voici comment Briganti explique ce principe (2).

« Dans l'univers, tout a une liaison. Les grands comme les petits corps qu'il contient, se tiennent tous en équilibre dans les rapports de leurs masses et de leurs mouvements. Ces corps ont des lois particulières qui rentrent dans les lois générales, par lesquelles la nature, décomposant et recomposant les éléments du système physique, se reproduit dans des formes diverses dans les êtres animés ou inanimés qui perpétuent les classes respectives. Or, n'y a-t-il pas lieu de présumer, qu'en conséquence de ces lois positives, la quantité de ces êtres ait été déterminée en raison directe de la nécessité réciproque entre eux et le globe auxquels ils appartiennent ? N'est-on pas fondé de supposer que le nombre ne pourrait en diminuer sensiblement, sans altérer la théorie de l'univers, dans lequel la masse des systèmes particuliers se réunit pour former un seul ordre de choses ? La théorie de cet ordre porte à croire que la population en général a tou-

(1) Page 257.

(2) Page 257.

jours été constante, et qu'elle doit l'être jusqu'à la fin du monde ; que la somme de tous les hommes, prise ensemble dans l'état actuel de ce globe, n'est point inférieure à celle de toutes les époques de l'antiquité, ni ne doit être supérieure à celle des siècles à venir ; et que si, parfois, on a remarqué une plus grande ou une moindre multitude d'hommes, ces vicissitudes ne doivent pas être attribuées au plus ou moins de fécondité de l'espèce humaine, mais simplement à des variations locales des peuples, ainsi que cela est arrivé, quand l'esprit de conquête des nations belliqueuses a désolé la terre. On a vu alors les habitants du Midi rejetés vers le Nord, et retourner envahir leurs premiers territoires, ou chercher un domicile plus sûr dans un autre climat, aussitôt que la violence eût cessé. Mais, dans ces mouvements, une partie de la terre ne se dépeuplait que pour en peupler une autre. Les temps de conquêtes et de dévastations causent sans doute de grandes pertes à la société humaine ; mais pendant qu'elle diminue dans quelque partie du monde, la nature travaille promptement à réparer ses pertes, lorsque des intervalles de repos succèdent aux époques de calamité, et la population s'accroît dans les autres contrées plus tranquilles et plus heureuses. La guerre, la famine, la peste, moissonnent rapidement la vie humaine, et pourtant les hommes n'éprouvent jamais autant le besoin de leurs semblables qu'après les désastres communs, qui, bien loin de les débander, les réunissent toujours davantage, en lançant sur eux le feu électrique de la propagation (1).

(1) Malthus prouve ce fait non seulement par des raisonne-

L'état prospère de l'agriculture, du commerce, de la navigation des antiques nations de l'Orient, les arts, les sciences protégées spécialement, tout favorisait la multiplication des hommes dans ces contrées, où maintenant l'inertie, l'esclavage, l'ignorance et la barbarie découragent la population. Mais cette diversité de circonstances ne prouve pas que la fécondité des anciens peuples ait été généralement supérieure à celle des peuples modernes. Comparer le nombre des hommes de nation à nation, et de siècle à siècle, n'est pas calculer du tout au tout pour pouvoir décider à quelle époque la population universelle s'est accrue ou diminuée. Tant que ce globe existera, il y a grande apparence qu'il y vivra des hommes pour l'habiter. La même cause qui détermine l'existence de ce globe semble devoir déterminer l'existence de ces habitants. Nous ne connaissons pas même la moitié de notre globe, et malgré toutes les lumières de l'astronomie, les découvertes des navigateurs et l'expérience de la physique, nous ne le jugeons que par comparaison : tandis que les anciens, presque tout à fait privés de ces grands secours, ne pouvaient en connaître la circonférence que beaucoup plus imparfaitement que nous. Au reste, il paraît que le préjugé de croire les hommes plus rares que dans les temps passés a régné dans tous les siècles. Mais sur quel fondement a-t-on voulu établir cette hypothèse favorite ? Quelles avaient été les causes de la diminution supposée du nombre des hommes ? Aucune révolution générale dans l'univers, aucune interruption dans les lois physiques de la nature, ne donne lieu de

ments, mais encore au moyen de l'histoire et de la statistique, pp. 145, 310, etc.

supposer que la fécondité humaine soit épuisée. Le lent tournoiement de l'axe du ciel n'a produit aucun désordre sensible. Les désastres auxquels le genre humain est sujet ne frappent-ils pas partout ? Pendant que Lisbonne s'écroule, on danse à Paris, et une nuit de Paris suffit pour compenser la bataille de Senef (1). Presque toujours l'antidote se trouve à côté du mal. L'Orient nous a envoyé la petite vérole et l'inoculation, la syphilis et le gayac *(legno santo)*. Or, qui peut ffirmer que le monde aille en vieillissant et l'espèce humaine en dégénérant ? Ce n'est que d'un jour que le monde existe pour nous, et avec une vue si bornée et une vie si courte, nous prétendons dans cette période momentanée, avoir pénétré ses révolutions graduelles ? Si nous voulons mesurer la population par la subsistance, nous pourrons dire que là où se trouve un état inférieur, sous le rapport de la consommation, a dû exister une plus grande quantité d'hommes, mais est-il démontré en fait que les peuples modernes pris dans leur ensemble consomment plus que les peuples antiques ? »

Tels sont les raisonnements par lesquels Briganti démontre que la population actuelle n'est pas plus nombreuse qu'autrefois, ni moins, qu'il en sera toujours ainsi, à cause de l'équilibre naturel qui doit exister nécessairement entre les hommes et le monde externe. « Après avoir combattu les paradoxes des autres, il est lui-même tombé dans d'autres erreurs, dit le comte

(1) « Une nuit de Paris remplacera cela », mot du prince de Condé, après la boucherie de Senef (Mirabeau, *L'Ami des hommes*, t. I, chap. II, p. 22).

(2) C'est l'opinion de D. Hume et de Mirabeau, p. 22.

Pecchio (p. 290). Les raisons qu'il donne pour prouver que le monde a dû et devra toujours être également habité ne sont nullement convaincantes. A moins que l'on admette que le monde a existé de toute éternité, il a dû être, naturellement, lors de sa création, moins habité de ce qu'il le devint, par la progression des temps et des lumières parmi les hommes. Le monde est-il donc un théâtre avec un nombre de places fixes ? Et même dans cette supposition, il faut en faire une autre, celle d'admettre que l'on y représente toujours le même bon ouvrage, pour y attirer toujours le même concours. »

Ce jugement du comte Pecchio est bien un peu faible, mais cependant il est certain que cette partie de l'œuvre de Briganti prête beaucoup à la critique. Lui, qui est si riche d'ordinaire en faits et en citations, se borne ici à un étroit raisonnement, à une théorie abstraite. Étant donné la coordination de tout ce qui compose l'univers, étant donné que la terre a toujours la même grandeur, il doit en être de même de la population. Et ce n'est pas un énoncé de théorème qu'il établit ainsi, mais un postulat qui ne doit pas être démontré, tant il est évident. C'est un moyen commode de conclure sur une question embarrassante, mais ce n'est pas la résoudre.



Briganti passe maintenant aux causes morales qui favorisent l'augmentation de la population (1) et en

(1) La théorie stationnaire de la population s'applique, en effet, au monde entier en général. Mais Brignati estime que, dans une nation particulière, la population peut augmenter, et que c'est même désirable.

donne deux : la propriété qui a pour corollaire l'industrie, et l'honnêteté qui a pour corollaire la tempérance.

La propriété est la première des causes morales qui encouragent la population. Si les moyens de subsistance sont la mesure de la population, on ne possède ces moyens qu'avec un droit qui vous les attribue en propre. De même que l'homme a une propriété personnelle, comme arbitre de ses facultés et de ses talents (c'est-à-dire la liberté), il a une propriété réelle, comme maître absolu des œuvres de ses bras. Cette propriété, c'est la capacité de posséder à l'exclusion des autres. Le propriétaire, pour récolter, doit défricher, cultiver la terre, l'ensemencer. Aussi a-t-il le droit de repousser par la violence celui qui viendrait, au moment de la récolte, lui enlever le prix de ses fatigues.

Ici Briganti critique vivement les doctrines de Mably et du *Contrat social*. Il repousse les théories collectivistes et communistes et conclut que la « popolazione si avanza a misura che si conserva intatta la ragion privativa del proprietario (1) ». Quand le propriétaire jouit librement de ses biens, il est content de son état, et pense alors à perpétuer sa propriété en la transmettant à ses descendants et à se propager lui-même en leur donnant la vie.

Dans un pays où règnent la liberté des citoyens et la libre jouissance des biens, le commerce, la navigation, l'industrie facilitent la consommation. La consommation encourage les agriculteurs qui produisent les moyens de subsistances. Et ces subsistances multiplient

(1) Page 268.

la population. Si, au contraire, la propriété n'est pas sûre, ni libre, la population disparaît devant le despotisme qui la persécute. La propriété est donc cause de population, et toutes les nations qui ont prospéré, ont respecté et gardé jalousement « il Palladio della proprietà civile ».

On pourra objecter l'exemple de la Chine et de l'Egypte, mais Briganti démontre que dans ces deux pays on a respecté le droit de propriété :

La Chine a une quantité prodigieuse d'habitants ; cependant elle gémit sous un despotisme odieux. Voilà la légende ; mais il résulte des œuvres de Poivre (1), qu'en Chine la propriété est à l'abri de toute insulte et est protégée par les lois. Les tribunaux, les mandarins, les colao (2) maintiennent dans une juste mesure la force qui commande. Les lettrés forment la classe la plus respectable. L'industrie, le commerce, l'agriculture sont protégés et favorisés. Le citoyen a une existence qui lui fait aimer la vie, la famille et la patrie, et l'invite à multiplier son espèce.

Pour l'Egypte, Briganti invoque Diodore de Sicile et Paw, explique comment il faut interpréter la loi qui laissait les vols impunis, et conclut que la propriété était également respectée dans ce pays.

La propriété réelle est donc « il termometro della popolazione ». L'histoire montre que les hordes errantes et vagabondes périrent de misère, tandis que la race

(1) Poivre, *Voyage d'un philosophe*, 1768. Poivre naquit à Lyon, en 1717, et mourut dans une propriété qu'il avait aux environs de cette ville, en 1786.

(2) Ministres d'Etat.

humaine a multiplié partout où la propriété était inviolable. C'est ainsi qu'Athènes fut très peuplée parce que Thésée et Solon firent respecter le droit de propriété. Quant à Syracuse, au contraire, où les tyrans avaient sans cesse violé la propriété des biens et la liberté des sujets, Plutarque raconte qu'elle se dépeupla au point que les troupeaux paissaient sur les places publiques.

La deuxième cause morale qui favorise l'augmentation de la population est l'honnêteté (onestà). Son influence est aussi grande que celle de la propriété, quoiqu'elle agisse par des voies moins directes et moins immédiates. « L'honnêteté n'est pas une stérile et solitaire disposition à condamner au tribunal de l'esprit les vices du cœur humain, mais un exercice pratique d'habitudes convergentes au bien commun, où se réunissent tous les intérêts particuliers : dans ce sens honnêteté et utilité sont synonymes (1) ». Par suite du lien étroit qu'il y a entre le corps et les membres d'une société civile, tous les citoyens sont intéressés à respecter les lois du juste et de l'honnête. « Un peuple ami de l'honnêteté sera tempérant, et un peuple tempérant saura concilier sagement les impulsions de la nature et les retenues de la raison. La tempérance, mère de la frugalité, fera consommer avec parcimonie les richesses de l'été frugifère et les trésors de l'automne fructifère. En un lieu quelconque, la tempérance et non la misère diminue la consommation, et là, la subsistance excédente accroît la population. »

L'honnêteté rend les mariages fréquents et féconds, tandis que les peuples orientaux qui ont outragé l'hon-

(1) Page 279.

nêteté du mariage, ont tous péri dans l'obscurité et le vice, comme nous le rapporte l'histoire.

Ici une difficulté se pose. De grandes cités, des Etats prospères ont méconnu l'onestà. Les Tyriens, les Rhodiens, les Tarentins, les Marseillais, les habitants de Sybaris ont vécu dans la débauche et la licence la plus effrénée. Mais, dit Briganti, ces peuples n'étaient pas aussi pervers qu'on le croit généralement ; puis, s'il est vrai qu'ils se soient pervertis et corrompus, le fait ne s'est produit que lorsqu'ils furent arrivés à l'épanouissement complet de leur prospérité, lorsqu'ils eurent une population nombreuse. Ces excès n'ont pas précédé la multiplication des hommes, mais ont été postérieurs et souvent suivis de la décadence et de la servitude.

Le défaut de principes d' « onestà » est donc une des causes qui diminuent le nombre des hommes, bien loin d'accroître leur multiplication.



Après avoir examiné les causes physiques et morales qui favorisent la population, il était tout naturel que Briganti parle de celles qui lui sont nuisibles. C'est ce qu'il fait, et il décrit assez minutieusement ces causes. Les unes paralysent la puissance génératrice des hommes, diminuent la fécondité ; les autres poussent à l'indolence et à l'imprévoyance, limitent le fonds des subsistances.

Ces causes sont, selon Briganti, au nombre de neuf. Nous avons vu, en parlant de l'honnêteté, que l'intempérance et la dissolution des mœurs sont des causes de dépopulation. Les sept autres causes sont : l'esclavage

et le despotisme, les impôts excessifs, le luxe immodéré, le célibat, le droit d'aînesse, la guerre, les tempêtes sur mer. Nous allons les examiner successivement :

I. *Esclavage et despotisme.* — De quelque manière qu'on veuille le définir, l'état servile est en délit de lèse-humanité, un attentat contre la raison naturelle. Les esclaves, les hommes soumis au despotisme souffrent trop pour chercher à transmettre à leur postérité leurs douleurs et leurs angoisses. Ils étouffent en eux les sentiments de la nature et empêchent les progrès de la population. Briganti, comme tout auteur du XVIIIe siècle qui se respecte, fait ici un noir tableau des despotes et des tyrans. Ces hommes odieux tiennent toujours l'épée suspendue sur leurs sujets astreints à travailler une terre qu'ils baignent de leur sang et mouillent de leurs larmes.

II. *Impôts excessifs.* — Tout sujet doit payer l'impôt. C'est une quote-part des biens qu'il possède, qu'il doit donner au pouvoir dominant qui lui assure la libre et sûre possession de ces biens. C'est, comme on le voit, la théorie de l'impôt-assurance. Un impôt modéré et juste ne gêne en aucune manière la prospérité d'un Etat et l'accroissement de sa population. Mais si les impôts sont excessifs, s'ils absorbent entièrement ou presque complètement les produits du travail des sujets, ceux-ci abandonneront leurs terres, leurs fabriques, leurs boutiques, et l'ouvrier, l'artisan, le paysan, épuisés, privés des moyens de vivre, ne penseront pas à donner la vie à des héritiers de leur misère.

III. *Extrême luxe.* — Le luxe immodéré est aussi bien que l'extrême misère un obstacle à la population. La population diminue quand l'orgueil des grands rend

beaucoup de bras inoccupés, quand l'intempérance des riches consomme ce qui est nécessaire à de nombreuses bouches. Il ne faut pas confondre les « decorazioni del fasto » et les « profusioni del lusso ». Le « fasto » excite le génie des arts, donne de la vigueur à l'industrie, consomme le superflu des produits. Le luxe, au contraire, trouble toutes les classes de la société, avilit, endurcit les esprits, énerve et affaiblit les corps. « Le luxe, est un état convulsif de passions solitaires et de vices raisonnés, qui, en raffinant les manières et en corrompant les mœurs par l'impudence, l'avidité, la cupidité, réduit les peuples et éclaircit la population. »

IV. *Célibat.* — C'est une conséquence immédiate de l'extrême luxe. Le célibat est la cause dépopulatrice que Briganti examine et étudie le mieux. Il considère comme inutiles toutes les mesures et lois que l'on a prises et que l'on prend encore pour diminuer le nombre des célibataires, parce que le célibat a son origine dans la corruption des mœurs. Il faut donc essayer de les améliorer. C'est là la cause du mal. Si on cherche ailleurs, pas de remèdes, on n'aura aucun résultat.

Notre auteur cite un passage de Bayle (1), puis montre le progrès de la dépopulation dans l'empire Romain où régnaient le luxe et le libertinage. Il fait l'historique des mesures prises par César et Auguste, parle des lois Caducaires, qu'il considère comme ayant été inefficaces. Puis il passe au célibat religieux qu'il ne croit pas nuisible à l'augmentation de population, parce que, quand l'industrie prospère et quand les subsistances se multi-

(1) *Critique générale de l'histoire du Calvinisme*, lettre IX, § 5, de Bayle.

plient, la population s'accroît forcément, malgré le grand nombre des célibataires.

« La fureur des systèmes (1), après plusieurs siècles, condamna le célibat religieux comme destructeur de la population, et une foule de déclamateurs ont fait écho au fanatisme bouillant, fugitif des cloîtres, en réduisant une vérité morale à un problème économique. Mais sans entrer dans l'examen de ces brillantes illusions, avec lesquelles on a prétendu couvrir la réforme des vœux monastiques, il suffit de tourner un rapide regard aux points extrêmes du nord et du midi de l'Europe pour observer l'influence qu'exerce réellement le célibat religieux sur la population. Après avoir solennellement proscrit la vie célibataire, la Suède n'est plus la mine de ces essaims innombrables qui dévastèrent la terre, le Danemark n'est plus le nid de ces armements éclatants qui infestèrent la mer. Au contraire, en Lombardie, en Piémont, en Provence, en Languedoc (pays qui ont conservé les institutions de la vie célibataire), l'espèce humaine s'est plutôt multipliée qu'amoindrie comme nombre. Ces faits sont évidents, et où parle l'évidence, les sophismes doivent se taire. »

Briganti se montre donc favorable au célibat religieux, tout au moins ne lui est pas hostile, et combat l'opinion de Voltaire à ce sujet. Il est certain, en effet, que les religieux accroîtraient la population s'ils se mariaient, mais qu'en restant célibataires, ils peuvent aussi l'augmenter, en moralisant les fidèles.

V. *Le droit d'aînesse.* — Les Grecs et les Romains ne connurent pas le droit d'aînesse, car ils estimaient avec

(1) Page 299.

raison que les enfants étant élevés et instruits également, avaient tous, les mêmes mérites et les mêmes droits. Aussi Briganti traite-t-il de barbare la jurisprudence qui introduisit en Europe l'inégale succession des biens, par laquelle les aînés ont toute la fortune, et les cadets sont incapables de soutenir les charges conjugales. Ce qui diminue les mariages et, par suite, la population.

Aujourd'hui, que nous jouissons de l'égalité successorale des enfants depuis un siècle, un certain nombre d'auteurs estiment que cette égalité est une des causes de la dépopulation de la France (1).

VI. *Guerre.* — Briganti s'élève avec vigueur contre les barbaries, les atrocités de la guerre, et la considère comme étant sans contredit la plus grande cause de dépopulation.

VII. *Navigation,* c'est-à-dire les tempêtes qui causent les naufrages. — L'homme commença par naviguer de rivage à rivage, d'une côte à une autre côte avec la simple aide des astres. Le temps se couvrait pendant les tempêtes et le pilote ne pouvait plus se guider, aux moments où il en avait le plus besoin. La boussole donna un essor nouveau à la navigation et l'on traversa les océans.

Mais combien sont fréquents les naufrages, les accidents, les périls ! Dans la marine, on trouve peu de têtes grises et les ports se dépeupleraient vite si l'immigration continentale et étrangère ne suppléait au manque de population. Les sinistres maritimes, voilà donc la septième et dernière cause de dépopulation qu'indique Briganti.

Il y a cependant un autre facteur qu'il va examiner et

(1) M. Gonnard, *La dépopulation en France*, pp. 69, 70, 71.

qui, lui aussi, enlève une partie de sa population à un pays. Ce sont les colonies.

D'après lui, elles ont une double origine, politique et économique : Economique, en ce sens que beaucoup de nations fondèrent des colonies pour étendre leur commerce et développer leur industrie. C'est le caractère des colonies Phéniciennes et Carthaginoises. Les Grecs et les Romains, au contraire, fondèrent des colonies dans un but politique (1), pour étendre leur domination au loin, pour récompenser les vétérans en leur donnant un domicile et des terres dans ces colonies, pour civiliser les barbares par le contact des immigrés et de leurs mœurs plus polies, et enfin pour « décharger les métropoles d'une multitude accablée par l'indigence ou suspecte au repos public » (2).

Ici, Briganti fait, comme toujours, un historique, et nous montre les cruautés des Européens aux colonies, qui érigèrent des trônes sur des monceaux de cadavres, et trafiquèrent avec les indigènes en les menaçant du canon. Il montre l'erreur des nations européennes qui se préoccupent uniquement d'avoir des débouchés pour leurs produits dans les colonies, leur interdisent toute industrie et les condamnent à «mendier éternellement de la mère patrie toutes les aises de la vie » (3). Il parle alors des colonies anglaises d'Amérique.

Il reconnaît que des nations peuvent devenir puissantes sans avoir de colonies et cite en exemple la Prusse et

(1) M. Paul Guiraud est d'une opinion contraire. *La propriété foncière en Grèce*, liv. I, chap. IV, Paris, 1893.

(2) Page 310.

(3) Page 313.

la Russie (Moscovia). Néanmoins, il considère que les colonies sont utiles en ce sens qu'elles encouragent l'immigration qui débarrasse les Etats de leur trop plein, de leur surpopulation. Or, nous savons que, pour Briganti, la population du monde a été, est et sera toujours la même. S'il y a surpopulation, c'est parce que les hommes se sont réunis trop nombreux en un même pays. L'immigration dans les colonies rétablira l'équilibre, répartira plus équitablement les hommes sur la terre, ce qui aura d'heureux résultats.



Après avoir montré les causes morales et physiques favorables à la population, après avoir énuméré les causes de dépopulation, après avoir établi et prétendu démontrer que la population du globe est et doit être constante, Briganti va conclure. Et il conclut qu'une nombreuse population est signe de prospérité civile et que réciproquement la prospérité civile est signe de nombreuse population.

« L'agriculture, la navigation, le commerce, dit-il (1), suivent pas à pas la multiplication des hommes, et les hommes se multiplient quand l'agriculture, le commerce, la navigation rendent florissante la prospérité des peuples. L'intérêt, premier mobile des actions humaines, attire le plus grand nombre là où il y a la meilleure existence. »

Mais une population nombreuse n'est pas toujours cependant signe de prospérité. Elle ne l'est que quand elle

(1) Page 316.

se tient en un juste équilibre avec les moyens de subsistances.

« Une multitude entassée sur un territoire stérile (1), exténuée par des abstinences involontaires et de cruelles privations, ne constituera jamais la force d'un Etat florissant et puissant, parce que n'est jamais fort le peuple qui se multiplie dans l'indigence, mais celui qui vit dans l'abondance. Un peuple bien nourri, bien vêtu et bien logé, fera certainement une plus grande consommation qu'un peuple malheureux, déguenillé et famélique. Et si la plus grande subsistance qu'il absorbe ne le conduit pas, par les voies de l'intempérance, à une pénurie destructive de la population, mais au contraire encourage ses talents industrieux à doubler par les arts améliorateurs, les produits des arts créateurs, il ne vieillira pas aussi tôt que celui qui souffre de l'inclémence du ciel et de l'ingratitude de la terre.... Si la population s'accroît plus que les circonstances locales ne le permettent, il convient de se défaire du superflu, en se servant des remèdes qui outragent le moins l'humanité et la justice. »

Et, comme nous l'avons vu, c'est alors qu'apparaîtra l'utilité des colonies où émigrera ce superflu de population. Les Grecs et les Romains limitèrent les mariages, le nombre des enfants, les exposèrent même, et Briganti s'élève avec vigueur contre ces usages barbares et cruels incroyables chez des nations si cultivées et si fécondes en grands hommes.

C'est ici le point faible de notre auteur et son plus grand défaut : il voit très bien le lien qu'il y a entre la population

(1) Page 319.

et les moyens de subsistance, mais — et c'est en quoi il est inférieur à Malthus — il croit que des lois physiques règlent l'équilibre qui doit nécessairement exister entre ces deux facteurs (population et moyens de subsistances). Aussi est-il persuadé que si un manque d'équilibre vient à se produire, il est absolument indépendant de la volonté de l'homme, qui ne pourra pas l'empêcher et qui sera inévitable. C'est pour cela que Briganti ne cherche pas quels sont les moyens qui pourraient empêcher cette rupture d'équilibre, tandis que Malthus, au contraire, attribuant l'excès de la population à l'imprévoyance de l'homme, posant comme principe que la puissance génératrice de l'homme est illimitée, croit que la population dépassera fatalement les moyens de subsistances, si l'homme ne réfléchit pas et ne domine pas son instinct par sa raison. C'est pourquoi Malthus fait appel au « moral restraint ».

Briganti considérant que la volonté de l'homme est étrangère à ce manque d'équilibre, ne cherche pas à l'empêcher. Et, en cela, il est logique avec lui-même. Aussi il ne veut qu'essayer de pallier aux conséquences désastreuses qui peuvent résulter de ce déséquilibre.

Les idées de l'auteur de l'*Esame economico del sistema civile* sur la population sont donc inférieures à celles de Malthus. Mais, comme lui, il a compris qu'une population trop dense pouvait être un mal : quoiqu'il la veuille nombreuse, il repousse les stimulants artificiels qui peuvent la faire augmenter, et reconnait que toute population a une limite qu'elle ne peut dépasser dans un Etat.

Il a des idées intéressantes sur le célibat, sur la terre qui fournit les vivres nécessaires à l'homme, et sa théorie

sur l'état stationnaire de la population totale du globe, qui ne comporte que des variations locales, et est toujours égale à elle-même, quoique fausse, est ingénieuse et d'une curieuse subtilité. Il faut remarquer toutefois une contradiction. Briganti suppose que la population globale est toujours la même. Puis il admet qu'une nombreuse population est signe de prospérité civile. Or, si la prospérité devient générale dans le monde entier, la population totale augmentera forcément. Briganti ne résout pas la difficulté et la passe sous silence. Il aurait été, du reste, bien embarrassé pour le faire.

CHAPITRE V

FILANGIERI

C'est un nom célèbre qui terminera notre étude sur la population. Gaetano Filangieri (1) est, en effet, avec Beccaria, un des plus illustres auteurs italiens du XVIIIe siècle.

(1) Gaetano Filangieri naquit à Naples, le 18 août 1752. Destiné, par son père Cesare, prince d'Araniello, dès sa tendre enfance, à la carrière des armes, à quatorze ans il entra au service et avait le grade d'enseigne en 1768. Tout d'abord, on le crut incapable de toute étude littéraire, mais cela tenait non à son manque d'intelligence, mais au vice des méthodes, et il quitta l'armée à dix-sept ans, pour se consacrer aux lettres. Il débuta à dix-neuf ans par le projet d'un ouvrage sur l'*Education publique et privée* et d'une autre étude sur la morale des princes. Ces travaux le poussèrent au barreau, où il eut de nombreux succès, et lui donnèrent des idées pour sa *Science de la législation*. A la tête du mouvement libéral, il défendit les réformes de Tanucci, ministre de Charles III. Son oncle, qui avait été nommé archevêque de Naples, et Tanucci, qui lui savait gré de l'ardeur et du talent qu'il mettait à le soutenir, l'attirèrent à la cour. Il publia les deux premiers volumes de la *Science de la législation* en 1780, les deux suivants en 1783, et les trois derniers en 1785.

Il s'était démis de ses charges à la cour, après avoir épousé Caroline de Frendel, noble hongroise, directrice de l'éducation de l'infante, et s'était retiré à Cava, pour se livrer à ses études avec plus de tranquillité.

En 1787, le nouveau roi, Ferdinand IV, le nomma conseil-

« Tous les deux, nobles et magistrats dans leur pays, dit le comte Pecchio (p. 293), cultivant la même philosophie, ils semblaient destinés à instruire leurs compatriotes et à préparer les esprits vers les indispensables réformes des lois. Ces deux grands hommes se montrèrent comme deux phares éclairant toute la péninsule. Tous les deux, grands penseurs (p. 294), et conséquemment peu soigneux de leur style, méprisant les puérilités, les bons mots et les phrases alambiquées, ils ont habitué leurs compatriotes à tourner leur pensée vers la patrie, vers le bien-être de leurs concitoyens et celui du genre humain. Ces deux auteurs, aidés ensuite par la mâle poésie d'Alfiéri, ont donné une trempe plus forte à l'esprit et au caractère des Italiens, avec la différence que Beccaria, par la gravité profonde de ses écrits, inspira une fermeté tranquille, tandis que Filangieri, promoteur d'une réforme universelle, communiqua à ses compatriotes, par sa chaleureuse éloquence, un courage inquiet. Mais si Beccaria est plus grand comme philosophe, Filangieri l'est comme législateur. Benjamin Franklin écrivait à Filangieri que son immortel ouvrage était l'objet de l'étonnement et de l'instruction de ses citoyens libres. »

La *Science de la législation* (1) est, en effet, un véritable chef-d'œuvre. Cet ouvrage embrasse les principes du

ler des finances. Infatigable, ses nouvelles fonctions l'absorbèrent tout entier. Il usa sa robuste santé, qui s'altéra de plus en plus. Il dut se retirer avec sa famille à la campagne de Vico-Equense, qui appartenait à sa sœur. Ce fut en vain, et il mourut le 21 juillet 1788, âgé seulement de trente-six ans.

(1) *La Science de la législation*, par M. le chevalier Gaetano Filangieri, 7 volumes à Paris, chez Cuchet, rue et hôtel Serpente, avec approbation et privilège du roi.

droit et leurs applications. Il se caractérise par une connaissance approfondie et une interprétation philosophi-

Livre I. Des règles générales de la science de la législation, 1786.
— II. Des lois politiques et économiques. Population et richesses.
— III. Des lois criminelles.
IV. *Id.*, 1788.
— V. *Id.*
VI. Des lois relatives à l'éducation, aux mœurs et à l'instruction publique.
— VII. *Id.*

Les lois politiques et économiques, c'est-à-dire le livre II, se trouvent aussi dans la collection Custodi, partie moderne, 1804, vol. XXXII, *Scienza della legislazione*, lib. II, pp. 19 à 131 pour les huit premiers chapitres sur la population.

Voici les titres de ces huit premiers chapitres :

Chap. I. Des lois des Anciens, et particulièrement des Grecs et des Romains sur la population.
— II. Etat actuel de la population de l'Europe.
— III. Petit nombre de propriétaires, nombre infini de non-propriétaires, premier obstacle à la population.
— IV. Beaucoup de grands propriétaires, peu de petits propriétaires, deuxième obstacle à la population.
— V. Richesses exorbitantes et inaliénables des ecclésiastiques, troisième obstacle à la population.
— Droits excessifs, impôts insupportables, manière violente de les percevoir, quatrième obstacle à la population.
— VII. Etat actuel des troupes de l'Europe, cinquième obstacle à la population.
— VIII. Dernier obstacle à la population, l'incontinence publique.

que de l'histoire. Filangieri, comme Paoletti, Briganti, d'Arco, Mengotti, accepte les nouvelles théories économiques, sans abandonner les anciennes. Partisan du libre échange et de l'impôt unique, il reste cependant fidèle à la vieille théorie de la balance mercantile. Il est à la fois pénétré du *Contrat social* de Rousseau et des idées du système physiocratique.

La partie de la *Scienza della legislatione* qui nous intéresse, au point de vue de la population, est le livre second où Filangieri parle des lois politiques et économiques. Ce n'est pas un traité d'économie politique, à proprement parler, notre auteur a voulu seulement indiquer les lois qui nuisent à la population et à la richesse des peuples. C'est pour cela que Mohl considère Filangieri comme partisan d'une population illimitée. Au contraire, M. Sinigaglia (p. 159) le place parmi les précurseurs de Malthus et s'élève contre le jugement de Rob. de Mohl. Il donne deux raisons à l'appui de son opinion :

I. Filangieri s'élève d'une manière absolue contre tout stimulant artificiel de l'augmentation de la population.

II. Il n'a jamais séparé la question de l'augmentation de l'espèce humaine de celle de la production d'une quantité correspondante de moyens alimentaires. Ces deux raisons ne sont peut-être pas suffisantes. Néanmoins, il semble que Mohl a lu l'œuvre de Filangieri d'une façon trop superficielle. Il est certain que l'illustre auteur de la *Science de la législation* s'est proposé un but pratique et nullement théorique. Il ne recherche pas tant les lois qui gouvernent le développement de la population que les causes qui en retardent l'accroissement, et il se préoccupe de chercher les remèdes qui pourraient supprimer ces

causes dépopulatrices. Mais il faut reconnaître, cependant, que, tandis que les partisans d'une population illimitée ne voient que la multiplication indéfinie des hommes, comme sûr moyen d'accroître la prospérité sociale d'un Etat, Filangieri, au contraire, étudie les causes de dépeuplement qui viennent de la diminution des moyens de subsistances. De plus, pour avoir une population nombreuse et florissante, il repousse tout stimulant artificiel. Il veut simplement détourner, supprimer les obstacles qui empêchent le libre développement des subsistances et de l'espèce humaine.

C'est ce que l'analyse des huit premiers chapitres de son livre II de la *Science de la législation,* où il parle de la population, nous démontrera clairement.



Après avoir constaté qu'il n'y a pas de société, là où il n'y a pas d'hommes, et point d'hommes là où il n'y a pas de moyens de subsistances, ce qui est évident, il parle de la population de l'antiquité et des lois qu'on édicta en faveur de l'accroissement de l'espèce humaine. Car, dit-il, l'ordre exige qu'avant de dire ce qu'il convient de faire, il faut parler de ce qu'on a fait.

Les Hébreux avaient en horreur le célibat et la stérilité, aussi les livres sacrés nous montrent que la population augmentait sans cesse.

En Perse, l'art. 19 du Sadder, abrégé du Zend-avesta, est ainsi conçu : « Marie-toi dans ta jeunesse. Ce monde n'est qu'un passage. Il faut que ton fils te suive et que la chaîne des êtres ne soit pas interrompue. »

En Grèce, le célibat et le suicide sont réprouvés, les

pères d'une nombreuse famille sont récompensés. Il y avait des accusations d'agamie, de cacogamie et d'opsigamie. Filangieri ne parle pas des ouvrages de Platon et d'Aristote qui sont entièrement contraires à ces idées.

A Rome, Romulus, Numa, etc., sont hostiles au célibat et favorables aux nombreuses familles.

Auguste édicta la fameuse loi « Papia Poppea » qui n'eut aucun résultat, à ce que pense Filangieri, « car, dit-il page 15, que peuvent des lois que les citoyens n'ont aucun intérêt (1) à suivre ? A quoi sert la censure, quand la corruption est universelle ?....

« Tous les efforts d'Auguste furent inutiles (2), et les Romains continuèrent de regarder d'un œil d'aversion, comme auparavant, et le mariage et la paternité. »

Pour échapper à la loi « Papia Poppea », on se mariait, mais on répudiait sa femme quelque temps après, ou on la faisait avorter. On se mariait pour être héritier et non pour en avoir, comme le dit Plutarque. Le mal avait plus de force que les remèdes n'avaient d'activité.

Ce ne sont pas, en effet, les lois qui multiplient la population, mais les bonnes mœurs, l'activité, l'énergie, une agriculture prospère.

Et après avoir constaté que la population actuelle semble être plus nombreuse que dans l'antiquité, il ne s'attarde pas sur ce sujet, car il y a une question plus intéressante et plus aisée à résoudre : C'est de savoir si la population contemporaine est ce qu'elle pourrait et devrait être.

(1) L'idée d'Auguste était justement de donner aux citoyens un intérêt à se marier.

(2) Page 23.

Non, elle n'est pas aussi dense qu'il le faudrait, et cela tient au mauvais régime agricole. Une agriculture prospère vaut mieux pour l'accroissement de l'espèce, que tous les stimulants artificiels.

« L'indice le plus sûr (1) de l'état de la population d'un pays, est sans doute l'état de son agriculture. Si, par exemple, l'agriculture est fort loin de ce degré de perfection auquel elle aurait pu parvenir, si une portion du territoire de ce pays n'est point cultivée, et que l'autre, par défaut de culture, ne produise point ce qu'elle pourrait produire..... alors, sans aller chercher des dénombrements, des calculs et d'autres vaines conjectures, on peut assurer avec certitude que sa population est peu considérable.

Or, quelle est la nation de l'Europe « qui peut se glorifier d'avoir porté son agriculture, je ne dis pas (2) au plus haut degré de perfection,mais à un simple degré de médiocrité ? Quelle est la nation dont la moitié ou le tiers au moins du territoire n'est pas inculte ou couvert par des forêts inutiles ou par des eaux stagnantes, ou par des pâturages superflus ?.... Hélas, à l'exception de quelques petits Etats d'Italie et de quelques républiques dont le territoire est extrêmement borné, les peuples de l'Europe sont bien éloignés de pouvoir tenir un pareil langage !... et l'état de l'agriculture de l'Europe nous atteste le mauvais état de la population. Quelle est la conséquence qui doit naître de cette réflexion ? C'est que la législation est défectueuse en Europe, puisqu'en matière de politi-

(1) Page 29.

(2) Page 30.

que, c'est toujours par les effets qu'il faut juger de la nature des causes. »

Et maintenant Filangieri démontre que la population se multiplie *fatalement* et vite, quand il y a des moyens de subsistances.

C'est absolument la même théorie que Malthus exposera plus tard.

« Dans le cours ordinaire des choses, dit-il pages 33 et 34, la nature humaine tend à se multiplier prodigieusement. Toutes les fois qu'un homme aura de quoi nourrir sans peine une femme et des enfants, il écoutera le vœu de la nature (1). Le plaisir de s'éterniser en quelque sorte dans ses descendants a quelque chose de si doux, l'état de mariage est si séduisant, que tout citoyen qui ne sera pas dans l'impossibilité d'en soutenir les charges suivra le penchant qui l'y porte. C'est une vérité que plusieurs écrivains célèbres ont démontrée jusqu'à l'évidence et que l'expérience de tous les siècles a rendue incontestable. Aussi, dans tout Etat, où sans un fléau extraordinaire, la population ne s'augmente point, ou s'augmente à pas lents, c'est-à-dire d'une manière qui n'est pas proportionnelle à la fécondité naturelle, il faut en conclure qu'il y existe un vice de politique, dont la force peut être mesurée par la différence qui se trouve entre la population existante et la population possible.

« Que l'on compare en Europe le nombre des gens mariés avec celui des célibataires, et qu'on juge, par ce seul calcul, quels sont les défauts de notre politique et les vices destructeurs de la législation actuelle. Nos législa-

(1) Même idée que Montesquieu.

teurs ont connu le mal, mais en ont-ils connu les causes ? En ont-ils trouvé les remèdes ? Qu'a-t-on fait jusqu'à ce jour ? Que fait-on encore pour en détruire le principe ? Ce que fait un médecin, lorsque, sans connaître la cause du mal, il veut en arrêter les effets. On propose quelques encouragements en faveur du mariage et de la paternité, on accorde quelques faibles exemptions aux citoyens qui ont donné un certain nombre d'enfants à l'Etat, on prive les célibataires de quelques prérogatives, et cependant on laisse subsister les obstacles qui empêchent la plus grande partie des hommes de se marier et de devenir pères. »

« Otez les obstacles et ne vous embarrassez point de toutes ces amorces et de ces encouragements. La nature invite assez au mariage pour que l'homme n'ait pas besoin d'autres secours. »

Filangieri est donc opposé d'une façon absolue aux stimulants artificiels. Pour lui, il suffit, pour voir augmenter la population, d'écarter les obstacles qui s'opposent à son développement.

Ce sont ces obstacles qu'il va étudier maintenant. Avant il en fait une synthèse préliminaire qu'il exprime par l'axiome « que tout ce qui tend à rendre difficile les subsistances tend aussi à diminuer la population ».

Ces obstacles sont au nombre de six. A chacun, il consacre un chapitre différent.

***

Le premier obstacle à la population est le petit nombre de propriétaires, en regard au nombre infini de non-propriétaires.

« La propriété est la source productive du citoyen (1), et le sol est le lien qui l'attache à la patrie. Un citoyen qui vit au jour la journée, a le mariage en horreur, parce qu'il craint de faire naître des malheureux. Au contraire, un propriétaire désire se marier, tout nouveau bien est pour lui un bienfait de la Providence et le doux espoir d'acquérir un appui pour sa vieillesse et un héritier pour ses biens excite en lui le désir de faire naître une famille robuste. »

Au contraire, tout ce qui tend à rendre la subsistance plus difficile tend aussi à diminuer la population. Et ce fait arrive forcément quand il y a peu de propriétaires (2).

En effet, les propriétaires et les non-propriétaires ou mercenaires forment deux classes de citoyens malheureusement ennemies l'une de l'autre. Le propriétaire cherche toujours à acheter le travail du mercenaire le moins cher possible. En Europe, les mercenaires étant la classe la plus nombreuse, la concurrence avilit le prix de leurs ouvrages. Un homme de labour gagne de quinze à vingt sous par jour. Avec les jours de chômage, cela lui fait une moyenne de dix à douze sous.

Or, on ne peut subvenir aux besoins d'une famille avec dix ou douze sous. De là vient la misère du plus grand

(1) Page 36.

(2) Aujourd'hui, cette proposition est souvent renversée : M. Gonnard, thèse, p. 71. — *Economiste français*, 28 mars 1896, article de M. Georges Michel. — Journal *the Nation*, cité dans le *Monde Economique* du 26 septembre 1896. — Le Play, *Revues choisies*, préface.

nombre, le défaut de subsistances dans la classe des non-propriétaires.

« Voilà ce qui ôte (1) à la plus grande partie des citoyens le désir, l'espoir, les moyens de devenir père et de former un lien incompatible avec la misère, et funeste lorsqu'il la produit et qu'il l'accroît. »

Après avoir fait un historique de la question, Filangieri constate qu'en Europe les biens sont actuellement en peu de mains. Il faut donc faire en sorte de les répartir entre un plus grand nombre de personnes (2).

Le deuxième obstacle à la population touche de très près au premier, dont il est la suite. C'est qu'il y a trop de grands propriétaires et pas assez de petits propriétaires.

En effet, s'il y a beaucoup de grands propriétaires et peu de petits, cela suppose beaucoup de personnes non propriétaires. La grande propriété d'un seul suppose la non-propriété dans un grand nombre. De même que dans une nation où il existe la polygamie, s'il y a autant d'hommes que de femmes, si un homme a dix femmes dans son harem, cela suppose que neuf hommes du même pays n'en auront point.

« Donc (3), les grands propriétaires multipliant le nombre des non-propriétaires doivent, suivant les principes qui viennent d'être établis, être un obstacle à la population. »

De plus, les grands propriétaires nuisent au progrès de

(1) Page 39.

(2) Même remarque que p. 188.

(3) Page 52.

la population, par l'abus qu'ils font du terrain qui leur appartient. Ils ont de grands bois, de grands parcs pour leur agrément et leurs chasses (1), ce qui diminue les moyens de subsistance. Or, nous savons que la population s'accroît à mesure que ceux-ci se multiplient.

Quels sont donc les moyens que l'on peut employer pour augmenter le nombre des petits propriétaires ? Faut-il imiter l'exemple de Tarquin qui abattait les têtes de pavots ? Non, car le remède serait pire que le mal. Mais on peut remédier à cet inconvénient sans blesser les droits de personne, en abolissant les droits d'aînesse et les substitutions qui immolent plusieurs familles au profit d'une seule. Avec les lois actuelles, l'aîné a tout. Les cadets, sans propriétés, ne peuvent se marier, et obligent autant de filles à rester dans le célibat.

Il faut donc supprimer les majorats, la prohibition d'aliéner les fonds féodaux, la loi qui préfère, dans la succession des fiefs, la fille de l'aîné à ses frères (2), car elle appauvrit un frère pour enrichir un étranger.

Enfin, Filangieri s'élève contre les biens communaux, contre les droits de pâture, car ces biens, dit-il, ne sont à personne, précisément parce qu'ils sont à tous, et ils diminuent le nombre des non-propriétaires.



Le nombre considérable des biens du clergé est un troisième obstacle à l'accroissement de la population.

(1) Cette idée, souvent exprimée au XVIII[e] siècle, semble exagérée.

(2) Cette loi ruina la famille de Filangieri, dont elle porte le nom. C'est la Pragmatique Filangeria.

Après avoir construit des temples et des autels à la divinité, les hommes établirent des ministres pour s'occuper des soins du culte, et leur donnèrent des revenus pour rétribution de leur emploi.

Exempts d'impôts et de toutes les charges de la société, enrichis par les donations et les offrandes, les gens d'église devinrent pour ainsi dire les seuls propriétaires de l'Europe.

Or, si les substitutions et les primogénitures sont contraires à la population, parce qu'elles restreignent le nombre des propriétaires, ce sera bien pire dans le cas qui nous occupe. D'autant plus que les progrès de la population sont proportionnés aux progrès de l'agriculture, et que celle-ci ne pourra pas prospérer dans les mains d'un « beneficier » qui ne cherche qu'à accroître son revenu viager, et ne se soucie pas d'améliorer, de planter, de défricher pour une postérité qui ne sera pas la sienne (1).

Aussi, tous les gouvernements actuels ont compris ces abus, et on a rendu plusieurs lois défendant au clergé toutes acquisitions nouvelles.....

Une question connexe à celle des biens du clergé est celle du célibat de ses membres. Filangieri n'y est pas hostile.

« J'estime, dit-il p. 70, que si le nombre des prêtres était restreint autant qu'il devrait être, le vide que leur célibat laisserait dans la génération ne serait rien auprès du désordre que produirait toute innovation contraire.

(1) Ce passage, ainsi que certains autres de l'œuvre de Filangieri, furent malignement interprétés, et un décret du 6 février 1784 mit la *Scienza della legislazione* à l'index.

« On a vu plusieurs fois la population fleurir dans un Etat, au milieu d'un grand nombre de prêtres célibataires. La Phrygie était sans contredit beaucoup plus peuplée qu'elle ne l'est aujourd'hui, lorsque les prêtres de Cybile se mutilaient... Il y a dans la Chine un million de bonzes voués au célibat, et cependant la population de la Chine surpasse celle de toute l'Europe.

« Ne cherchons donc point à détourner, les ministres des autels, du sacrifice qu'ils offrent à l'Etre suprême, et ne désirons d'autre réforme que celle qui aura pour objet leur nombre et leurs richesses. »



Les impôts trop lourds et mal perçus sont un quatrième obstacle à la population.

L'impôt est la contribution que chacun paye au gouvernement, en échange des avantages qu'il retire de l'état de société dans lequel il vit. Mais l'impôt doit être proportionné aux forces de chacun, sinon l'ordre social serait le pire des états.

Cette proportion n'existe pas dans l'Europe actuelle. La misère des provinces est causée par la multiplicité des impôts et leur perception violente. « Or, si la mesure de la subsistance (1) est la mesure de la population, comment celle-ci pourra-t-elle faire des progrès en Europe, tant qu'on verra le citoyen retrancher de sa propre subsistance ce que l'Etat exige de lui, tant qu'on verra un malheureux père de famille forcé d'arracher le pain de la bouche de ses enfants pour satisfaire un fermier ou un

(1) Page 74.

receveur du fisc qui, armé par le gouvernement, va répandant la désolation dans l'Etat. »

Tant que les impôts resteront tels qu'ils sont actuellement, la population de l'Europe ne progressera pas, mais reculera plutôt, puisque la population est subordonnée aux moyens de subsistances.

L'impôt est nécessaire, mais il doit être modéré, et proportionné à la richesse nationale. Il doit être aussi perçu justement et sans exaction.

***

Les deux derniers obstacles à la population (5e et 6e), sont les armées permanentes et l' « incontinence publique ».

Actuellement, en temps de paix, l'Europe a 1.200.000 hommes de troupe, destinés à la dépeupler par les armes, en temps de guerre, et par le célibat, pendant la paix. On n'est pas plus en sûreté pour cela, car chaque prince a augmenté ses troupes à proportion de ses voisins. Il n'y a donc aucun avantage dans cet état de choses, mais deux grands inconvénients : La dépopulation et les dépenses.

Anciennement, on ne connaissait pas les armées permanentes. Charles VII, le premier, en eut en France. Par contre-coup, le reste de l'Europe dut en avoir, pour n'être pas en état d'infériorité. Louis XIV fit augmenter les armées européennes permanentes d'une façon excessive.

« Pour entretenir ce corps inutile (1), l'Europe est op

(1) Page 87.

primée, et la population languit. On épuise les subsistances des peuples, pour alimenter 1.200.000 célibataires qu'il faut renouveler sans cesse avec d'autres célibataires qu'on enlève à la multiplication de l'espèce. N'est-ce pas une anthropophagie monstrueuse qui dévore dans chaque génération une portion du genre humain ? »

En effet, les troupes ne sont plus composées, comme à l'époque médiévale, de vassaux et de propriétaires, mais de mercenaires qui ont une solde à peine suffisante pour leur entretien, et qui restent célibataires.

Aussi, Filangieri propose un « projet de réforme dans le système militaire actuel », pour remédier à ces maux.

Plus d'armées permanentes, car, avec les moyens de communications, les informations rapides, on n'a plus à craindre des invasions subites et des guerres imprévues.

On objectera que l'armée permanente maintient l'ordre intérieur. Mais la « soldatesque effrénée » trouble l'ordre aussi. Ensuite « que l'on rende (1) les nations heureuses, alors un esprit séditieux ne trouvera pas de partisans. »

De plus la sûreté des princes ne réside pas dans l'armée, qui peut se tourner contre eux et les renverser. « Il ne peut y avoir de sûreté pour les princes que dans la vertu, dans l'amour des peuples, dans la modération du gouvernement, dans la sagesse des lois. Le tyran est donc le seul homme qui ait besoin d'une troupe dont les bras puissent le défendre contre un peuple toujours irrité et toujours opprimé (2). »

On objectera encore que ce «système des armées sur

(1) Page 93.

(2) Page 94.

pied » a l'avantage des corps disciplinés et bien instruits. Mais ces avantages ne sont que trop compensés par la mollesse que cause l'oisiveté des garnisons. Quant au courage, le cultivateur robuste en sera plus susceptible que le mercenaire oisif. Puis, « la misère de l'Etat (1) et les obstacles qu'oppose à la population l'incontinence publique, fomentée par le célibat et l'oisiveté des soldats..... l'emportent de beaucoup sur les avantages de la perpétuité des troupes. »

Il ne faut donc pas d'armées permanentes, et Filangieri expose un système de milices nationales, qu'on lèverait en masse, en temps de guerre, pour marcher à l'ennemi. C'est le système des socialistes modernes, et il aboutirait sûrement aux plus désastreux résultats (2).

Résumons-le brièvement :

Chaque citoyen, moyennant quelques exemptions, quelques prérogatives, pourrait se faire inscrire sur un registre militaire et défendrait son pays, si la guerre éclatait. Les officiers choisis parmi les plus nobles et les plus riches exerceraient ces volontaires les jours de fête. Des inspecteurs suivraient ces exercices, il y aurait des revues générales tous les deux ou trois ans. Ce système ne coûterait rien ou presque rien.

Filangieri reconnaît cependant que ce projet est informe et que, dans l'exécution, les gouvernements devront y apporter les modifications nécessaires.

« Cette réforme des troupes sur pied, dit-il (3), enlève

(1) Page 98.

(2) M. Cauwes s'élève avec raison contre ce système (*Economie politique*, t. I, p. 48, éd. de 1879).

(3) Page 108.

rait deux grands obstacles à la population, le célibat des soldats et le célibat que leur entretien fait naître dans les autres classes de citoyens. »

De plus, le célibat entraîne l' « incontinence publique », sixième et dernier obstacle à la population.

De même que la misère et le célibat forcé, en empêchant les mariages, font naître l' « incontinence publique », de même, la réciproque est vraie et l' « incontinence publique » diminue le nombre des « mariages » (1). Un citoyen qui ne peut avoir une femme légitime trouve dans l' « incontinence publique » le moyen de se dédommager de cette privation. Ses sens sont satisfaits, mais la génération reste oisive. »

La corruption devient alors générale, de même l'aversion pour le mariage.

L'homme « est incapable (2) d'apprécier cette secrète et paisible satisfaction des deux époux, qui naît de leur union intime, de leur amour réciproque et des devoirs doux et sacrés qu'ils remplissent en formant l'esprit et le cœur de leurs enfants ».

Comment remédier à cette cause dépopulatrice ? Défendre la prostitution serait mettre en danger l'honnêteté conjugale. Il n'y a qu'un seul moyen pour arrêter et diminuer les progrès de l' « incontinence publique », c'est diminuer le nombre des célibataires (3). Que les lois et le gouvernement, faisant naître dans l'Etat l'aisance générale, permettent à chaque citoyen de se marier, et l'incontinence, la prostitution diminueront.

(1) Page 110.

(2) Page 111.

(3) C'est un cercle vicieux.

Et Filangieri termine en citant comme exemple les colonies anglo-américaines, d'après ce qu'en disent Franklin et l'abbé Raynal.

De cette analyse que nous venons de faire des huit premiers chapitres du livre II de la *Science de la législation,* il résulte que Filangieri n'a pas fait une théorie complète de la population. Il s'est occupé seulement de conserver l'équilibre entre la population et les subsistances, et de chercher à augmenter l'espèce humaine, en augmentant les moyens de subsistances.

Il résulte que Filangieri est précurseur de Malthus à un double point de vue.

a) Comme Malthus, il croit que la population, quand elle a des moyens de subsistances suffisants, tend *fatalement* à augmenter et à arriver à absorber, à consommer tous les aliments que lui fournit le sol sur lequel elle vit.

b) Comme Malthus encore, il croit que l'espèce humaine peut s'accroître d'une façon indéfinie, tandis que les subsistances ont des limites qu'on ne peut dépasser.

Mais il s'écarte de l'économiste anglais en ce qu'il cherche à augmenter la population et à supprimer les obstacles qui s'opposent à son libre développement.

Il faut reconnaître qu'il a souvent des idées justes, et des considérations pleines de sagesse et de bon sens. Il a su éviter habilement toutes les erreurs et les exagérations de la plupart des écrivains de son époque, et repousser tous les stimulants artificiels alors si en vogue : lois Caducaires, encouragements aux mariages, dots, peines contre le célibat, etc. Il a compris, avec raison, que la population augmentera d'elle-même, naturellement, en supprimant, en corrigeant certaines coutumes et certaines lois,

en relevant le niveau moral de la nation, en stimulant l'énergie et l'activité individuelle.

En somme, il clôt dignement la liste de ces auteurs que nous venons d'étudier et de considérer comme précurseurs de Malthus.

CONCLUSION

Dans la première partie de cette étude, nous avons analysé les idées de Machiavel et de Botero, sur la population. Puis, nous avons passé en revue les auteurs populationnistes du XVIIIe siècle. Ils sont très nombreux et nous avons cru devoir les citer presque tous, car ils ont souvent des idées intéressantes, qu'ils expriment dans une langue claire, qu'ils appuyent d'arguments multiples.

Dans la seconde et dernière partie, nous avons parlé des précurseurs de Malthus et avons classé sous cette dénomination : Ortès, Ricci, Beccaria, Briganti et Filangieri. Est-ce rigoureusement exact ?

Si l'on entend par précurseur de Malthus un auteur qui constate que la population ne peut pas dépasser les moyens de subsistances, évidemment tous les auteurs qui ont traité de la population seront des précurseurs de Malthus.

Mais Malthus a dit tout autre chose. Il a dit que la population *tendait fatalement* à dépasser ces moyens de subsistances. Et, comme pour vivre, il faut se nourrir, les hommes ne peuvent pas franchir cette limite assignée par les moyens de subsistances. Ils sont arrêtés par les

«positive checks ». Il est donc préférable pour eux de prévoir les dangers d'une trop grande multiplication, en employant les « preventive checks ».

Car Malthus n'est pas ennemi d'une nombreuse population. Il n'est hostile qu'au trop grand nombre qui est cause de pauvreté et de malheur.

« C'est méconnaître entièrement mes principes, dit-il p. 581, que de m'envisager comme ennemi de la population. Les ennemis que je combats sont le vice et la misère. »

Du reste, la plupart des reproches que l'on adresse généralement à Malthus tombent, quand on lit attentivement son œuvre.....

Nous ne reprendrons pas ces cinq auteurs un à un, pour constater minutieusement s'ils sont des précurseurs de Malthus. Ce serait nous exposer à des répétitions et des redites.

Nous conclurons donc d'une façon générale et nous dirons que tous ces auteurs sont des précurseurs de Malthus, à certains points de vue, mais que dans aucun nous ne trouverons sa théorie complète.

Ortès donne bien la progression géométrique de la population, mais non la progression arithmétique des moyens de subsistances. Il s'occupe de la surpopulation et la redoute. Mais il a plus en vue la répartition, et l'ordre, l'harmonie de l'Etat, que la production.

Quant à Ricci, il admet dans une certaine mesure la charité légale et s'il craint, comme Malthus, les secours immodérés, c'est parce qu'il redoute que les travailleurs trouvent plus lucratif de mendier, tandis que Malthus y voit un élan donné à la natalité.

Beccaria a formulé la loi de la productivité décrois-

sante de la terre, mais ne craint pas une surpopulation. Il considère qu'un état prospère doit avoir un grand nombre de sujets.

Briganti et Filangieri professent la même opinion.

Briganti considère bien la surpopulation excessive comme un mal, mais la croit l'effet de lois physiques, contre lesquelles l'homme ne peut rien. Il ne peut donc être question, dans son œuvre, de « moral restraint ».

Filangieri, comme Malthus, montre la tendance de l'espèce humaine à dépasser les moyens de subsistances, moyens qui ne peuvent croître indéfiniment. Mais il ne s'occupe de la population que pour rechercher les causes qui nuisent à son développement et, par suite, en donner les remèdes.

Tous ces cinq auteurs, comme Malthus, repoussent tous les stimulants artificiels de la population, combattent les encouragements donnés aux mariages (1), les peines contre les célibataires, déclarent que les lois Caducaires ont été sans résultat, et qu'il ne pouvait en être autrement.

Tous les cinq ont le mérite de s'être élevé contre les théories populationnistes alors si en faveur, et mises en pratique avec tant d'esprit de suite par la plupart des Etats européens.

Ils ont souvent des idées originales, neuves, fécondes. Ce sont tous des hommes de talent, aimant leur patrie, désireux du bien-être des classes pauvres, cherchant à remédier aux maux dont souffrait leur pays.

En résumé, tous ces auteurs Italiens, populationnistes

(1) Malthus, p. 190.

et précurseurs de Malthus, sont trop ignorés en France. Ils méritaient mieux. Leurs écrits sont souvent des œuvres de talent, toujours des œuvres sincères et intéressantes. Ils montrent parfaitement le développement de l'économie politique, et le grand essor qu'elle prit en Italie au XVIII[e] siècle.

TABLE DES MATIÈRES

Lyon. — Imp. A. Rey, 4, rue Gentil. — 3,863